

Le Monde

idées

DIPLOMATIE FRANÇAISE

Le président de la République, pour la première fois depuis son élection, visite un pays de l'Est : la Hongrie. C'est l'occasion pour François Puaux de s'interroger sur l'efficacité de la « politique de tendance ».

René Dabernat montre que la coopération franco-allemande conditionne le succès du plan de redressement. Marc Heurtaux estime que la politique de la France n'est guère différente de ce qu'elle était avant mai 1981 et s'en désolait à propos du Liban. Jean-Marie Rausch, à propos de l'Afrique, croit que le changement de l'an dernier a été tout récemment suivi d'un autre.

François Mitterrand au contact des réalités africaines

par JEAN-MARIE RAUSCH (*)

EN renouant au dogmatisme du P.S. et aux a priori de son ministre de la coopération, François Mitterrand a bel et bien chassé les idées de ses prédécesseurs, lors de sa dernière visite officielle en Afrique.

Bien nourri en France, une poignée d'opposants aux régimes africains ont toujours trouvé parmi de nombreux socialistes des alliés pour dénoncer avec force et barge l'absence de démocratie dans ces pays de l'ancienne mouvance française. Bien sûr, depuis le 10 mai, ils parlent moins haut. L'idée pour rester présente : n'aidons pas ces États tant qu'ils seront dirigés par des colonels, des autocrates, des « fachos »... Qu'ils restent aux enfers ! Voilà le langage de la gauche française si généreuse !

Fait-elle semblant ou croit-elle sincèrement que des peuples, après vingt-deux années d'indépendance, ont déjà assimilé les principes de Tocqueville ? Pense-t-elle qu'il existe déjà en Afrique un environnement démocratique susceptible d'accueillir le multipartisme, sans risque d'éclatement ou de guerre civile et tribale ?

Ni le colonel Sény Kountché, du Niger, intégré mais tout-puissant chef d'État, ni Félix Houphouët-Boigny, père fondateur de la Côte d'Ivoire, ancien membre du P.C. puis de l'U.D.S.R., ne sont disposés à introduire chez eux les clivages gauches/droites, récs ou gauchistes.

Il se savent que peu de temps suffirait pour qu'agissent les forces centrifuges poussant à la création de mini-États tribaux.

Qu'on se souvienne du Biafra et de ses dizaines de milliers de morts et de mutilés dans les années 67-68 parce que le Nigeria appliquait la démocratie appliquée à l'ombre de Westminster... Et du Cameroun, dont le chef Amadou Ahidjo défendait farouchement l'unité, il y a vingt ans encore, contre la désintégration entreprise par une extrême gauche armée par les pays socialistes.

Jean-Pierre Cot, qui a visité trente pays africains en moins d'un an, comme le rapporte complaisamment notre radio-télévision d'État, sait tout cela fort bien. Quant à François Mitterrand, qui effectuait avant le 10 mai 1981 des voyages privés sur le continent noir, il a depuis longtemps mis sa montre à l'heure des réalités africaines, même s'il a laissé s'égosiller ses tribuns d'intellectuels avec des principes parfaits dans les livres mais vains là où la faim et l'ignorance démentent des fléaux à combattre en priorité.

Le chef de l'État français a, on peut le supposer, laissé faire en Centrafrique. Ange Patasse, dont on semble oublier qu'il fut le collaborateur intime de Bokassa, a reçu (ou cru recevoir) le feu vert des dirigeants socialistes pour répéter sa tentative de coup d'État de mars 1981, en mars 1982.

Qui imaginera que, après avoir échoué contre le faible président de 1981, David Dacko, à cause de l'intervention du chef de l'armée, le général Kolingba, Ange Patasse ait été assez bête pour réitérer, alors que ce même général était devenu centriste, la tentative de coup d'État de mars 1981, en mars 1982 ?

Cela fera peut-être taire les apprentis sorciers du P.S. d'hier et d'aujourd'hui. En tout cas, le réaliste François Mitterrand est bien décidé à considérer que le socialisme à l'Afrique ou la démocratie au sud du Sahara n'a rien de commun avec l'internationalisme socialiste. Il sait que les nations pauvres du continent vivent au rythme propre de leurs exigences de développement, qui ne sont pas liées aux régimes politiques généralement autoritaires (comme le fut sciemment la chefferie traditionnelle, structure de base fondamentale).

La France doit donc poursuivre sa mission d'aide et de coopération. Notre style de démocratie s'imposera dans une génération peut-être. Mais on ne l'imposera pas en assistant les intellectuels noirs ayant perdu tout contact avec leurs racines, depuis près de vingt ans, qui inspirent certains socialistes.

On doit à la vérité de faire une parenthèse pour le Sénégal, où règne une forme multipartite, associée à une liberté de presse. Mais le legs de Léopold Senghor, qui voulait aller à la découverte prudente des joies de la démocratie, hérisse d'échecs, risque de déraiser dès lors que son successeur en sache les limites gardées. Il faut seulement espérer que la multiplication à l'infini des partis n'englobera pas ce pays séduisant dans un maélström tribal ou ethnique.

Cela dit, on avait parlé de changement le 10 mai 1981. Ne serait-ce que pour la politique étrangère, il faut reconnaître qu'il y a eu deux changements en mai 1982. Quand on change le changement, on revient peut-être au point de départ.

Avons-nous les moyens et le temps de suivre de telles contradictions ? Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

(*) Sénateur, maire de Metz, président du conseil régional de Lorraine (U.D.F.).

Salvador, Liban, même cause

par MARC HEURTAUX (*)

ON croyait que, depuis le 21 mai 1981, la politique de la France à l'égard du tiers-monde avait changé : la déclaration franco-mexicaine sur la représentativité de la rébellion salvadorienne — la France intervenant dans ce qui était jusqu'alors la chasse gardée des Américains — prenait même un caractère de défi. Il semblait que, sans jouer les dons Qui-chottes, ce que, de toute façon, ses moyens limités ne lui permettaient pas, la France avait pris le pari d'embrasser toutes les causes justes et de se faire, dans le monde des riches, le défenseur des humilités et offensés contre la violence des puissances.

Hélas ! Il faut déchanter. Lorsque l'Argentine a occupé les Malouines, le président de la République a été le premier chef d'État, ou de gouvernement, à exprimer son entier soutien à la discutable cause de M^{me} Thatcher, et les actes ont suivi immédiatement (embargo sur les armes, sanctions économiques qui frappent durement l'Argentine). Passe encore ! Mais quel contraste avec la passivité dédaignée devant l'agression israélienne au Liban, agression préméditée (et l'on se défendra difficilement de penser que M. F. Mitterrand n'en ait pas évoqué l'éventualité — au moins à mots couverts — avec M. Begin, lors de son voyage à Jérusalem, puisqu'on l'annonçait ouvertement depuis des mois, ce qui suffit à réduire à néant tous les dérisoires prétextes qu'on en a données (au surplus, si l'attentat contre un ambassadeur commis par des extrémistes irresponsables (1) justifie une guerre, alors la guerre déclenchée par l'Autorité en 1914 après l'attentat de Sarajevo fut une guerre juste).

Oh ! certes, le président de la République a « condamné sans réserve » cette « agression ». Les faits sont si patents qu'on ne saurait lui en savoir gré, et il faut tout l'aplomb de M. P. Gliniewski, défenseur attitré d'Israël et de l'Afrique du Sud, pour tenter de la justifier. Mais que de restrictions, que de réserves mentales à cette condamnation comme l'a fort bien montré Jacques Amalric (2) ! Et d'actes, aucun ! Le ministre des affaires étrangères d'Israël n'a même pas été prié de remettre sa visite à d'autres temps, on n'évoque pas le classique « rappel de l'ambassadeur en consularat ». Combien faut-il de morts ?

Il est trop tôt pour prévoir toutes les conséquences des événements, mais l'évolution qui s'est produite en Amérique latine depuis la guerre anglo-argentine devrait servir d'avertissement à l'Occident. On peut prédire, sans grand risque de se tromper, que le premier résultat sera le renforcement du nationalisme arabo-musulman dirigé contre l'Occident et, puisque, par myopie politique, l'Occident a scoté le nationalisme laïque, abattant Mossadegh et cassant Nasser, il risque fort — tant pis pour lui ! — d'avoir affaire à la grande poussée de fanatisme religieux partie de Oum, dont beaucoup de signes, de la Syrie à l'Égypte et jusqu'au Maroc, montrent qu'elle gagne de plus en plus.

Contre ce mouvement des profondeurs, religieux ou non, à quoi mène la duplicité trop évidente de notre politique avec ses manœuvres pour celui que nous qualifions nous-mêmes d'agresseur ? Croit-on qu'elle trompe qui que ce soit ? Croit-on que les peuples se contenteront de platitudes et de condamnations solennelles ? Croit-on que le crédit que le gouvernement socialiste a acquis auprès du tiers-monde par quelques actes heureux comme les propositions de Cancun et l'accord franco-algérien sur le gaz soit inépuisable ? Les peuples du tiers-monde ont, comme nous, de la mémoire, et les souvenirs qu'ils ont pu garder des gouvernements socialistes de la IV^e et de M. F. Mitterrand ne les incitent pas nécessairement à la confiance. Le capital d'estime et de confiance que l'on commençait à reconstituer depuis un an risque d'être vite dissipé.

Si le nouveau pouvoir socialiste veut le garder et l'accroître, il faut qu'il le mérite par des actes et une attitude sans ambiguïté. La lutte contre l'oppression des hommes est indivisible : on ne peut soutenir la cause des peuples en Amérique centrale et se montrer plein d'indulgence pour celle des agresseurs au Proche-Orient. C'est aussi l'intérêt bien compris de l'Occident de ne pas s'aligner le tiers-monde. Ce devrait être la tâche du pouvoir socialiste de montrer la voie.

(1) International Herald Tribune du 8 juin, cité par Maxime Rodinson. « Le désastre pour les autres » (Le Monde du 12 juin).

(2) J. Amalric, « Beaucoup de nuances pour une « agression » (Le Monde du 11 juin).

(*) Agrégé de l'Université.

La « politique de tendance »

par FRANÇOIS PUAUX (*)

F AUT-IL parler aux Russes ou les ignorer ? Le président de la République, dans sa dernière conférence de presse, n'a répondu à cette question que de manière fort ambiguë.

« Le roi lui-même n'a pas le droit de subordonner les intérêts de la patrie à l'efficacité ou à l'absence qu'il peut éprouver pour des étrangers », disait Bismarck en 1857 à Frédéric-Guillaume IV, qui voulait soutenir en Espagne la légitimité de la reine Isabelle II contre les progressistes. C'est ce que le chancelier appelait curieusement la « politique de tendance », qui consiste à conduire les affaires du pays en fonction de ses sympathies politiques. On ne sera pas surpris que M. Mitterrand ne cherche pas ses exemples chez Bismarck. Mais peut-on appeler l'attention du président de la République sur le comportement en la matière de l'un de ses illustres prédécesseurs, le général de Gaulle ? Le fondateur de la V^e République n'était pas suspect de philo-sovietisme, lui qui a été non seulement le meilleur soutien européen des États-Unis dans l'affaire de Cuba, mais qui, aussi, on s'en souvient moins, a fait échouer l'ultimatum de Khroutchev et sauvé Berlin par sa solidarité totale avec Eisenhower, au sommet de Paris, le 16 mai 1960, alors que Macmillan insistait pour un compromis.

Les seconds violons

Or que disait, en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'homme dont la politique reste un terme de référence en matière de fermeté ? Il s'en est expliqué très clairement dans sa conférence de presse du 9 septembre, moins de trois semaines après le coup de force : il condamnait le « totalitarisme écrasant » dans lequel s'enfermaient le monde soviétique, et ajoutait : « Mais, en même temps, ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, je le veux dire l'état de son peuple pour obtenir un début de libération (...), démontre que notre politique, pour momentanément contraindre qu'elle paraisse, est conforme aux profondes réalités européennes et, par conséquent, qu'elle est bonne. Étant donnée la marche des choses (...), l'évolution se poursuit inéluctablement. Il est en effet trop tard (...) pour qu'aucune idéologie, notamment la communisme, l'emporte sur le sentiment national. » Et il concluait en constatant qu'il fallait poursuivre la politique de détente. La démarche de M. Mitterrand est bien différente, dans la mesure où il croit devoir privilégier ses amitiés internationales, ce qui risque de donner à notre politique extérieure un air d'inconséquence. Le président a donné à M. Shamir une audience à laquelle rien ne l'obligeait, au moment où Tshah se livrait à un quasi-génocide au Liban, alors que M. Gromyko n'avait droit, un an après le début du septennat, qu'à un bref entretien avec son collègue français à New-York, en marge de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Afghans sont-ils plus proches de la France que les Libanais ?

On dira : il y a eu la Pologne. Mais la mise en quarantaine de l'Union soviétique par la France est antérieure au 13 décembre 1981. C'est à un an, alors que Solidarité tenait encore le haut du pavé et que Moscou n'osait pas intervenir en Pologne, que M. Chyeyson déclarait à Washington que, « tant que les

belles afghanes » que la France n'aidait pas et des « craintes explicables que suscitent en Union soviétique les projets d'organisation d'une défense européenne ». Il y a aussi des griefs plus personnels. Louis XII, en montant sur le trône, déclarait que « le roi de France ne vengera pas les injures faites au duc d'Orléans ». François Mitterrand, pour sa part, ne semble pas vouloir oublier l'attitude des Soviétiques lors de la campagne présidentielle. Il y aurait là un mouvement d'humeur explicable devant une ingérence peu convenable dans nos affaires intérieures qui devrait néanmoins, après un an, le céder à la raison d'État.

Le président Mitterrand, d'autre part, a toujours eu une « sensibilité » à l'égard des relations internationales et de la mode, et il est de fait que sa politique à l'Est lui a valu des commentaires flatteurs à Washington. Mais l'administration Reagan, que l'on sache, ne se prive pas de dialoguer avec Moscou. Reste enfin, comme hypothèse non négligeable, le désir de faire assumer la présence des communistes dans le gouvernement et, du même coup, d'embarrasser ces derniers en les associant au blâme infligé à Brejnev. On retrouverait là la vieille dimension de politique intérieure qui a tant pesé, avant et après de Gaulle, sur les relations franco-soviétiques.

« Non avete paura »

La détente, amorcée par la France en 1964, a donné des résultats spectaculaires, un peu négligés chez nous aujourd'hui, dans la mesure où ils sont considérés comme acquis. Les Allemands, eux, demeurent très conscients de ce que leur a apporté la dernière décennie, tant sur le plan des relations internationales et des rapports entre les deux Allemagnes que sur celui des échanges, dont toute l'Europe de l'Ouest a profité. L'accord quadripartite du 3 septembre 1971 a permis de mettre fin aux tensions qui se maintenaient à Berlin avec une sinistre monotonie, et les mouvements de personnes entre les deux parties de l'Europe ont pris, avant et après Helsinki, une ampleur inconnue jusqu'alors. Faut-il laisser pressentir cet acquis ? Ce serait un grave recul, pense-t-on à Bonn, où l'on estime avec raison que la seule manière d'aider la Pologne est de maintenir le dialogue. Le résultat de cette divergence franco-allemande est que la R.F.A., qui n'a pas rompu avec l'U.R.S.S., pleure aujourd'hui plus lourd que la France dans la « Mitteleurope ». Est-il bien avisé de la laisser, seule puissance européenne, en tête à tête avec la Russie ?

Sans la détente, il n'y aurait eu ni le « printemps de Prague » ni le « nouveau printemps de Varsovie », autant de succès qui se maintiennent à Berlin, autant empêchés de se déchaîner à l'Est la flamme et la soif de la liberté. « Non avete paura » (« n'ayez pas peur »), a dit, lors de sa première allocution, le pape venu de l'Est à la foule rassemblée sur la place Saint-Pierre. Le dialogue n'est pas, bien au contraire, exclusif de la fermeté. Les États-Unis ont repris le 29 juin les négociations avec l'U.R.S.S. sur les armements stratégiques, et Ronald Reagan s'apprête à rencontrer Leonid Brejnev. Qu'attend donc François Mitterrand ?

(*) Ancien directeur politique du Quai d'Orsay.

L'enjeu allemand

(Suite de la première page.)

Voilà pourquoi l'effort de redressement entrepris — même s'il ne marque qu'une étape — commande l'avenir des rapports franco-allemands et, par voie de conséquence, le destin de la Communauté. C'est la raison pour laquelle, perspective d'ailleurs, que se placent les dirigeants, au plus haut niveau, des deux côtés du Rhin.

De manière significative, la République fédérale a élargi de son mieux Pierre Mauroy, Jacques Delors et la Banque de France durant les journées et les nuits difficiles de juin. Depuis longtemps, elle jugeait inévitables un réajustement du franc et la reprise en main des grands équilibres. Le vendredi 11 juin — veille de l'opération — M. Rudolf Sprung, vice-président chrétien-démocrate de la commission des finances au Bundestag, demandait que soit décidée « sans tarder une nette dévaluation du franc ». Celui-ci était, selon lui, affaibli « en raison de la politique du gouvernement ». Un peu avant, le ministre allemand des finances déclarait le maintien de « fortes divergences » entre les politiques des pays membres du système monétaire européen. Son avertissement, nul n'en doute, visait, entre autres, la France.

Mais, dès que la décision fut prise à Paris, l'Allemagne, après avoir soutenu le franc dans la tourmente — à l'appuyé de tout son poids un réajustement européen global, afin de sauver le S.M.E. Parallèlement, la dévaluation française s'accompagne de certaines mesures pour endiguer la masse salariale, le déficit budgétaire et les dépenses de la Sécurité sociale. Ces mesures, tout en laissant subsister une différence de conception entre les deux pays, rapprochent Paris de Bonn. Elles confirment que la France, fût-elle de gauche, ne pouvait pas sans danger poursuivre une action politique très éloignée de celle de la République fédérale, contrairement à ce que l'Élysée avait cru du 10 mai 1981 au 12 juin 1982.

Au-delà des contraintes de l'intendance, cette évolution reflète un choix politique de portée européenne. Il s'agit pour M. Mitterrand, nous dit-on, de « jouer la carte allemande » dans la République fédérale s'y prête, et pourvu que la

France se donne les moyens de faire jeu égal avec elle ». Jusqu'ici, effectivement, les dirigeants des principaux partis de Bonn souhaitent préserver le statu quo, ne pas laisser la France, dans le cadre d'un Marché commun consolidé et d'un système monétaire européen stabilisé, des intérêts très puissants les y poussent, au moins autant que leurs inclinations.

Un choix de portée européenne

En premier lieu, l'économie allemande a changé de centre de gravité depuis le début des années 70. Elle s'est fondée moins sur l'Amérique et s'est tournée davantage vers l'Europe, avec laquelle elle effectue la moitié de ses échanges, puis vers les pays arabes de l'O.P.E.P. dont l'un des principaux partenaires commerciaux de la République fédérale il y a dix ans, ne viennent plus qu'au quatrième rang. En outre, les industries des deux pays s'affrontent en plusieurs domaines : chimie, automobile, centrales nucléaires, sidérurgie, machines-outils et autres biens d'équipement. Quant aux taux d'intérêt américains, le chancelier Schmidt les juge abusifs.

En second lieu, le passé interdit aux Allemands un leadership ostentatoire de l'Europe occidentale. Et le présent leur rend malaisé soit un renversement des alliances au profit de l'U.R.S.S., soit un axe exclusif germano-américain. En théorie, l'Allemagne pourrait prendre l'une ou l'autre de ces directions si, dans l'hypothèse d'un naufrage du Marché commun, elle redevenait, au centre de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest, l'imprévisible « peuple du milieu » dont parle Nietzsche. Mais ce ne serait pas sans de sérieux risques. La première direction la couperait de l'Occident. La seconde, outre qu'elle supposerait la fin des conflits d'intérêts, pourrait rallumer la guerre froide.

L'occasion se présente donc de fixer la République fédérale dans la C.E.E., pourvu — c'est primordial — que la France « se donne les moyens de faire jeu égal avec elle ». Sur

quoi, en effet, déboucherait le traité de Gaule-Adenauer de 1963, sinon sur une construction artificielle ou bien dirigée de Bonn à l'égalité des droits ne se doublait pas, un jour, de l'égalité des forces ? Mais les fous Georges Pompidou, puis Valéry Giscard d'Estaing ont souligné la nécessité de « rattraper l'Allemagne ». François Mitterrand ne pense pas autrement.

Certes, la France joue un rôle politique international et dispose d'un arsenal thermo-nucléaire qui l'autorise à se présenter à la République fédérale, tenue à la prudence diplomatique et exclue du club atomique. Elle occupe aussi un rang important en plusieurs secteurs civils ou militaires : aéronautique, espace, télécommunications, recherche scientifique, armements, etc. Mais l'économie allemande, quoique plus viable que celle qu'on ne l'a dit, pèse globalement le double de l'économie française. Son avance est très grande, parfois même proche de la suprématie, en ce qui concerne notamment les machines-outils, la chimie et, si l'on n'y prend garde, l'acier.

Quant au franc, malgré deux dévaluations en huit mois, il reste dans l'ombre du mark et subit le choc et le retour des dépenses budgétaires et sociales engagées depuis un an. Ces dépenses ont, c'est vrai, favorisé un moment l'activité. Mais, outre que le chômage demeure élevé, elles ont alourdi les charges des entreprises et accru le déséquilibre extérieur. Le déficit commercial français avec la R.F.A. est passé de 16,8 milliards de francs en 1980 à 22,6 milliards de francs en 1981 ; sur la base du premier trimestre 1982, il atteint le rythme annuel de 32 milliards. L'an dernier, la part des voitures allemandes en France s'est accrue de moitié ; celle des voitures françaises vendues outre-Rhin a diminué de 10 %.

Sans un redressement économique et financier vigoureux, la gauche ne pourra pas tenir ses promesses. L'industrie allemande accentuera sa suprématie, et le système monétaire européen éclatera et/ou deviendra, pour longtemps, une zone marquée. Tel est l'enjeu intérieur et extérieur du plan Mauroy-Delors.

RENÉ DABERNAT.

L'ÉVOLUTION

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

La guerre américaine transportant...
...route vers la ville libanaise...

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

Alors que depuis plus d'un mois les pays arabes ont été dans l'incapacité de trouver un terrain d'entente pour une conférence des chefs d'Etat et que le conseil des ministres de la Ligue arabe a préféré se cantonner dans une action diplomatique, M. Habib Chatti, secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique (O.C.I.), a annoncé mardi 6 juillet que les ministres des affaires étrangères des pays islamiques pourraient se réunir, d'ici au 20 juillet, pour se prononcer sur la convocation d'un sommet « urgent » sur le Liban, demandée par M. Yasser Arafat. Notre correspondant à Tunis indique que onze pays sur les quarante membres de l'Organisation ont d'ores et déjà donné leur accord et que M. Chatti a bon espoir de voir rapidement atteindre le quorum exigé, qui est de vingt-sept.

La réunion ministérielle pourrait avoir lieu à Tunis, qui s'est proposée pour l'accueillir.

● M. ARAFAT a demandé par ailleurs la convocation urgente d'une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays non alignés pour discuter de l'invasion israélienne. Cette réunion, dont la demande a été faite par l'intermédiaire de l'ambassade de Cuba à Beyrouth, pourrait avoir lieu à Chypre, sur la suggestion du chef de l'O.L.P.

● A PARIS, la réunion prévue pour mardi entre M. Claude Cheysson et la délégation de la Ligue arabe, comprenant les ministres des affaires étrangères d'Algérie, des Émirats arabes unis, et le chef du département politique de l'O.L.P., M. Kaddoumi,

a été ajournée pour des raisons de calendrier. La mission arabe espère être reçue également par M. Mitterrand. Cependant, M. Cheysson a reçu mercredi, avant son départ pour Budapest, M. Kaddoumi.

● A AMMAN, on apprenait mardi de source arabe proche de la Syrie que le président Hafez el-Assad aurait effectué récemment une visite secrète à Moscou, au cours de laquelle le chef de l'Etat syrien aurait échangé avec les dirigeants soviétiques, les grandes lignes d'un accord de coopération stratégique entre les deux pays.

● A MOSCOU, la radio a accusé mercredi les États-Unis de préparer une « intervention militaire directe au Liban » par l'envoi de « marines ». — (A.F.P.-A.P.)

Plusieurs navires de guerre américains transportant quelque 1800 « marines » font route vers la côte libanaise

Washington. — Les États-Unis sont prêts, dans tous les cas, à participer à une force de paix au Liban. Près politiquement, comme l'a révélé, le mardi 6 juillet, le président Reagan. Et, près techniquement, selon des informations officielles du Pentagone.

Plusieurs bâtiments de guerre américains font route, en effet, vers la côte libanaise, avec quelque mille huit cents marines à leur bord. L'ordre leur en avait été donné dimanche dernier. Ce même groupe naval fut mobilisé précédemment pour assurer l'évacuation de plusieurs centaines d'Américains résidant au Liban.

« Le gouvernement libanais nous a dit qu'une force multinationale pourrait être essentielle à la mission temporaire de la paix à Beyrouth et propose de manière informelle aux États-Unis d'y contribuer », a déclaré, mardi, M. Reagan, qui se trouvait à Los Angeles. « J'ai accepté le principe d'envoyer un petit contingent, à certaines conditions ».

La porte-parole de la Maison Blanche devait préciser la double mission de cette éventuelle force de paix : favoriser le départ d'éléments armés de Beyrouth dans l'ordre et la sécurité, mais aussi « aider » le gouvernement libanais pendant cette « transition de pouvoir ». On parle d'un millier d'hommes qui resteraient sur place une trentaine de jours au maximum. L'évacuation des membres de l'O.L.P. — porteurs d'armes légères — se ferait par voie maritime, grâce à des bateaux américains battant pavillon de la Croix-Rouge internationale. Les pays de destination pourraient être la Syrie, l'Algérie et l'Irak.

Le projet de M. Reagan a suscité quelques réactions négatives à Washington, avant même d'être condamné par l'O.L.P. Ce serait la première fois, en effet, depuis la guerre du Vietnam que des troupes américaines seraient déployées dans

De notre correspondant

une zone de combat. Autant l'envoi de mille cent hommes au Sinaï pour garantir les accords de Camp David avait semblé normal, autant celui-ci paraît hasardeux.

« J'en ai déjà exprimé mes réserves », a déclaré M. Howard Baker, chef de la majorité républicaine du Sénat. Paradoxalement, son homologue démocrate, M. Robert Byrd, s'est montré plus favorable au projet présidentiel : « Devant une requête formelle du gouvernement libanais, a-t-il dit, je soutiendrais le président, mais seulement si l'objectif se limite à protéger et surveiller l'évacuation de l'O.L.P. du Liban ».

Selon le War Powers Act, la Maison Blanche est tenue de notifier au Congrès, quarante-huit heures à l'avance, tout envoi de troupes américaines à l'étranger. Les congressistes étant en vacances, il a fallu les appeler au téléphone. M. Reagan s'est personnellement entretenu avec plusieurs d'entre eux.

Jusqu'à présent, les dirigeants américains laissent entendre — en public comme en privé — qu'ils n'ont pas l'intention de participer à une force de paix au Liban. Une telle force pourrait être constituée de faire usage de ses armes. Tirerait-on contre des Israéliens ? Et prendrait-on le risque politique de tirer contre les Arabes ? La présence américaine dans la poudrière proche-orientale était une raison supplémentaire de prudence. Enfin, on se rappelle sans peine l'expédition de 1958, même si les quatorze mille marines d'abord, appelées par le président Chamoun, n'avaient pas l'occasion de combattre.

Une durée limitée

Plusieurs raisons ont amené l'administration Reagan à changer d'avis : « L'envoi d'un contingent de paix, avec une forte participation américaine, peut être le seul moyen d'empêcher les Israéliens de lancer une grande offensive sur Beyrouth-Ouest. Or Washington est persuadé qu'une telle offensive aurait des conséquences désastreuses sur ses propres intérêts au Proche-Orient ».

● Cette expédition n'aurait pas le caractère négatif de celle de 1958. D'une part, elle serait acceptée par toutes les parties en présence. D'autre part, elle aurait une durée beaucoup plus limitée, établie à l'avance ;

● Les États-Unis pourraient se débarrasser partiellement des yeux des Arabes. Après être apparus comme les soutiens, sinon les complices d'Israël, ils pourraient ainsi que leur attitude ambiguë ne visait qu'à restaurer l'Etat libanais. Et ils ne trouveraient, une fois de plus, au cœur

d'un règlement pacifique au Proche-Orient, alors que les Soviétiques sont depuis un mois au balcon ;

● L'Amérique peut difficilement se dérober à un appel explicite du gouvernement libanais sous prétexte que l'opération présente des risques. Ne demande-t-elle pas, depuis Camp David, aux Israéliens et aux Arabes de « prendre des risques pour la paix » ? Une demande qu'elle s'apprête d'ailleurs à reformuler, dès que possible, pour lancer les négociations sur l'autonomie palestinienne.

Si certains Américains craignent que les marines soient engagés dans un combat aux prolongements incertains, d'autres se demandent si l'opération envisagée ne va pas être une reconnaissance de facto de l'O.L.P. Officiellement, l'organisation de M. Arafat est toujours considérée par Washington comme un mouvement terroriste. Il n'est pas question, dit-on, de reconnaître son existence tant qu'elle n'aura pas elle-même reconnu l'existence d'Israël. Pour quel alors permettre aux fedayin de quitter le Liban dans les meilleures conditions possibles, peut-être même les armes à la main ?

Selon M. Joseph Steno, ancien sous-secrétaire d'Etat, qui s'exprimait mardi soir à la télévision, il ne s'agit pas d'une reconnaissance de facto de l'O.L.P., mais de « contacts plus directs » avec cette organisation. Le représentant de l'O.L.P. à Washington, qui participait à la même émission, lui a répondu : « Pour nous reconnaître, il n'est pas nécessaire d'envoyer des marines au Liban et de chasser nos dirigeants de ce pays ».

A vrai dire, la reconnaissance de facto est presque faite depuis que M. Philip Habib négocie indirectement des cessez-le-feu entre Israël et les fedayin. Washington se dirige ainsi, pas à pas, vers la reconnaissance explicite de l'O.L.P. que les anciens présidents Ford et Carter souhaitaient d'une même voix le lendemain des funérailles de Sadate.

ROBERT SOLÉ

MALGRÉ UN OPTIMISME PRUDENT

M. Begin n'exclut pas une « solution militaire »

De notre correspondant

efforts américains pour permettre le départ de l'O.L.P.

Dans les milieux gouvernementaux, on ne prête guère attention aux dernières déclarations de l'O.L.P., affirmant qu'aucun accord n'est en vue et rejetant l'initiative américaine. On estime qu'il s'agit d'une attitude tactique avant l'achèvement complet des négociations. On ajoute même que les dirigeants syriens et ceux de l'O.L.P. ont déjà fait savoir qu'ils acceptaient les grandes lignes du « plan » américain, à la condition d'une participation internationale, et française notamment.

Vers des relations « coupables »

Maintenant qu'une solution est envisagée, de multiples inquiétudes se manifestent cependant à Jérusalem, car certains des détails qui devraient être discutés ont une grande signification pour le mouvement israélien : la volonté de l'O.L.P. de conserver une présence symbolique au Liban, et le projet de retrait partiel de l'armée israélienne. M. Begin sur lui-même fait comprendre que son gouvernement, sur l'incitation des États-Unis, pourrait être amené à faire preuve de souplesse et à conclure que, le 4 juillet, il avait fermement repoussé des demandes palestiniennes. L'idée de l'installation d'un bureau politique de l'O.L.P. à Beyrouth pourrait déjà avoir été approuvée par les États-Unis.

A Jérusalem, certains pensent que des divergences de plus en plus grandes pourraient apparaître désormais entre Israël et le gouvernement de Washington à propos de l'avenir du Liban et du sort futur de l'O.L.P. Au sein de la majorité gouvernementale, on redoute, une fois de plus, qu'Israël ne perde sur le terrain politique l'accès de ses « victoires » militaires. On craint que les États-Unis, si l'O.L.P. est pratiquement désarmée, ne commencent à entretenir avec cette organisation des relations jugées « coupables » d'un point de vue israélien.

L'organe du parti d'opposition Mapam (gauche travailliste) souligne que les conversations qui ont lieu depuis des semaines à Beyrouth ont, en fait, abouti à une reconnaissance de fait de l'O.L.P. par les États-Unis. L'éditorialiste du Jerusalem Post est du même avis et souligne que l'O.L.P. restera de toute façon une réalité. Il fait remarquer que des centaines de combattants palestiniens se trouvent toujours au nord du Liban et qu'il sera difficile de prévoir leur départ à bref délai, de même que celui des troupes syriennes de la Bekaa. Puis, il ajoute, pour dénoncer les illusions entretenues par le gouvernement depuis le début de la guerre : « Avant de pouvoir finalement vaincre l'O.L.P., Israël devra, »

d'une manière ou d'une autre, accepter l'existence du nationalisme palestinien ».

La possibilité d'une participation française à l'évacuation de Beyrouth est considérée avec beaucoup de réticence à Jérusalem. On nourrit de graves appréhensions sur le rôle que la France, de ce fait, pourrait jouer auprès de l'O.L.P., afin d'assurer sa survie.

Les Palestiniens de Cisjordanie n'ont pas été surpris par la décision des autorités israéliennes d. destituer le maire et les conseillers municipaux de la ville de Jérusalem, située non loin de Naplouse. On s'attendait dans les semaines écoulées à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait que le gouvernement israélien a la volonté d'agir vite « en Judée et en Samarie » en profitant de la déconfection des territoires occupés à la poursuite de l'offensive menée par M. Menahem Mifson, administrateur civil de Cisjordanie, pour se débarrasser des élus « nationalistes » favorables à l'O.L.P., car l'on sait

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

La « débrouillardise » assure la survie des Beyrouthins

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Tout s'achète au Liban, même et surtout l'occupation. Hier, on achetait le syrien, aujourd'hui l'israélien. Par simple jeu, par réflexe ou par nécessité. Sept ans de guerre n'ont ni jailli ni arrêté le commerce. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu, il y a, il y aura toujours, des hommes qui ont su faire leur affaire. Les affaires baissent dans le bled, mais les hommes restent. Ils ont su, ils savent, ils sauront.

conserver dans des réfrigérateurs en manque d'électricité. Le secteur de la santé semble cependant, de loin, le mieux préparé aux menaces du lendemain. Outre les unités lourdes de trois grands hôpitaux, onze centres de traitement ont été aménagés dans des hôtels, lycées et écoles réquisitionnés.

Une rancœur tenace

Mais tous manquent de personnel : on ne compte plus à Beyrouth-Ouest que vingt pour cent du corps médical habituel et quatre-vingt dix pour cent des cabinets privés sont aujourd'hui fermés. Huit médecins spécialistes de l'hôpital américain, partis voir leur famille à l'est, le week-end dernier, ont été empêchés lundi de retourner à leur poste. Le même jour, un camion-citerne de la FINUL a été vidé de son eau avant de passer le « sas » du musée. Toutes les histoires de ces méfaits commis de l'autre côté de la « frontière » aux phalanges comme aux israéliens, alimentent dans les

quartiers assiégés une rancœur tenace. « Les comptes se régleront un jour », jure un jeune milicien. « Les sionistes ont installé leurs centres sur les ruines de Tel et de Zabar, ils se promettent, comme chez eux, dans les trues d'Achrafieh. Qu'ils nous bombardent, ici, dans le centre, et nous leur renverrons la pareille. On verra alors si les braves gens de l'est se branlent ou nous regardent crever... »

L'ouest compte ses stocks et pompe ses puits. Les grossistes ont été « pillés » et « instaurés », après inventaire, de ne pas jouer de la pénurie. « Nous avons pour dix jours de farine et pour des mois de médicaments », assure un responsable du comité d'urgence. Et cela sans compter les réserves des Palestiniens. Elles sont, au dire de tous, considérables. Le Fata, depuis vingt jours, nourrit la plupart des combattants. Il a ses propres abattoirs qui fonctionnent encore et distribuent même le poulet une fois par semaine.

Le blocus, d'évidence, punit d'abord cinq cent mille Beyrou-

thins, mais le système, plus ou moins organisé, fait des merveilles. On monte camionnettes qui font le tour des quartiers pour aller chercher les papiers nécessaires à l'alimentation des pèlerins ou pour aller chercher les papiers nécessaires à l'alimentation des pèlerins ou pour aller chercher les papiers nécessaires à l'alimentation des pèlerins.

Mardi, le soir venu, Beyrouth a retrouvé un peu d'air. Quelques fermes propos du roi Fahd au président Reagan ont fait ouvrir un robinet. Beyrouth sauvée de la soif par un coup de fil en la nuit. La Calomnie ? « Par diu, plaissant un fadaïen, peu porté sur les saints canons de l'islam, c'est Ramadan et Fahd a dû fermer en pensant que Beyrouth n'aurait pas de quoi boire... »

DOMINIQUE POUCHIN.

La marche forcée vers un compromis

(Suite de la première page.)

Ces derniers demeurent cependant, encore suffisamment puissants pour faire adopter, en mars 1977, par le huitième congrès du C.N.P., une résolution rejetant « l'idée de la création d'un Etat palestinien sur une partie seulement de la Palestine ».

L'idée d'un compromis fait cependant son chemin. Elle est formulée en août 1978 par M. Nayef Hawatmeh, du Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), qui invoque la nécessité de définir « des étapes intermédiaires » sur la voie de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur toute partie libérée du territoire palestinien.

Le deuxième congrès du C.N.P., réuni au Caire en juin 1979, envisage pour la première fois dans le programme politique qu'il adopte, « l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur toute partie libérée du territoire palestinien ». Le changement demeure cependant timide et ambigu, puisque ce même programme stipule « que l'objectif stratégique du F.D.L.P. demeure l'établissement d'un Etat démocratique sur l'ensemble du territoire palestinien », conformément à l'article 21 de la Charte qui précise que « le peuple arabe palestinien rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine ».

En somme, si l'objectif final demeure toujours la création de l'Etat palestinien unitaire — qui sous-entend le démantèlement de l'Etat d'Israël — l'accent est désormais mis sur le mini-Etat palestinien appelé à être édifié sur une portion de la Palestine historique, en l'occurrence la Cisjordanie et Gaza.

L'action diplomatique

Le mot d'ordre de la « guerre populaire de libération » disparaît progressivement du vocabulaire des dirigeants du F.D.L.P. qui entendent désormais tirer le maximum de profit de l'action politique et diplomatique. La « centrale » palestinienne vient d'être reconnue comme le « seul représentant légitime du peuple palestinien » par le sommet arabe d'Algier de novembre 1979, et par la conférence islamique de Lahore de février 1980. En octobre de la même année, le sommet arabe de Rabat reconnaît le « droit du peuple palestinien d'établir un pouvoir national indépendant sous la direction du F.O.L.P. ». Accueilli triomphalement le 13 novembre à

l'assemblée générale des Nations unies, qui a inscrit à son ordre du jour la « question de la Palestine », et non plus « celle des réfugiés », M. Arafat fait toujours allusion à une « Palestine réunifiée et démocratique », affirmant toutefois que cet objectif ne représente pas pour lui qu'un « rêve » lointain. En janvier 1980, le Conseil de sécurité des Nations unies a reconnu la reconnaissance à l'O.L.P. le « droit d'établir un Etat indépendant en Palestine ».

Un nouveau programme politique adopté en mars 1977 à l'issue du huitième congrès du C.N.P. réaffirme « le droit à l'établissement d'un Etat national indépendant sur le sol national », mais passe sous silence l'objectif stratégique, à savoir la création d'un Etat démocratique dans les frontières historiques de la Palestine. L'ambiguïté n'est donc toujours pas levée, puisque le programme de 1977 réaffirme dans son préambule l'attachement des Palestiniens à la Charte nationale dans laquelle cet objectif est inscrit en toutes lettres.

En fait, le refus des Palestiniens de modifier la Charte constitue à cette époque une réponse aux pressions exercées par Washington pour obtenir un amendement de ce texte qui, selon les Etats-Unis, contribuerait à faciliter un règlement du problème palestinien. Précisant la pensée du président Carter, qui venait de lancer, en mars 1977, sa formule de « paix palestinienne » (« Palestinian homeland »), le secrétaire d'Etat Cyrus Vance avait même allé jusqu'à dire qu'une renonciation formelle de la Charte n'était pas indispensable et que « l'acceptation par l'O.L.P. de la résolution 242 de l'ONU aboutirait au même objectif ». La centrale palestinienne estime pour sa part que le mot de « rétrogradation » ne sera pas remplacé par une formule qui se référerait aux « droits nationaux du peuple palestinien ».

Les quatorzième et quinzième sessions du C.N.P., qui se sont tenues à Damas en janvier 1979 et en avril 1981, aboutissent à un nouvel approfondissement de la politique du F.O.L.P. « Le droit à l'autodétermination et à l'édification sous l'égide de la centrale palestinienne d'un Etat indépendant sur le sol national » est en effet réaffirmé, sans qu'il soit fait mention d'une manière ou d'une autre de la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Les dirigeants du F.O.L.P. affirment cependant qu'il n'est pas question de réviser officiellement la charte, estimant qu'une telle mesure équivaudrait à reconnaître Israël, alors que ce dernier n'a pas encore défini ses propres frontières et refusé de reconnaître l'O.L.P. même si celle-ci devait modifier sa charte fondamentale.

Les refus israéliens du plan Fahd

Depuis son arrivée au pouvoir, M. Begin a en effet fait savoir à plusieurs reprises qu'il n'engagerait jamais un dialogue avec une « bande d'assassins », même si ces derniers devaient accepter telle quelle la résolution 242 du Conseil de sécurité et même s'ils devaient éliminer de la charte toute référence à l'« objectif stratégique » impliquant le démantèlement de l'Etat d'Israël. Prenant le relais des travaillistes, les dirigeants du Likoud multiplient les déclarations hostiles à toute idée d'un « troisième Etat », situé entre Israël et la Jordanie, refusant ainsi aux Palestiniens le droit de constituer une entité indépendante.

C'est dans cet esprit qu'ils ont conclu les accords de Camp David, dont le volet palestinien ne prévoit qu'une autonomie administrative pour

la Cisjordanie et Gaza qui ne peut, dans le meilleur des cas, que mener à la création de ce que les Palestiniens considèrent comme une « sorte de banatistan », où serait parquée une fraction du peuple palestinien. Camp David a, en fait, renforcé la détermination des dirigeants du F.O.L.P. de ne pas abandonner sans contrepartie concrète — tel serait l'acceptation par Jérusalem de l'idée d'un mini-Etat palestinien — la « seule carte » dont ils disposent pour un éventuel marchandage, c'est-à-dire leur refus de reconnaître officiellement l'Etat d'Israël.

En fait, tous les ingrédients de ce marchandage tant souhaité par M. Arafat se trouvent inscrits en filigrane dans le plan Fahd en huit points rendu public, au début d'août 1981, par le prince héritier d'Arabie Saoudite. « Création d'un Etat palestinien indépendant sur le territoire libéré de la Palestine », en échange de la « reconnaissance des droits de tous les Etats de la région à vivre en paix » (article 7).

Pour les auteurs de ce plan — M. Arafat personnellement participé à sa rédaction, — il est clair que l'article 7, en dépit de sa formulation vague, sous-entend la reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'O.L.P. C'est d'ailleurs ce que le président Reagan a semblé souligner en affirmant à la même époque à M. Sadate, en visite à Washington, que « les Etats-Unis ne pourraient avoir de contacts officiels avec l'O.L.P. aussi longtemps que cette organisation ne reconnaît pas le droit à l'existence de l'Etat d'Israël ».

Le plan de paix saoudien est rejeté par Israël vingt-quatre heures seulement après sa publication. Pour M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, « la reconnaissance implicite d'Israël, qui passe à travers ce plan, n'est pas un fait nouveau et est, d'une manière générale, dangereuse pour l'existence d'Israël ». Le refus israélien blâmant suivi de celui de Washington, qui, après une brève période d'hésitation, s'aligne sur les thèses de Jérusalem, affaiblit la position de M. Yassir Arafat, qui avait cru, en s'associant publiquement à l'initiative saoudienne, convaincre les Etats-Unis de sa volonté de reconnaître de facto l'existence d'Israël. Conté par les camps du Front populaire, le refus, violentement critiqué par les représentants du front du refus palestinien au sein même de l'O.L.P., et par ceux qui voient dans le plan Fahd « un piège analogue à celui de Camp David », M. Arafat est mis en minorité. A la veille du sommet de Fao, en novembre 1981, le comité exécutif du F.O.L.P. rejette le projet Fahd persuadé qu'il n'a aucune chance d'être mis en œuvre non seulement en raison de l'opposition d'Israël, mais également, et surtout, de celle des Etats-Unis.

Il devient évident, dès lors, que les récentes déclarations de M. Arafat ne font que confirmer une volonté de liquider un contentieux vieux de plusieurs décennies. La défaite de l'O.L.P. au Liban justifie davantage la marche forcée des Palestiniens vers un compromis territorial.

JEAN GUYRIAS.

EUROPE

DANS UN SUPPLÉMENT CONSACRÉ A LA FRANCE

Le pouvoir socialiste a fait de nombreuses erreurs estime le « Financial Times »

De notre correspondant

Londres. — Pour la deuxième fois en moins d'un an le Financial Times consacre ce mercredi 7 juillet un supplément à la France. Le premier exprimait une vue optimiste dans la politique économique du pouvoir socialiste. L'article qui ouvre le nouveau supplément est beaucoup plus critique. S'il est facile de commettre des erreurs quand on a été écarté du pouvoir pendant vingt-trois ans, les socialistes, explique-t-il, en ont fait « en abondance », et il se montre sceptique sur les chances de succès de la « deuxième phase de changement ».

Parmi les « erreurs de jugement » du gouvernement français, le correspondant à Paris du journal londonien relève l'appréciation de l'environnement économique international, la décision de nationaliser complètement les grands groupes industriels alors qu'une prise de participation majoritaire aurait permis à l'Etat d'atteindre les mêmes objectifs, la réduction de M. Mitterrand lui-même de ne pas imposer une réduction des salaires en même temps que la diminution du temps de travail.

« La question est maintenant de savoir si le gouvernement a totalement pris en compte les déplorables réalités économiques », écrit le Financial Times, qui en doute. Jusqu'à maintenant, dit-il, le premier ministre a conduit la politique économique « comme un échappé dans un magasin de porcelaine ». Or la nouvelle politique « s'ouvre de contre-

dications internes. Le gouvernement cherche à réduire l'inflation par une politique de déflation — bien qu'il refuse ce terme... mais, en même temps, il veut maintenir le niveau de l'activité en maintenant l'emploi et l'investissement ». Pour le Financial Times, le risque est double : à la fin de la période de blocage, on peut assister soit à une « explosion » des salaires et des prix, soit à un élargissement des contrôles. « Un régime plus interventionniste serait certainement aussi plus protectionniste », écrit le journal, qui craint une nouvelle dévaluation du franc et sa sortie du système monétaire européen.

Il s'interroge sur l'attitude profonde du président Mitterrand : « Alors que les problèmes se compliquent, il apparaît paradoxalement plus serein et plus heureux au pouvoir. » Est-ce à cause d'une « remarquable confiance dans ses objectifs à long terme » ou est-ce « quelques détachés de la réalité » ? Le Financial Times voit dans la « comptabilité » du sommet de Versailles un symptôme de la seconde hypothèse.

Cette réunion, comme les nombreux voyages de M. Mitterrand à l'étranger, souligne sa « préoccupation guillottée du rôle et de la place de la France dans le monde », conclut le quotidien de Londres. « Malheureusement, la France sera jugée dans l'arène internationale sur la force de son économie. »

DANIEL VERNET.

Espagne

M. Calvo Sotelo quitte la présidence du parti gouvernemental

M. Calvo Sotelo, chef du gouvernement de Madrid, a offert mardi 6 juillet sa démission de la présidence du parti gouvernemental Union du centre démocratique (U.C.D.). M. Leandell Lavilla, président du Congrès des députés et leader de la fraction démocrate-chrétienne de l'U.C.D., pourrait succéder à M. Calvo Sotelo pour tenter de résoudre la grave crise que traverse l'U.C.D. depuis les multiples échecs aux élections régionales.

De notre correspondant

Madrid. — Le Congrès des députés a approuvé la semaine dernière la loi sur le statut de l'Union du centre démocratique (U.C.D.). Le texte prévoit la suppression des processus des autonomies. Le texte devrait être adopté par le Sénat en juillet, puis soumis au tribunal constitutionnel avant son entrée en vigueur.

Cette loi organique, dite d'harmonisation du processus des autonomies, mise au point en juillet 1981 par le parti gouvernemental U.C.D. (Union du centre démocratique) et la principale formation d'opposition, le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), a des objectifs ambitieux : elle traite à la fois de la répartition des compétences entre le pouvoir central et les différentes communautés autonomes, des rapports entre ces derniers et les autorités provinciales et, enfin, de la fonction publique dans les administrations régionales. Toutes les dispositions de la loi obéissent à un même principe : adapter le régime juridique et administratif des « communautés autonomes » aux principes qui régissent l'Etat central.

Les nationalistes basques et catalans (ainsi que les communistes également hostiles à la loi) affirment que ce texte revient en fait à remettre en question les prérogatives des régions, car il consacre la primauté de la législation centrale sur celle des « communautés autonomes » dans pratiquement tous les domaines. D'après ces conditions, estiment les adversaires de la loi, la politique régionale risque d'être une simple

décentralisation. Les nationalistes critiquent par ailleurs la manière dont la loi envisage la fonction publique dans les régions : prévoit en effet des transferts de fonctionnaires depuis Madrid et non un recrutement local. L'U.C.D. et le P.S.O.E. affirment que cette loi était indispensable pour corriger les « erreurs » qui ont marqué la politique régionale suivie pendant les années de la « transition ». Ils font valoir que l'Etat doit définir le champ des attributions réservées au gouvernement central. L'Etat n'est pas un magasin qui transfère des prérogatives aux communautés autonomes et se contente à la fin des routes. Elle affirme le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, en défendant la loi devant le Congrès.

Les nationalistes basques et catalans reprochent encore aux deux partis d'avoir fait machine arrière dans un domaine aussi conflictuel que celui des régions sous la pression des caseros. La loi, disent-ils, est une réforme déguisée de la Constitution et des statuts d'autonomie déjà approuvés par le référendum de 1978. « L'Etat n'est pas un magasin qui transfère des prérogatives aux communautés autonomes et se contente à la fin des routes. Elle affirme le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, en défendant la loi devant le Congrès.

THIERRY MALINIAK.

Turquie

M. Ecevit est à nouveau condamné à près de trois mois de prison

De notre correspondant

Ankara. — M. Ecevit, ancien premier ministre turc, a été condamné mardi 6 juillet, à deux mois et vingt-sept jours de prison par le tribunal militaire d'Ankara, pour avoir donné une interview au Spiegel.

Les condamnations inférieures à six mois de prison n'étant pas susceptibles d'appel en raison d'une disposition de la loi sur l'état de siège, M. Ecevit risque donc d'être incarcéré. L'ancien chef du parti républicain du peuple a déjà purgé une peine de trois mois, réduite à deux mois pour avoir été libéré, pour avoir publiquement critiqué la dissolution des partis par le Conseil national de sécurité en octobre dernier (Le Monde du 9 novembre 1981). De même, accusé d'avoir discrédité le régime à l'étranger, en faisant une déclaration à un journal norvégien — ce qu'il a toujours nié —, M. Ecevit avait été détenu en prison pendant huit semaines (Le Monde du 3 avril 1982), et, depuis, il comparaitrait en prévenu libre.

D'autre part, accédant à la de-

mande de la défense, un autre tribunal militaire d'Ankara a déclaré mardi 6 juillet, de libérer M. Yasar Okuyan et Sadi Somuncuoglu, anciens dirigeants du Mouvement nationaliste (extrême droite), figurant parmi les principaux inculpés du procès de cette formation accusée d'avoir encouragé les menées terroristes.

La libération de ces deux proches collaborateurs du colonel Turkes, ancien président du parti du Mouvement nationaliste, détenu depuis septembre 1980, risquent d'être amplement compensées dans les milieux progressistes. Ces derniers soupçonnent la justice militaire de faire preuve de plus de souplesse à l'égard des accusés de droite, dont plus de deux cents ont été libérés depuis août 1981, tandis qu'aucun des cinquante-deux syndicalistes de la centrale ouvrière progressiste DISK ni des trente intellectuels membres du bureau de l'Association pour la paix, jugés actuellement à Istanbul, n'a bénéficié d'une telle faveur.

ARTUN UNAL.

SCIENCES-PO

STAGE D'ÉTÉ

Examen d'entrée en A.P.
Corps enseignant diplômé I.E.P.

Centre Villakon
9, rue Villakon
75111 PARIS
Tél. : 508-07-77

Préparation annuelle octobre-juin

Plusieurs dizaines de milliers d'enfants libanais et palestiniens sont aujourd'hui encore, menacés par le siège de Beyrouth, la destruction et le manque d'hygiène. Une de nos équipes d'urgence, composée de bénévoles, est sur place et intervient directement auprès des enfants réfugiés. Pour continuer, nous avons besoin de votre aide. Adressons-nous pour que nous puissions les aider. Vite... très vite.

Enfants du monde
du monde

ENFANTS RÉFUGIÉS DU MONDE

14, rue Poche, 75011 PARIS
C.C.P. Paris 15 223 28 0 (mention Liban)

APPRENEZ L'ARABE

- Langue DE CULTURE
- Langue DE 150 MILLIONS D'HOMMES
- Langue DE 500 MILLIONS DE MUSULMANS
- Langue OFFICIELLE DE 22 ETATS
- Langue DES AFFAIRES

Pour tous renseignements, écrire à l'INSTITUT DU MONDE ARABE, 28 bis, r. de Bourgogne, 75007 Paris

SCIENCES-PO

STAGE D'ÉTÉ

Examen d'entrée en A.P.
et procédure d'admission en 2^e année

Préparation annuelle octobre-juin
45, rue Vivienne
75002 Paris - 361-33-50

La Guinée

Le pouvoir socialiste a fait de nombreuses erreurs estime le « Financial Times »

De notre correspondant

Londres. — Pour la deuxième fois en moins d'un an le Financial Times consacre ce mercredi 7 juillet un supplément à la France. Le premier exprimait une vue optimiste dans la politique économique du pouvoir socialiste. L'article qui ouvre le nouveau supplément est beaucoup plus critique. S'il est facile de commettre des erreurs quand on a été écarté du pouvoir pendant vingt-trois ans, les socialistes, explique-t-il, en ont fait « en abondance », et il se montre sceptique sur les chances de succès de la « deuxième phase de changement ».

Parmi les « erreurs de jugement » du gouvernement français, le correspondant à Paris du journal londonien relève l'appréciation de l'environnement économique international, la décision de nationaliser complètement les grands groupes industriels alors qu'une prise de participation majoritaire aurait permis à l'Etat d'atteindre les mêmes objectifs, la réduction de M. Mitterrand lui-même de ne pas imposer une réduction des salaires en même temps que la diminution du temps de travail.

« La question est maintenant de savoir si le gouvernement a totalement pris en compte les déplorables réalités économiques », écrit le Financial Times, qui en doute. Jusqu'à maintenant, dit-il, le premier ministre a conduit la politique économique « comme un échappé dans un magasin de porcelaine ». Or la nouvelle politique « s'ouvre de contre-

DANIEL VERNET.

Espagne

M. Calvo Sotelo quitte la présidence du parti gouvernemental

M. Calvo Sotelo, chef du gouvernement de Madrid, a offert mardi 6 juillet sa démission de la présidence du parti gouvernemental Union du centre démocratique (U.C.D.). M. Leandell Lavilla, président du Congrès des députés et leader de la fraction démocrate-chrétienne de l'U.C.D., pourrait succéder à M. Calvo Sotelo pour tenter de résoudre la grave crise que traverse l'U.C.D. depuis les multiples échecs aux élections régionales.

De notre correspondant

Madrid. — Le Congrès des députés a approuvé la semaine dernière la loi sur le statut de l'Union du centre démocratique (U.C.D.). Le texte prévoit la suppression des processus des autonomies. Le texte devrait être adopté par le Sénat en juillet, puis soumis au tribunal constitutionnel avant son entrée en vigueur.

Cette loi organique, dite d'harmonisation du processus des autonomies, mise au point en juillet 1981 par le parti gouvernemental U.C.D. (Union du centre démocratique) et la principale formation d'opposition, le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), a des objectifs ambitieux : elle traite à la fois de la répartition des compétences entre le pouvoir central et les différentes communautés autonomes, des rapports entre ces derniers et les autorités provinciales et, enfin, de la fonction publique dans les administrations régionales. Toutes les dispositions de la loi obéissent à un même principe : adapter le régime juridique et administratif des « communautés autonomes » aux principes qui régissent l'Etat central.

Les nationalistes basques et catalans (ainsi que les communistes également hostiles à la loi) affirment que ce texte revient en fait à remettre en question les prérogatives des régions, car il consacre la primauté de la législation centrale sur celle des « communautés autonomes » dans pratiquement tous les domaines. D'après ces conditions, estiment les adversaires de la loi, la politique régionale risque d'être une simple

THIERRY MALINIAK.

Turquie

M. Ecevit est à nouveau condamné à près de trois mois de prison

De notre correspondant

Ankara. — M. Ecevit, ancien premier ministre turc, a été condamné mardi 6 juillet, à deux mois et vingt-sept jours de prison par le tribunal militaire d'Ankara, pour avoir donné une interview au Spiegel.

Les condamnations inférieures à six mois de prison n'étant pas susceptibles d'appel en raison d'une disposition de la loi sur l'état de siège, M. Ecevit risque donc d'être incarcéré. L'ancien chef du parti républicain du peuple a déjà purgé une peine de trois mois, réduite à deux mois pour avoir été libéré, pour avoir publiquement critiqué la dissolution des partis par le Conseil national de sécurité en octobre dernier (Le Monde du 9 novembre 1981). De même, accusé d'avoir discrédité le régime à l'étranger, en faisant une déclaration à un journal norvégien — ce qu'il a toujours nié —, M. Ecevit avait été détenu en prison pendant huit semaines (Le Monde du 3 avril 1982), et, depuis, il comparaitrait en prévenu libre.

D'autre part, accédant à la de-

100-443887-100

Sauvons Paris.

Il vous paraîtra quelque peu inhabituel que nous nous adressions à la population par une page dans ce journal. La gravité de la situation justifie l'appel qui vous est adressé.

Un mauvais coup.

Par un coup de force préparé dans l'ombre, le gouvernement a décidé de remplacer la Ville de Paris par vingt communes de plein exercice détruisant ainsi l'unité de la Capitale.

Cette opération de démantèlement a fortement surpris tous ceux qui avaient entendu les déclarations solennelles et publiques du Chef de l'Etat et du Ministre de l'Intérieur. Avec quelle force le Président de la République ne s'élevait-il pas contre les atteintes successives portées par le pouvoir central contre Paris. Reçu à l'Hôtel de Ville le jour de son installation à l'Élysée, M. Mitterrand déclarait : "L'absolutisme ne pardonne pas au pouvoir municipal, à celui-ci moins qu'à tout autre. Ce n'est pas un hasard si Napoléon Bonaparte supprima le Conseil Municipal de Paris, ce n'est pas un hasard si Louis Napoléon à son tour..."

M. Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, quant à lui, assurait devant l'Assemblée Nationale le 28 juillet 1981 : "En matière d'arrondissement, je puis vous assurer que la Capitale sera soumise au droit commun. Si une structure est mise en place pour Paris, elle sera identique à celles que connaîtront les autres grandes villes du pays."

En réalité - et les Français l'ont compris - il s'agit de punir une ville coupable d'avoir mal voté et soupçonnée de persévérer en mars 1983. Paris gêne le gouvernement. Le gouvernement veut supprimer Paris. Rien ne dit que, demain, ce mauvais coup porté à la démocratie ne se traduira pas par d'autres régimes d'exception appliqués à tous ceux qui refusent la mainmise de la coalition socialo-communiste.

Un tel coup porté à la hâte traduit à l'évidence, l'affolement d'un pouvoir qui voit s'approcher la sanction électorale des élections municipales de 1983.

Des conséquences absurdes et ruineuses.

Comment le pouvoir a-t-il pu ne pas être sensible à l'absurdité d'une décision qui transformera notre Capitale en une nébuleuse de communes de plein exercice, très inégalement peuplées? Comment les Parisiens pourraient-ils comprendre et admettre que désormais, en changeant de trottoir, ils changeront également de régime d'aide aux personnes âgées et aux familles? Comment pourraient-ils comprendre et admettre que d'un quartier à l'autre les moyens consacrés à la construction et à l'entretien des locaux scolaires, des crèches et équipements sportifs soient différents? Et quelle commune portera le nom de Paris?

La dissolution et la dislocation de notre Capitale auront également des conséquences ruineuses sur le plan financier pour les contribuables parisiens. L'accroissement considérable du nombre des conseillers qui passera de 109 à 800 environ, la création inévitable par les futures communes de services administratifs nouveaux, l'acquisition des locaux indispensables à leur fonctionnement, grèveront très lourdement la fiscalité des Parisiens qui auront à payer des impôts à l'Etat, à la Région, au Département, à la Municipalité, mais également à la Communauté urbaine dont le gouvernement a décidé la création. De surcroît, ces très lourdes charges fiscales seront inégalement supportées. Les arrondissements les plus pauvres en seront injustement les premières et principales victimes. Ainsi, le 16^e arrondissement avec 8,4 % de la population contribue actuellement pour 18 % au produit de la taxe d'habitation. Inversement, avec 9 % de la population, le 18^e arrondissement n'y contribue que pour 4,5 %. Cet exemple montre à l'évidence que seule une collectivité unique permet de répondre aux exigences de la solidarité entre tous les parisiens.

Les mauvaises raisons du gouvernement.

L'opération politique à laquelle nous assistons est d'autant plus inacceptable que le bilan de l'action de la Municipalité depuis 1977 est largement positif : en matière d'urbanisme, de logement social, de réhabilitation de l'habitat ancien, d'aide aux personnes âgées et aux familles, de politique culturelle, de propreté, de voirie et d'environnement... Les Parisiennes et les Parisiens ont pu juger des progrès accomplis grâce à l'alignement du statut de la Ville de Paris sur celui des 35.000 communes de France.

Pour tenter d'expliquer sa conduite, le gouvernement invoque la nécessité de rapprocher les citoyens de leurs élus. Qui ne voit qu'il s'agit là d'un faux prétexte? D'ailleurs, plusieurs personnalités proches de la gauche ne s'y sont pas trompées et l'ont écrit, avec une objectivité qui leur fait honneur.

Faux prétexte, en effet, car s'il s'agissait réellement d'améliorer les rapports entre mairies et administrés en rapprochant élus et citoyens, com-

ment expliquer que seuls les Parisiens, à l'exclusion de tous les autres français, bénéficient de cette "sollicitude" gouvernementale? Puisqu'il va être créé à Paris des Communes de moins de 30.000 habitants la logique propre à la thèse du pouvoir exigerait que toute commune de plus de 50.000 habitants soit divisée en plusieurs autres.

Or, Paris seule est concernée. Paris qui est pourtant, de toutes les grandes Villes, celle où les citoyens sont le plus étroitement associés à l'étude, à l'élaboration des décisions qui les concernent, celles où les services sont le plus largement décentralisés et proches, géographiquement et humainement, des citoyens.

Il existe dans chaque arrondissement une Mairie annexe où peuvent être accomplies la plupart des formalités et démarches, réglés les problèmes d'ordre social. Les Parisiens peuvent y rencontrer personnellement et facilement le Secrétaire Général responsable des services administratifs, les fonctionnaires du Bureau d'Aide Sociale, les Officiers Municipaux, collaborateurs du Maire et naturellement les élus.

Pratiquement tous les services techniques de la Mairie sont implantés dans les divers arrondissements et facilement accessibles à la population. Contrairement à l'image qu'essaient d'accréditer les élus de gauche, la gestion administrative de la Ville s'effectue pour l'essentiel à ce niveau et n'est pas concentrée à l'Hôtel de Ville.

Dans chaque arrondissement existe une commission dite d'arrondissement dont font partie tous les élus. Elle est consultée sur tous les projets soumis au Conseil Municipal et relatifs à l'arrondissement. Elle peut faire toutes suggestions qu'elle estime utiles. On ne rencontre rien de pareil dans aucune grande Ville de France.

En outre la Mairie, pour améliorer encore plus la concertation avec les Parisiens, a créé sept Commissions extra-municipales largement ouvertes à toutes les opinions et au sein desquelles sont recueillis les avis sur les grands problèmes de la Capitale.

Ce que le gouvernement propose pour Paris, c'est donc le contraire de la décentralisation : la bureaucratisation et la régression.

Les habitants de Paris ont pourtant beaucoup gagné à ce qu'une équipe municipale élue au suffrage universel direct soit responsable devant eux des affaires de la Capitale et, à juste titre, ils sont satisfaits d'y être, depuis 1977, traités et reconnus comme des citoyens à part entière.

Quant aux propos du Premier Ministre indiquant que Marseille serait érigée en Communauté urbaine dès lors qu'elle atteindrait un million d'habitants ils révèlent une étonnante légèreté. Pour nous l'exercice de la démocratie municipale et l'expression du suffrage universel ne sont pas fonction de seuils démographiques arbitraires.

Les vraies raisons du gouvernement.

Il s'agit de la part du gouvernement d'un comportement qui tente à fausser les règles du jeu démocratique. Devant l'échec, il se raidit.

Il lui faut à tout prix faire une diversion tout en essayant d'affaiblir les bases de l'opposition. Celle-ci, par son action unitaire et son dynamisme devient insupportable pour le pouvoir socialo-communiste.

Le coup porté à Paris est l'illustration éclatante de la formule marxiste selon laquelle on a juridiquement tort quand on est politiquement minoritaire. La remise en cause de l'unité de notre Ville est d'autant plus choquante que le gouvernement a soigneusement évité de consulter la population et ses représentants légitimes sur cette mesure de démantèlement de la Capitale.

Il sait en effet - tous les sondages le confirment - qu'une très large majorité de la Population est profondément hostile à un tel bouleversement.

Chaque Parisien est justement fier d'être dépositaire et responsable de l'inégalable patrimoine historique, culturel et artistique que constitue pour l'humanité toute entière la Ville de Paris. Il est conscient d'être le gardien et le garant des valeurs d'humanisme et de liberté qui s'y sont forgées, parfois douloureusement. Il ne peut que voir une action sacrilège dans le remplacement de la Capitale de la France par un quelconque organisme de coordination.

Il est inconcevable qu'une décision aussi grave et aussi lourde de conséquences sur la vie quotidienne des Parisiens, ait été dictée unilatéralement à l'heure même où l'on se targue d'appliquer la concertation.

Appel aux Parisiens.

Nous appelons toutes les Parisiennes et tous les Parisiens mais également toutes les Françaises et tous les Français épris de liberté et de démocratie à relever le défi auquel nous sommes aujourd'hui confrontés.

Vous devez exiger avec nous l'organisation d'une consultation populaire permettant aux habitants de Paris d'exprimer leur avis sur une réforme qui les concerne directement.

MM. J. CHIRAC - L. ASSOUD - P. BAS - P. GUILLAIN de BÉNOUVILLE - A. BISE - Mme M. BLEYNE - MM. BOURGINE - J.P. BURRIEZ - M. CALDAGUES
R. CARTER - R. CASSO - C. CHALLAL - P. CHEDOR - J. CHÉRIUX - R. COLIBEAU - F. COLLET - J. CONNEHAYE - M. COUVE de MURVILLE - L. CROS
P. DANGLES - O. DASSAULT - C.A. DEBRION - R. DOHET - J. DOMINATI - M. ELBEL - G. ESCUDIE - Mme M. FALON - MM. E. FRÉDÉRIC-DUPONT
G. GANTIER - Mme M. GARNIER-LANÇON - MM. GENNÉSSEUX - R. GRILLOU - Mme N. de HAUTECLOCQUE - MM. J.P. HUBIN - S. JEANNERET
M. JUNOT - G. KASPEREIT - P.C. KRIEG - P. LAFAY - Y. LANCIEU - F. LEBEL - P. LÉPINE - R. LONG - G. LONGEVILLE - H.D. MAGNIN - C. de LA MALÈNE
Mme S. MARCHAL - MM. C.G. MARCUS - J. MARETTE - J.P. MARLIAC - G. MESMIN - A. MEUNIER - Mme H. MISSOFE - MM. P. MITHOUARD - R. MONNET
Mme J. NEBOUT - MM. D. PADO - Mme F. de PANAFIEU - MM. P. PERNIN - C. PILIPENKO - A. PLANCHET - E. POLI - B. PONS - J. de PRÉAUMONT
P. RÉCAMIER - B. ROCHER - J. ROMANETTI - R. ROMANI - F. ROMBACH - C. ROUX - P. de SAEVSKY - P.C. TAITTINGER - Mme C. TALMON - MM. J. TIBÉRI
B. TIELES - J. TOUBON - A. VEIL - M. WEILL

Élus de Paris*

*Maire, Maires-Adjoints, Conseillers de Paris, Députés et Sénateurs.

Pour Sauver Paris vous pouvez écrire au Maire à l'Hôtel de Ville de Paris, 75004 Paris.

... se préparent à la présidentielle de 1984

et SC.P0

Les députés apportent plusieurs retouches au projet de loi sur la communication audiovisuelle

Mardi 6 juillet, l'Assemblée nationale reprend en nouvelle lecture l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle. La commission mixte paritaire, n'ayant pu aboutir à l'adoption d'un texte commun aux deux Assemblées (« Le Monde » du 3 juillet), les députés sont saisis du texte modifié par le Sénat en première lecture.

Les principaux points de désaccord entre députés et sénateurs portent sur les dispositions relatives à la composition et les pouvoirs de la haute autorité ; la régionalisation du service public ; la composition des conseils d'administration des organismes de service public ; les dispositions financières applicables au service public et le financement public.

Sur proposition de M. Schreiner (P.S., Yvelines), rapporteur de la commission spéciale, l'Assemblée adopte plusieurs amendements qui apportent notamment les modifications suivantes :

— Article 1^{er} (premier) : elle supprime une disposition visant à rendre explicitement inapplicables au domaine de la communication audiovisuelle les articles du code des postes et télécommunications consacrant et sanctionnant le monopole des télécommunications.

— Article 2 (garanties fondamentales du pluralisme et de la liberté) : les députés suppriment la garantie suivante : « L'absence de toute tutelle gouvernementale sur les services d'information des différentes sociétés de programme de radiodiffusion sonore et de télévision. » Pour la commission, cette disposition est de caractère politique et constitue « un processus d'intervention politique ».

— Article 5 : suppression de deux dispositions relatives aux missions du service public (1) assurer et élargir l'accès à l'expression des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion (à préciser redondante pour la commission) ; 2) « la diversité des émissions de radiodiffusion sonore et de télévision de caractère éducatif, culturel, scientifique, sportif, artistique, littéraire, etc. ».

— Article 6 (droit de réponse) : le droit de réponse est accordé à toute personne physique ou morale « sans but lucratif ». — Article 7 et 8 (régime juridique des activités de communication audiovisuelle) : l'usage

des fréquences radio-électriques « sur le territoire national (et non plus « à partir du territoire national ») est subordonné à l'autorisation de l'Etat. Cette autorisation devra prévoir « l'obligation d'un contrôle technique effectué par l'Etat ou pour son compte » (disposition supprimée par le Sénat).

— Article 12 bis : « La haute autorité veille au respect par les organismes qui en sont chargés des missions de service public mentionnées dans la présente loi » (article supprimé par le Sénat).

— Article 13 (compétences de la haute autorité) : celle-ci, par ses recommandations, est chargée de « veiller » à l'application d'un certain nombre de principes (le Sénat avait spécifié que la haute autorité « fixe » les « règles » concernant ces principes).

— Article 13 bis (composition de la haute autorité) : la répartition des charges et la répartition des ressources ; cette instance donnera son « avis » sur les cahiers des charges mais ne les approuve pas comme l'avait prévu le Sénat (amendement du gouvernement).

— Article 14 (services privés locaux de communication) : la haute autorité délègue les autorisations en matière de services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne et de radiodiffusion par câbles (le Sénat avait élargi ses compétences aux services locaux de télévision et à l'élaboration du plan de fréquences).

— Article 16 (déontologie professionnelle) : suppression de l'alinéa suivant : « La haute autorité veille à l'équilibre des rapports entre le cinéma et les sociétés de télévision, afin de permettre l'épanouissement de la création artistique et de la diffusion géographique qu'indiquent les articles 1 et 2 ». Pour la commission, il n'appartient pas à la haute autorité d'arbitrer entre les exigences des sociétés de télévision et celles des professionnels du cinéma.

— Article 19 (rapports de la haute autorité) : Reprise des dispositions prévoyant l'élaboration par la haute autorité d'un rapport public annuel adressé au président de la République et au Parlement et publié au Journal officiel.

— Article 20 (mode de désignation des membres de la haute autorité) : Reprise du texte adopté par l'Assemblée en première lecture : la haute autorité est composée de membres dont le mandat de neuf ans n'est pas renouvelable, etc. Les membres de la haute autorité ne peuvent être nommés au-delà de l'âge de soixante-cinq ans.

La suite du débat est renvoyée à mercredi 7 juillet.

Polémique à propos de perquisitions en Nouvelle-Calédonie

Le début de la séance du mardi 6 juillet avait été marqué par plusieurs rappels au règlement.

M. Laffeur (R.P.R., Nouvelle-Calédonie) indique qu'il a donné à jour sa démission de député « pour rendre la parole au peuple » (le Monde du 24 juin). Il explique : « Un régime arbitraire cherche à persécuter les Calédoniens que la France ne veut plus. La population ne peut plus répondre. Le vote que je vais lui demander sera un appel solennel à la France profonde ».

M. Julia (R.P.R., Seine-et-Marne) déclare que le lundi matin 5 juillet un Français de Nouvelle-Calédonie, collaborateur de M. Laffeur, a fait l'objet d'une perquisition à son domicile. Il explique que celui-ci « a été réveillé par trois gendarmes munis d'une commission rogatoire relative à l'usurpation de la légitime défense qui, sur le plan local, avait distribué des tracts à y à quelques mois ». Les gendarmes, poursuit M. Julia, ont emporté une pile de 50 centimètres de documents, parmi lesquels se trouvaient des brouillons de notes destinés au député M. Laffeur. Le gouvernement « a fait procéder à un acte d'insubordination, dans la perspective des élections qui sont en déroute. De tels actes sont sans précédent dans un régime démocratique ». Durant l'intervention de M. Julia on entend sur les bancs du groupe R.P.R. les exclamations suivantes : « Ce sont des procédés dignes de la Gestapo ! », « Est-ce que c'est la SS ? », M. Kérelle, R.P.R., Paris, parle du « gendarme Nucet ».

[N.D.L.R. : M. Christian Nucet est haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendance.]

Après une suspension de séance de quinze minutes demandée par M. Labbé, président du groupe R.P.R., M. Joxe, président du groupe socialiste, dénonce « la recherche d'un incident ».

M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) estime d'autre part « indécent » que le premier ministre « ait eu besoin d'envoyer l'ambassade d'un pays étranger, fait-il ami et allié, pour faire une déclaration sur un problème de politique intérieure, le statut de

Porte l'allusion aux propos tenus, en privé, par M. Mauroy, lundi 5 juillet, au cours d'une réception à l'ambassade des Etats-Unis ».

M. Emmanuel, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, indique ensuite : « Si l'on a des perquisitions en Nouvelle-Calédonie au domicile de tel ou tel élu, cela signifie que ce n'est pas une appartenance politique, elles ont été décidées par la justice d'urgence qui a donné une commission rogatoire à des officiers de police judiciaire. Il y a deux affaires en cours, consécutives l'une à l'assassinat de Pierre Desclercq [secrétaire général de l'Union calédonienne] et l'autre à l'assassinat d'un indépendantiste, tué en septembre 1981 d'une décharge de fusil de chasse, l'autre à la détention d'armes, et c'est dans ce cadre qu'il a été procédé à des perquisitions. Ce matin, le député de Nouvelle-Calédonie m'a téléphoné pour me dire qu'il avait eu une décharge de fusil ». En fait, il n'y a pas eu de perquisition chez son fils. Toutes les perquisitions qui ont été opérées l'ont été en application du code de procédure pénale en vigueur dans le territoire et figurant qu'on peut assimiler cela aux pratiques de la police française. Je regrette ces excès de langage (...).

M. Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, se déclare surpris par le rappel au règlement de M. Foyer. Il rappelle qu'« un candidat à la présidence de la République avait annoncé sa candidature dans une capitale étrangère » [allusion aux déclarations faites par Georges Pompidou, en 1969, à Rome].

● Le conseil d'administration de l'Union des conseillers généraux de France, que préside M. André Nicolas (U.D.F.-rad.) et qui regroupe des élus modérés, a pris connaissance « avec intérêt et satisfaction » du rapport de M. Marcel Debarge (P.S.), sénateur de Seine-Saint-Denis, sur le statut de l'Union des conseillers généraux. L'U.C.G.F. souhaite que le projet de loi relatif à ce statut « soit le plus possible en conformité avec les propositions formulées » dans ce rapport, « sous réserve d'améliorations à apporter à certaines dispositions ».

AU SÉNAT

Le projet sur les compétences de la « région Corse » est adopté

Le Sénat a adopté à main levée, mercredi, à une heure trente du matin, en première lecture avant l'Assemblée nationale, l'ensemble du projet de loi fixant les compétences de la région Corse.

Ce texte constitue le second volet du statut particulier de cette région, dont les sénateurs avaient rejeté le premier volet en février dernier. Ils se sont contentés cette fois d'apporter des modifications, (souvent en accord avec le ministre d'Etat, M. Defferre) au projet initial. Notamment au sujet du régime fiscal de l'île et de la création d'offices. Une partie du débat nocturne a été consacrée à ce nouveau type d'établissements publics. Deux offices sur six seulement ont été maintenus : celui des transports et un office cumulant le développement agricole et rural, et l'équipement hydraulique. Plusieurs orateurs, et en particulier les deux rapporteurs, MM. Girod (Gauche dém., Aisne) et Franco (Un. cent., Bouches-du-Rhône), ont regretté d'avoir à débattre des compétences particulières à la Corse sans avoir eu le temps de connaître le projet sur les compétences générales des régions.

Dans son exposé liminaire, M. Defferre a évoqué les spécificités de la Corse et indiqué que le nouveau texte donne des compétences supplémentaires à l'île, mais « d'agir en acteurs du changement ».

Les offices

M. Girod reconnaît que la région Corse reçoit des compétences étendues pour le logement et les transports. Il regrette, en revanche, que, pour l'emploi, la formation professionnelle et l'enseignement, l'Assemblée de Corse n'ait que la possibilité d'adopter ou de refuser le choix du représentant de l'Etat. Le rapporteur conteste, d'autre part, l'utilité des dix offices dont la création est prévue. Il propose de regrouper l'office de développement rural et l'office d'équipement hydraulique en un seul office de développement rural, agricole, artisanal et commercial, ainsi que l'office d'équipement et de développement touristique.

En l'absence de précisions suffisantes sur les conséquences de la création de l'office foncier urbain, il demande également la suppression de celui-ci. Ces suppressions lui paraissent répondre aussi à l'objectif de démocratie qui implique d'éviter le développement de structures plurielles sur la réalité corse sans consultation des élus.

Elles répondent à deux soucis majeurs : favoriser l'identité culturelle des habitants de l'île, organiser les conditions du développement économique ; l'Assemblée de Corse établira la carte scolaire qui relève actuellement de l'Etat, elle pourra organiser librement l'enseignement de la langue corse ; un comité corse de la communication audiovisuelle adoptera les cahiers des charges des programmes proposés à l'île. L'Assemblée de Corse établira le plan régional de développement économique.

La création de plusieurs offices favorisera le développement touristique, agricole et rural et l'équipement hydraulique. Chaque office souligne le ministre d'Etat, disposera de représentants au conseil d'administration de l'autre office. Du moins en sera-t-il ainsi des offices chargés des problèmes agricoles et du problème de l'eau. Pour assurer la « continuité territoriale », un office des transports permettra à la région d'avoir la maîtrise des transports intérieurs et de la desserte des transports entre continent et l'île.

Tous les transferts de compétences comporteront des moyens de financement correspondants. En conclusion, M. Defferre souhaite que le texte soit rapidement voté pour que les élections du 8 août prochain se fassent dans la clarté. « Le nouveau statut, proclame-t-il, donnera aux Corse les moyens de prendre eux-mêmes en main l'avenir de l'île, mais d'agir en acteurs du changement ».

● Deux offices (au lieu de six) seront créés.

● Transports ferroviaires : une convention passée entre l'Etat et la région définira les conditions dans lesquelles celle-ci se substituera à l'Etat.

● Audiovisuel : le comité régional de la communication audiovisuelle devra établir un rapport annuel qui sera soumis aux assemblées régionales de Corse.

● L'article 9 sur la planification de la Corse est supprimé. Il énonçait des principes et rappelait soit des dispositions en vigueur, soit des règles générales.

Les modifications

● Ressources : le Sénat, sur proposition du rapporteur M. Franco, a regroupé dans une dotation spécifique la compensation des transferts de compétences.

● Fiscalité : la Corse bénéficie d'un statut fiscal particulier qui remonte aux décrets Miot de 1811, pris à l'initiative de Napoléon. Un article additionnel prévoit le maintien de ce statut, et son extension au bénéfice des investissements privés, qui étaient moins favorisés par ces décrets que la consommation. — A.G.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 8 AOUT

M. Bastien Leccia renonce à conduire la liste du P.S.

M. Bastien Leccia, député ministériel pour les affaires de la Corse, a annoncé à Corte qu'il renonce à conduire la liste du parti socialiste aux élections régionales du 8 août prochain.

De notre correspondant

Bastia. — La convention régionale du parti socialiste réunie dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet à Corte, s'est achevée par un véritable coup de théâtre. Alors que les représentants des sections étaient convoqués pour ratifier la liste conduite par M. Bastien Leccia, celui-ci fit, en cours de séance, une déclaration solennelle, expliquant que le gouvernement lui demandait de continuer sa mission de député ministériel aux affaires corse. En conséquence, « la fonction de représentant du gouvernement était incompatible avec celle de candidat à l'Assemblée de Corse », il renonçait à conduire la liste socialiste.

C'est M. Ange Pantaloni, premier secrétaire de la fédération de la Corse du Sud, qui le remplaça. M. Leccia a soutenu que le gouvernement entendait assurer « la complète mise en place des institutions, prévues dans les statuts particuliers », notamment l'installation des agences spécialisées et que, pour cela, la prolongation de sa mission avait été jugée nécessaire.

On peut cependant s'interroger : pourquoi cette décision a-t-elle été prise si tard, alors même que le Sénat avait officiellement, le 15 juin dernier, engagé sa campagne, tandis qu'une liste de dissidents, conduite par M. Charles Santoni, premier secrétaire de la fédération de la Haute-Corse, se déclarait au début de juillet, notamment en réaction à la candidature de M. Leccia (le Monde du 3 juillet) ?

Le député aux affaires corse explique cette mauvaise coordination entre le gouvernement et lui-même par « un certain retard dans les réponses, les transmissions d'informations ». En fait, il semble que le pouvoir ait décidé d'indéfinir sa stratégie pour la Corse. Tenant compte du retard de la multiplication des listes — près d'une vingtaine déclarées — le ministre de l'Intérieur a, sans doute, voulu éviter que l'opération des élections soit affectée le score de la liste socialiste et de son leader, ce qui aurait pu être alors directement interprété

Invectives

La première partie de la convention s'est déroulée dans un climat particulièrement bonhomme entre les dissidents, un nombre d'une centaine, qui ont longuement invectivé les partisans de M. Leccia, puis nombreux, dénonçant la « convention préélectorale » sur laquelle une liste n'avait communiqué à la base et imposée par Paris. Paradoxalement, la suite des débats, qui ont continué après que les dissidents eurent quitté la salle, tournèrent en partie compte des préoccupations de ces derniers. La liste, loin d'être « imposée par Paris », sera, dans les jours qui viennent, « bouclée » sur place. Une commission locale de huit membres doit fixer l'ordre des douze premiers secrétaires, les autres étant déjà désignés. En outre, la liste est confiée à un secrétaire fédéral investi de la légitimité de la base du parti.

DOMINIQUE ANTONI.

LES DIFFICULTÉS DU R.P.R. DANS LA LOIRE

M. Neuwirth répond à ses détracteurs

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Lucien Neuwirth, membre du comité central et président du comité départemental du R.P.R., vient de se trouver conforté dans sa position de leader de son parti dans la Loire à la suite de la décision prise par le secrétaire général, M. Bernard Pons, de relever de ses fonctions de secrétaire départemental Mme Martine Violette. Cette décision est intervenue deux jours après la bagarre entre militants du R.P.R. à Saint-Etienne (le Monde des 1^{er} et 6 juillet).

Respondant point par point à ses détracteurs, reprochant implicitement à certains d'entre eux d'être par leurs méthodes proches du S.A.C., M. Neuwirth estime : « Les élections de Connes en

1977 ? Les électeurs bien éclairés sur le motif ont répondu en me réélisant en 1978 député de Saint-Etienne. Ma mise en congé de vote en 1979 ? Je m'en fchiffe, car elle condamnait des choix budgétaires et une attitude élitiste qui ont conduit l'ex-maire à la défaite de mai-juin 1981. Ma volonté de conserver au R.P.R. la présidence du conseil général de la Loire ? Elle était la démonstration que je n'avais pas déserté pendant trois ans de présidence et il était légitime de me part de vouloir le démontrer. Les élections municipales ? J'ai dit publiquement quelle était mon attitude. Je sais qu'on ne peut à la fois exercer le double mandat de président du conseil général et de maire d'une ville aussi importante que Saint-Etienne. »

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE PROBLÈME FONCIER (II)

Envoyez 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 50 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CHAMPAGNES GRANDS VINS ALCOOLS

GRANDE VENTE EXCEPTIONNELLE

Magasin principal : 103, rue de Turenne 75003 Paris, tel. 277.59.27

MALESHERBES PARIS 8

37, bd Malesherbes Tel. 265.08.99

Ouvert en Août

Grands vins uniquement rue de Turenne

Un grand roman qui fait scandale aux U.S.A. écrit par quelqu'un qui sait...

PELLES CARDINAL

romant

Andrew M. Greeley

«... FÉMINISME EXAGÉRÉ ÉROTISME TORDRE...» J.D. Williams

POLITIQUE

LA POLEMIQUE A PROPOS DU STATUT DE LA CAPITALE

Le personnel de la Ville de Paris : plus de 40 000 fonctionnaires

Nous donnons ci-dessous la liste des différentes directions de la mairie de Paris avec leur budget de fonctionnement et d'investissement. L'opposition (socialiste et communiste) à l'actuelle majorité du Conseil de Paris a, à plusieurs reprises et tout récemment, après l'affaire du statut, critiqué le caractère « pléthorique » de certains secteurs de l'administration municipale.

M. Georges Sarre, président du groupe

Cabinet du maire de Paris

Il a pour mission de mettre en œuvre la politique du maire de la capitale, en liaison avec les élus et le secrétariat général de la mairie, de veiller au bon fonctionnement des circuits administratifs, d'assurer la liaison avec les deux mille cinq cents associations subventionnées par la Ville, de participer à l'animation locale, et enfin de s'assurer que les actions prioritaires décidées par le maire sont administrativement bien mises en œuvre.

Personnel : le maire dispose d'un secrétariat de 5 personnes. Sous l'autorité du directeur des cabinets travaillent : 18 conseillers techniques et chargés de mission, 13 attachés d'administration, 32 secrétaires administratifs, 93 adjoints administratifs (personnel d'exécution) et 24 agents de bureaux. (A titre d'exemple, le maire de Paris reçoit environ 5 000 lettres par mois dont les réponses mobilisent une quarantaine de personnes.)

Budget : 4 millions de francs ; budget de fonctionnement : 2 millions de francs.

Secrétariat général du Conseil de Paris

Sa mission est d'assurer le fonctionnement de l'assemblée municipale. Il assure le service des débats et des commissions de la mairie. Il assure également les secrétariats des adjoints au maire et des groupes politiques.

Personnel : 287 agents. Secrétaire général Services d'organisation et d'information. Personnel : 200 agents ; budget de fonctionnement : 59,8 millions ; budget d'investissement : 8 millions de francs.

Direction générale de l'information et des relations extérieures

Cette direction est de création récente puisqu'elle a été installée en 1977, date de l'entrée en application de la réforme du statut de la Ville de Paris. Sa mission concerne essentiellement les relations avec la presse, l'information des administrés (journal Ville de Paris, brochures d'information mises à la disposition du public, notamment sur l'urbanisme et le logement), l'organisation d'expositions dans le salon d'accueil de l'hôtel de ville, les relations avec les médias, les manifestations artistiques à Paris ou à l'étranger. Et, enfin, l'accueil des Parisiens à l'hôtel de ville ou dans les mairies annexes d'arrondissement de la capitale.

Personnel : 10 cadres auxquels s'ajoutent 20 agents d'exécution. Budget de fonctionnement : 9 millions de francs ; budget d'investissement : 7,5 millions de francs destinés à l'association pour l'information municipale qui publie le journal Ville de Paris.

Direction de l'inspection et du contrôle

La Ville s'est dotée d'une inspection propre, apte à intervenir dans de multiples domaines et susceptibles par ses avis, recherches, études, vérifications et enquêtes d'éclairer toute décision de l'autorité municipale.

Personnel : 20 personnes ; budget de fonctionnement : 1 million de francs.

Direction de l'Administration générale

Sa mission est de mettre au service des autres directions les personnels nécessaires et les moyens en matériel pour qu'elles puissent mener à bien leur mission. En outre, elle représente la Ville devant les tribunaux, elle assure le service de l'état civil par l'intermédiaire des mairies annexes. Enfin, elle prépare et met en œuvre la politique du Conseil de Paris en matière de personnel.

Personnel : 1 300 agents (non compris les 750 agents des mairies annexes) ; budget de fonctionnement : 1 178 millions de francs (les dépenses de personnel ont progressé de 69 %, passant de 142 millions à 240 millions de francs en un an. Cette augmentation doit permettre de financer les mesures concernant la fonction publique et les créations d'emploi).

Direction des finances et des affaires économiques

Cette direction a la responsabilité générale de l'ensemble de la gestion financière de la Ville. Personnel : 367 agents ; budget de fonctionnement : 64,3 millions de francs ; budget d'investissement : 10 millions de francs.

Direction de l'action sociale, de l'hygiène et de la santé

Les attributions de cette direc-

tion concernent la protection maternelle et infantile, la protection médico-sociale, aides financières à certains organismes sociaux et les liaisons avec le bureau d'aide sociale.

Personnel : 2 000 agents ; budget de fonctionnement : 969 millions (dont 610 millions pour le bureau d'aide sociale) ; budget d'investissement : 80 millions de francs.

Direction des affaires culturelles

Cette direction a pour mission de protéger et de mettre en valeur le patrimoine culturel de la Ville, de favoriser l'enseignement des arts, de développer la création artistique et d'assurer l'animation culturelle au niveau de chaque arrondissement (atelier d'expression culturelle et de voisinage par exemple). Il en existe actuellement 350 dans la capitale.

Personnel : 2 230 agents ; budget de fonctionnement : 386,4 millions de francs ; budget d'investissement : 81,7 millions de francs.

Direction des affaires scolaires

Elle a pour mission de mettre à la disposition des Parisiens les équipements nécessaires pour assurer la scolarisation de l'ensemble des enfants de six à seize ans. Elle exerce aussi la mission dans le cadre d'activités de loisirs et d'enseignements périscolaires.

Personnel : 11 608 agents ; budget de fonctionnement : 879,3 millions de francs ; budget d'investissement : 340 millions de francs.

Direction de l'aménagement urbain

Cette direction est chargée d'étudier toutes les questions d'aménagement qui se posent à la capitale, de fournir tous les éléments d'appréciation à l'autorité municipale et de mettre en œuvre, sous le contrôle du maire, la politique d'aménagement décidée par l'assemblée délibérante.

Personnel : 123 agents ; budget de fonctionnement : 20,4 millions de francs ; budget d'investissement : 159 millions de francs.

Direction de l'architecture

Cette direction assure l'ensemble des travaux de réparation, de modernisation et de construction décidés par la municipalité.

Personnel : 8 000 agents ; budget de fonctionnement : 234,9 millions de francs ; budget d'investissement : 29,7 millions de francs.

Direction de la construction et du logement

Cette direction est responsable de la politique foncière de la Ville. Il contrôle l'acte de construire dans la capitale. Il gère le domaine privé et public, enfin, il a également la responsabilité du logement à Paris.

Personnel : 839 agents ; budget de fonctionnement : 92,2 millions de francs ; budget d'investissement : 290 millions de francs, auxquels il faut ajouter 230 millions de francs destinés à la construction de logements sociaux.

Direction de la jeunesse et des sports

Cette direction gère le domaine sportif et socio-éducatif de la Ville. Elle soutient et aide les associations qui exercent des activités visant les mêmes objectifs.

Personnel : 2 150 agents ; budget de fonctionnement : 217,4 millions de francs ; budget d'investissement : 56 millions de francs.

Direction des parcs, jardins et espaces verts

Le rôle de cette direction est d'assurer la création, l'entretien, l'aménagement et l'entretien des espaces verts et plantations de la Ville.

Personnel : 3 000 agents ; budget de fonctionnement : 253,8 millions de francs ; budget d'investissement : 15,8 millions de francs.

Direction de la propreté

Cette direction a été créée par le maire en 1979. Elle a notamment pour but d'améliorer la collecte des ordures ménagères, le nettoyage des trottoirs et des chaussées, de mieux traiter les déchets et d'organiser des campagnes pour sensibiliser les Parisiens à cette question.

socialiste à l'Hôtel de Ville, que nous avons interrogé à ce propos, nous a déclaré :

« Le personnel de la Ville de Paris est un personnel de qualité. Dans le cadre du nouveau statut de Paris, il est évident que ce personnel gardera les avantages acquis et aura la même évolution de carrière que celle prévue actuellement. Mais, aujourd'hui, l'organisation administrative de la Ville est une machine bureaucra-

tique particulièrement lourde, source de difficultés et donc de gaspillages. Si l'on décentralise et « déconcentre » cette administration au niveau des arrondissements, comme nous le proposons, elle sera plus efficace. Enfin, je rappelle qu'à chaque présentation du budget de la Ville j'ai demandé que soit jointe une annexe indiquant les effectifs nominatifs des fonctionnaires. »

JEAN PERRIN.

Direction des services industriels et commerciaux

Cette direction assure en régie la gestion de divers services publics municipaux dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et des pompes funéraires.

Personnel : 8 430 agents ; budget de fonctionnement : 658,7 millions de francs ; budget d'investissement : 64 millions de francs.

Direction de la voirie

Le rôle et les attributions de cette direction portent sur les études, les travaux d'aménagement et l'exploitation de la voirie publique, les travaux d'éclairage et de signalisation.

Personnel : 1 458 agents. Budget de fonctionnement : 523,4 millions de francs ; budget d'investissement : 338 millions de francs.

A ces budgets de fonctionnement répartis par direction, il

convient d'ajouter 2 787 millions de francs (participation de la Ville au budget du département), 60,6 millions (contribution de la Ville aux dépenses de police), 345 millions (charge de retraite du personnel de police établie), 118,1 millions (personnel mis à la disposition d'autres collectivités), 400 millions (financement des grosses réparations), 440 millions (coût de l'autofinancement), 556,7 millions (remboursement de l'emprunt), 135 millions (fonds de roulement) et, enfin, 34 millions (Impression municipale).

A ces budgets d'investissement répartis par direction, il convient d'ajouter 83 millions (contribution de la Ville au budget de l'assistance publique), 8 millions (bureau d'aide sociale), 8 millions (participation au budget de la police), 10,7 millions (budget départemental), 7,5 millions (sa-peurs-pompiers), 131,8 millions (évaluation des coûts d'opération), 19 millions (subventions aux associations culturelles, sociales, sportives notamment).

A ces budgets de fonctionnement répartis par direction, il

faute le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

Paris est une des 36 394 communes de France (chiffres du recensement de 1975) et l'une des trente-neuf villes de plus de 100 000 habitants. Mais cette quarantaine de « métropoles », grandes ou moyennes, ne regroupent que 18 % de la population du pays. Il serait dès lors intéressant de connaître les réactions et les commentaires que suscite, en Loire ou dans les Alpes de Haute-Provence, le statut de la capitale de Paris, qui cherche à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France, qui cherchent à se poser en modèle pour les autres villes de France.

Les communes, c'est aussi un bataillon de main-d'œuvre non négligeable : 658 900 agents, soit 2,5 % de la population active. Mais ce chiffre ne comprend pas les fonctionnaires de Paris, qui, à eux seuls, sont plus de 40 000. Là encore, il faut

faire le partage entre les bour-

M. Malberg (P.C.F.) : le procès fait à la gauche est « démagogique »

Dans une interview publiée par l'Humanité du 7 juillet, M. Henri Malberg, membre du comité central du P.C.F. et secrétaire de la Fédération communiste de Paris, explique que « la réforme enu-

gée par le gouvernement est avant tout un pas en avant de la démocratie qui inquiète les forces conservatrices de la capitale ». Il estime que ces forces « craignent plus de pouvoir, mieux informées des affaires, pouvant mieux intervenir, rendent plus difficile la politique que la capitale connaît depuis des dizaines d'années ».

M. Malberg observe : « L'immense majorité de Paris rend le Parisien anonyme. Il en était déjà ainsi du temps du statut d'exception, du temps où Paris était dirigé par un préfet. Et lorsqu'en 1975, il a été décidé que le maire de Paris serait élu, ce qui était un premier pas, le pouvoir giscardien n'est pas allé au bout de son effort démocratique. Le gauche le fait aujourd'hui, et c'est une très bonne chose. »

Avec l'élection de municipalités dans chacun des vingt arrondissements, le débat sur le logement, l'emploi, les équipements (...) sur tous les problèmes, on prendra une dimension humaine (et) s'en trouvera renforcée en permanence les associations, les gens, d'interroger, s'estime-t-il. Après avoir assuré que « personne n'a davantage défendu la

capitale (et son unité) que les communistes et la gauche », M. Malberg affirme que « le procès que la droite fait à la gauche est un procès démagogique ».

Quant à l'organisation éventuelle d'un référendum à Paris, M. Malberg note : « La gauche met en œuvre (...) le programme démocratique dont le pays a chargé l'année dernière (...) ». Faut-il faire un référendum sur les nationalisations, sur la décentralisation, sur les droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises ? ... Il indique d'autre part que P.C. et P.S. s'orientent vers une initiative commune par arrondissement. Nous allons, précise-t-il, rencontrer ensemble les responsables des associations locales (et) notre fédération s'engage (...) dans la poursuite d'un grand effort d'information. »

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt maires qui risquent d'avoir des points de vue divergents sur la politique artisanale à mener dans leurs arrondissements (...). L'objectif est politique, ajoute-t-il.

Le président de la chambre de métiers de Paris, M. Conrad Barache redoute de voir disparaître un interlocuteur qui traitait de tous les problèmes de l'artisanat parisien et craint de voir une trop grande complexité dans les discussions avec vingt

DU RAMADAN
En France, plus de 2 millions de personnes sont concernées. Qu'en penser ? Dans *Différences*, le magazine de l'amitié entre les peuples créé par le MRAP, les *Differences* du Ramadan, *magazine* de confidences à un poète algérien *Nabil Fortes*.
Un numéro passionnant.
Vente en kiosques où à *Différences*, 89, rue Oberkampf, 75011 (Paris 11). Abonnement : 140 F.

[illegible]

La nouvelle ceinture rouge

Le chasseur d'images

JACQUES MICHEL.

**A nous
la liberté !**

★ Galerie L. Leiris, 47, rue Monceau. Jusqu'au 17 juillet.

OLYMPIADES

La méthode américaine de Robert Fitzpatrick—

BOS WILSON se souvient en Allemagne, à Freiburg, où il prépare un immense spectacle sur la guerre civile, qui devrait être joué dans plusieurs pays, et dont il a fait son entrée en scène en entier en 1984, à Los Angeles, à l'occasion des Jeux olympiques. L'obligation d'organiser des événements artistiques d'une qualité égale aux manifestations sportives « a été la grande surprise de mon séjour en Allemagne », dit-il. Fidèle à la tradition de la Grèce antique — où les poètes rivalisaient avec les athlètes — il a voulu que le spectacle (214) humain, corps et esprit.

FREDERIC EDELMANN.

Livres monumentaux pour un monument

Michel-Ange...) : les pièces (dont les plus précieuses) ont été transportées à Naples et à Parme) : du au palais, du zème au dix-neuvième siècle, à vers cour, ses fêtes, ses artistes : enfin, l'histoire de la famille Farnese... qui appartenait à la petite noblesse du Latium et qui ne s'empare que de la tiare pontificale, mais aussi pénétrer dans la maison royale d'Espagne. Un volume entier consacré à l'iconographie.

contemporaine de l'architecture moderne et
romaine - François-Charles Ugnet, approche centrée sur cinq
grands projets : l'histoire du quartier
(du Campo Marzio de l'Antiquité aux projets
Farnèse) ; la construction et la décoration
du palais (notamment l'histoire
son édification, laquelle travailleront les plus grands
du Cinquecento : Sapiello

L'ouvrage est en soi exhaustif, mais il en appelle d'autres sur la bibliothèque, les manuscrits, les monuments qui recèlent les profondeurs du Farnèse : des études auxquelles travaille l'Ecole française de Rome.

PHILIPPE PONS

(1) Prix : 1 200 F.

Mais c'est aussi : je veux un contact direct avec les danseurs, le plus grand nombre possible. Nous avons commencé à les rencontrer, nous sommes sept, nous sommes cinq, nous serons cinq mille et est hors de question de passer par les intermédiaires, on n'a pas le temps. Mon idée est de travailler avec une petite équipe professionnelle et de former des danseurs professionnels avec des chorégraphes de Los Angeles — qui, naturellement, ont une façon d'intégrer les formes. Plutôt que de vouloir multiplier les spectacles, je veux avoir des danseurs compétents et les inviter : par exemple, Bella Lewitzky, qui est une très bonne compagnie de danse, est toute désignée pour s'occuper des troupes chorégraphiques. De la même manière, la participation, sans condition. D'ailleurs, j'en refuse l'idée, elle est incompatible avec la qualité. Des danseurs reconnus, des grands, ont l'impression de

Les spectacles seront plus souples, exigeront moins de... Il y aura principalement le musique, et bien entendu du jazz, un spécifiquement américain. Les spectacles, à ce moment-là, d'origine nationale, c'est le lot... Je ne veux pas grand-chose à Los Angeles, où il y a plus de Cordons qu'à Séoul, plus de... qu'à Acapulco, où quatre-vingt-trois langues... parées, quatre-vingt-trois cultures... co-

Fitzpatrick est né en Europe, mais a grandi aux États-Unis et les artistes, prendre contact avec **John Bausch**, avec **deux grands professeurs de danse français** : **pour** **la** **danse** **française** **et** **Jérôme Savary**. Culturellement et affectivement, **Fitzpatrick, Canadien (anglais) naturalisé américain** **et** **français** : il a **été** **stages** **à** **l'Institut d'études françaises d'Avignon**, **à** **été** **professeur de français**, **à** **été** **une Française**.

COLETTE GODARD.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau 75008 PARIS
Téléphone [] et 563-37-14

G. BRAQUE
ET LA MYTHOLOGIE

16 Juin - 17 []
(fermé dimanche et lundi)

BEAUDIN
TURES 1977
BERT, 111, rue La Boétie, 8^e, 563-51-52
E D'ACTION ARTISTIQUE
T EN ITALIE
DE TIEPOLO
IS, avenue Wilson-Chamblé

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
- PHOTOGRAPHIE
mécaniques, 1827-1857

LA SEITA
* - Métro : Invalides

mé français
création

(suf dimanches et jours fériés)
jeudi et vendredi de 18 h à 17 h
et 4, et 25 septembre, 11 et 16 octobre
18 h.

OBRE - Entrée libre

S INTIMES

ASSO

DE MARAIS

us Paris

es jours sauf mardi.



Festivals de jazz

TOUT D'OPALE (jusqu'au 8 août) : Debarbat, [] Portal, Urban Sax, Gramaks... Renseignements : (21) 30-40-33.

CARPENTRAS (jusqu'au 2) : Texier, Portal, [] Renseignements : (90) 63-46-35.

VIENNE, ISÈRE (jusqu'au 11 juillet) : Ray Charles, Verbeke, [] von Freeman, Adams, Pullen, Joe Henderson, Art Farmer, Benny Golson, Pac truccio Trio, Ella Fitzgerald, Jay McShann, Gerry Mulligan Big Band, [] McRae, Tupsack, Nuit du (16). Renseignements : (74) [].

NICKELSDORF, AUTRICHE (11 juillet) : Muhai, Braxton, Jenkins, David Murray, Newton, Leo Smith, Willem Breuker, [] Renseignements : Zugelene, [] Hauptz, 13; A-2425, [] dorf. Tél.: 023-59-2146.

MONTREUX (9-25 juillet) : Fela Taylor, Sugar Blue, Gillespie, Jay McShann, Lionel Hampton, Carmen McRae, [], B.B. King, Billy Cobham; Tony Williams, Chico et von Freeman, [] Bowie, M.J.Q., Jany Giffre, [] Lloyd, Petruccioli, Lou Donaldson, Musique brésilienne, rock, etc. Renseignements : 021-61-33-84.

NIMNES (10-17 juillet) : David Murray, Est-ce bien raisonnable ? Ray Barretto, Coco Anatz, Art [] Benny Coleman, []

ligan, Tupsack, Lavigne, Lionel Hampton, Vidal et Saxe, C. ratini Onozato, Herb Ellis, [] Roach, Braxton, [] Art Co [] Renseignements : Ja Club, 45, rue Flamand []

NICE (10-20 juillet) : Lionel Ham ton, The Crusaders, B.B. Kin Brubeck, Blakey, Jimmy Gif M.J.Q., Mulligan, Gillespie, Mi Quintet, [] McRae, [] Gary, Yoshiki, [] Terry, Barney Kessel, [] Charlie Byrd, Akmar [] Chico et von Freeman, Adam Pallen, [] Attenuox, Baudou De [] Fosset, Marie-An Mardin, Debarbat, Lamm, Michel Roques [] Michelor, Arvanitas, [] Watson. Renseignements : (93) 8 30-14.

AVIGNON (10 juillet après-midi) : P truccio, Janine Ephémère, E semble musical Bekumarré Renseignements : (90) 8 24-43.

SAN-SABASTIAN (13-18 juillet) : M.J.Q., Nina Simone, Akyseshi/Tabackin, The Crusader Randy Weston, Marsalis, hor mege ? Tete Montoliu, Amateu tealers. Renseignements (943) 42-31-80, 42-10-02.

DROME, DIEULEFIT, CREST, VALENCE (13-27 juillet) : Robin Vi [] Band [] Drôme Marion Williams, Joe Kan

[illegible]

L'envers du décor

Monk par lui-même
concert à Town Hall Four-
Internationale
Monk
casse (1970).
2 h Léo Ferré ; Veronique Baudouin,
et les

La simplicité chaleureuse

par JOFFRE DUMAZEDIER

Loin de se mettre en vedette sur le petit écran, ou de faire l'interviewé des journaux, il avait l'art d'être le plus simple des gens et d'exprimer le meilleur d'eux-mêmes, un peu comme sait faire le cinéaste québécois Pierre Perrault. Cette simplicité qui portait sa question simple.

par JOFFRE DUMAZEDIER

regard au fond d'être, quel que soit le niveau d'instruction, il faut aller par une longue route pour aller aux villages entre Château-Thierry et Laon, grouper les personnes de la même catégorie, si possible, et les faire passer par les médias : la population est faible et que la réalité des télécommunications est la plus souvent, au milieu, en chair et en os, les groupes des

Il ne faut pas se laisser impressionner par les appels à la « lettre » publique.

Les **ex-O.R.T.F.** n'ont guère suivi la **route** de **Loula**. Tout en **un** travail **reporter**, il gardait **la** nostalgie de cette conception glo-

baie d'un développement culturel
démocratique ■ coopèrent ■
journalistes, ■ animateurs, ■
■ les intéressés ■

[illegible]

Il venait d'être réintégré à la nouvelle équipe de la R.T.F., il n'a pas eu le temps de s'habituer à sa mesure.

En ce moment où la politique à la télévision, d'ouvrir de nouvelles perspectives, à la conclusion de la séparation de l'héritage de Roger Léprieux, encore si peu exploité, s'impose plus que jamais pour éviter des illusions.

Un film

UNE JOURNÉE BIEN REMPLIE
Film français de Jean-Louis Trintignant (1972), avec J. Du-filho, A. Falcon, V. Caprioli, F. Pesce, L. Marquand.
A 23 h 5.

« Le *Quartier de Joseph Dufrenoy*, l'ensemble le plus sûr de nos réalisations, est un des meilleurs. Il s'agit d'un récit de meurtres » de l'honneur britannique, irréalisme baroque, poésie étrange, réflexion sur la vengeance individuelle. Les débuts de Trintignant dans la réalisation.

PREMIERE CHAINE : TFI

12 h 30 Feuilles d'Or Jean Piat
médécine d'aujourd'hui

11 h Journal.

13 h 35 Série L'homme qui valait
trois milliards.

14 h 30 Tennis : Coupe Davis.

17 h 25 Croque-vacances.
variétés, dessins animés.

18 h 30 Série Le monde de Ram-
bourg.

Réal. R. Recht, avec F. Le Passeur,
J. Thomaux, L. Dulieu

19 h 20 Emissions régionales.

18 h 45 Tour de France (résumé).

20 h Journal.

20 h 35 Variétés de [] Melody.

1 de 3. L' [] Flaminio []
Avec []
Spiris !

21 h 30 Série : Marion.
Réal. F. Pignat, avec M. Damon
et G. Guera, J. Ripstul.
Charlotte clinique ou les pensées
s'écoulent, les larmes coulent,
la mémoire etc... La compagnie
déclamerà les victimes mal
une enquête discrète et en cours

22 h 30 Documentaire : Histoire
naturelle.
« La Fécle au ...
d'I. Barthe, E. Tual et P.
...
... la française ou ...
plais, et l'homme ou ex bot
... ou ... mouline.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

■ h 30 **ANTI.O.P.E.**
■ h 35 **Spécial tour de France.**
12 h 45 **Le 13**
13 h 45 **Série : S.O.S. Hélico.**
Une poursuite mouvementée.
■ h 50 **Le grand vin.**
Les lauriers du conservatoire.
■ h 55 **Le 13 : Kojak.**
C'est un homme. Théo.
■ h 55 **Sport : Basket.**
Europe - France-Urss.
■ h 55 **Récap. A2.**

18 h 30 **C'est la vie.**
■ h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Spécial Coupe du monde**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Le Christ s'est arrêté à Eboli.**
D'après le roman de **Gustavo Levi**
réalisation : **Francisco Bosc.**
(Lire notre **section**).
21 h 35 **Apocryphes.**
■ h 35 **Le littéraire de R. Zvon**
■ h 40 **Le grand jeu** donc rien.
■ h 45 **F. Alexandre De l'in**

La terre sombre

« LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ
À EBOU »,
de Françoise Rosi
A 2, 20 h 35

— Sur cette terre sombre, ses
péchés et sans rédemption, où
mal n'est pas un fait moral, mais
une douleur terrestre, la Christ
n'est jamais... Le Christ
arrêté à Eboü. — Un inter-
dit à gauche se sépare
un village... Mezzogiorno. Il découvre alors
sa résignation, de sou-
rance et la misère, dont il s'
pense sur sa conscience

Le beau film **roman** autobiographique de C. Lévi, souffre un peu du dédoublement des quatre épisodes, si bien que l'un des personnages, apparaît de temps en temps, mais disparaît le film une campagne. L'autre part, est inacceptable : les dialogues étant si nombreux, les acteurs semblent complètement en retrait de leurs personnages quand ils commencent à parler.

Jean Glono
avec la participation de **Mette**
Veneck qui lit des extraits de
« Nô », de « Voyage en Italie »
de « Pour sauver Melville » et
François Nourissier, Elise Glono
épouse de Félicien, Alphonse
Boudard etc.

h 30 Journal.
h Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
Une série de G.-J. Philippe (Rediz).
N° 7 : Louis Feuillade.
Directeur de la société Gaumont dès 1907, Louis Feuillade donne au film à épisodes ses lettres de noblesse.

h 30 Présence à la nuit.
Réginal Chénier, par R. Pommier.

FRANCE-CULTURE

15 h. **Concert.**
16 h. **Pouvoirs de la musique.**
18 h. **30. Les civilisations de la V^e planète.**
19 h. **25. P. et G. Hovle.**
19 h. **25. Les arts à l'ancienne.**
19 h. **30. Les grandes aventures de la science moderne : Les parties profondes de la nature.**

FRANCE-MUSIQUE

- h 2, Musiques du matin : œuvres de Tartini, Schubert, Berlioz.
- 7 h 5 Œuvres de **Haydn**, Debussy.
- h 7 **Musique** musicale.
- h 5 Musiques d'aujourd'hui.

Monk par lui-même
concert à Town Hall Four-
Internationale
Monk
casse (1970).
2 h Léo Ferré ; Veronique Baudouin,
et les

ROISIÈME CHAÎNE : FR
 h 55 Tribune libre.
 Comité français d'éducation pour
 la santé.
 h 70 Journal.
 h 20 Émissions régionales.
 h 21 les jeunes.
 Drape en poche : **FRANCE** sa
 parole : Comment **FRANCE** V.

[illegible][illegible]

imaginative.

N° 4 D'une oreille Pasternak : d'un temps et d'un lieu, autres de l'âme.

N° 5 Histoire de la trusique.

N° 6 La règle d'or : concert donné le 8 mai au Palais du Luxembourg par les compositeurs polonais. A. Prokofiev, E. van Eyben (Compagnie), P. Zimowski, G. Ciampi, C. Giampalao, (Marais).

N° 7 Les Jaks : Le clavier bien rythmé.

N° 8 Les choros de la terre.

N° 9 Concert (donné le 23 février dimanche), par l'Orchestre symphonique de la ville de Berlin. N° 10 Cellbachse : « Obéron », ouverture, de Weber ; « Symphonie » n° 40 en ré mineur de Beethoven ; « Symphonie K 550 », de Mozart, symphonie en ré mineur de Haydn.

N° 11 La nuit sur France-Musique : Concert de M. Sviradsky, Lisek et les Jodels Wenzel : Les Top du monde : Afrique noire.

Samedi 10 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 12 h 30 La bonne conduite.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 L'homme qui...
- 14 h 30 Les recettes de mon village.
- 14 h 55 Document 1 : Les grandes aventures de l'Himalaya.
- 15 h 30 L'homme qui...
- 16 h 30 L'homme qui...
- 17 h 30 L'homme qui...
- 18 h 30 L'homme qui...
- 19 h 30 L'homme qui...
- 20 h 30 L'homme qui...
- 21 h 30 L'homme qui...
- 22 h 30 L'homme qui...
- 23 h 30 L'homme qui...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 13 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 14 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 15 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 16 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 17 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 18 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 19 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 20 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 21 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 22 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 23 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 12 h 30 Pour les jeunes.
- 13 h 30 Pour les jeunes.
- 14 h 30 Pour les jeunes.
- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 30 Pour les jeunes.
- 17 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 30 Pour les jeunes.
- 20 h 30 Pour les jeunes.
- 21 h 30 Pour les jeunes.
- 22 h 30 Pour les jeunes.
- 23 h 30 Pour les jeunes.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 30 Culture.
- 13 h 30 Culture.
- 14 h 30 Culture.
- 15 h 30 Culture.
- 16 h 30 Culture.
- 17 h 30 Culture.
- 18 h 30 Culture.
- 19 h 30 Culture.
- 20 h 30 Culture.
- 21 h 30 Culture.
- 22 h 30 Culture.
- 23 h 30 Culture.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

Dimanche 11 juillet

Un film

- MACAO, L'ENFER EN JEU
- 12 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 13 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 14 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 15 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 16 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 17 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 18 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 19 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 20 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 21 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 22 h 30 Macao, l'enfer en jeu.
- 23 h 30 Macao, l'enfer en jeu.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 13 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 14 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 15 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 16 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 17 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 18 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 19 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 20 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 21 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 22 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 23 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 12 h 30 Pour les jeunes.
- 13 h 30 Pour les jeunes.
- 14 h 30 Pour les jeunes.
- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 30 Pour les jeunes.
- 17 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 30 Pour les jeunes.
- 20 h 30 Pour les jeunes.
- 21 h 30 Pour les jeunes.
- 22 h 30 Pour les jeunes.
- 23 h 30 Pour les jeunes.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 30 Culture.
- 13 h 30 Culture.
- 14 h 30 Culture.
- 15 h 30 Culture.
- 16 h 30 Culture.
- 17 h 30 Culture.
- 18 h 30 Culture.
- 19 h 30 Culture.
- 20 h 30 Culture.
- 21 h 30 Culture.
- 22 h 30 Culture.
- 23 h 30 Culture.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

Lundi 12 juillet

Deux films

- CHAUSSETTE SURPRISE
- 12 h 30 Chaussette surprise.
- 13 h 30 Chaussette surprise.
- 14 h 30 Chaussette surprise.
- 15 h 30 Chaussette surprise.
- 16 h 30 Chaussette surprise.
- 17 h 30 Chaussette surprise.
- 18 h 30 Chaussette surprise.
- 19 h 30 Chaussette surprise.
- 20 h 30 Chaussette surprise.
- 21 h 30 Chaussette surprise.
- 22 h 30 Chaussette surprise.
- 23 h 30 Chaussette surprise.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 13 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 14 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 15 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 16 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 17 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 18 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 19 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 20 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 21 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 22 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 23 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 12 h 30 Pour les jeunes.
- 13 h 30 Pour les jeunes.
- 14 h 30 Pour les jeunes.
- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 30 Pour les jeunes.
- 17 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 30 Pour les jeunes.
- 20 h 30 Pour les jeunes.
- 21 h 30 Pour les jeunes.
- 22 h 30 Pour les jeunes.
- 23 h 30 Pour les jeunes.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 30 Culture.
- 13 h 30 Culture.
- 14 h 30 Culture.
- 15 h 30 Culture.
- 16 h 30 Culture.
- 17 h 30 Culture.
- 18 h 30 Culture.
- 19 h 30 Culture.
- 20 h 30 Culture.
- 21 h 30 Culture.
- 22 h 30 Culture.
- 23 h 30 Culture.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

Mardi 13 juillet

Deux films

DO RIFI À PANAME

Film français de Dany de La Patellière (1982), avec J. Gabin, M. Tiller, M. Dore, G. Froese, G. Raft.
A 2, 30 h 35.

Tous les clichés, toute la routine de la Série noire à la française. Ni George Raft, venu des États-Unis pour rejeter le coup de la pièce de dans Scarface, ni Jean Gabin, en vieux truand coriace, n'arrivent à sauver l'entreprise.

BOULEVARD DU RHOD

Film français de Robert Enrico (1971), avec S. Bardot, L. Ventura, B. Travers, C. Rivet, G. Marchand.
FR 3, 20 h 35.

Les années 20, la contrebande de l'alcool, la passion d'un aventurier pour une vedette du cinéma muet qu'il cherche à traverser les océans. Le roman de Lino Ventura et Brigitte Bardot, le plus sûr alliage de divertissement. — J.S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 12 h 5 Faillite : « Pinot, médecin d'aujourd'hui »
- 13 h 35 Série : L'homme qui valait trois milliards.
- 16 h 45 Tour de France cycliste.
- 18 h 55 Croque-vacances.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 15 Spécial tour de France.
- 12 h 30 Série : S.O.S. Hélio.
- 13 h 35 Série : S.O.S. Hélio.
- 14 h 30 Sports.
- 15 h 30 C'est la vie.
- 16 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 17 h 30 Émissions régionales.
- 18 h 30 Journal.
- 19 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 21 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 22 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 23 h 30 Des chiffres et des lettres.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Le jeu de l'homme.
- 19 h 30 Le jeu de l'homme.
- 20 h 30 Le jeu de l'homme.
- 21 h 30 Le jeu de l'homme.
- 22 h 30 Le jeu de l'homme.
- 23 h 30 Le jeu de l'homme.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 8 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 9 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 10 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 11 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 12 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 13 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 14 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 15 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 16 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 17 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 18 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 19 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 20 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 21 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 22 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 23 h 30 Les apparitions (Kenneth White).

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

Mercredi 14 juillet

Trois films

LE TEMPS DES VACANCES

Film français de Claude Lelouch (1971), avec E. Kéroul, N. Delon, D. Clément, F.-E. Gendron, B. Lenoir.
TF 1, 15 h 35.

Premier d'une adolescence qui, après une canicule à Djibouti et une petite orage, se termine par une séparation. Le cinéma des 16-millimètres de Claude Lelouch, producteur et scénariste de *Intimité*.

LES PATATES

Film français de Claude Lelouch (1971), avec E. Kéroul, N. Delon, D. Clément, F.-E. Gendron, B. Lenoir.
FR 3, 20 h 35.

D'après le récit de Marcel Aymé, les aventures d'un jeune garçon qui avait des pommes de terre dans son jardin pendant l'occupation. Premier rôle cinématographique pour le chanteur Pierre Perret, qui s'en tire très bien, car mal, et d'ailleurs comique de la situation.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 15 Spécial tour de France.
- 12 h 30 Série : S.O.S. Hélio.
- 13 h 35 Série : S.O.S. Hélio.
- 14 h 30 Sports.
- 15 h 30 C'est la vie.
- 16 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 17 h 30 Émissions régionales.
- 18 h 30 Journal.
- 19 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 21 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 22 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 23 h 30 Des chiffres et des lettres.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Le jeu de l'homme.
- 19 h 30 Le jeu de l'homme.
- 20 h 30 Le jeu de l'homme.
- 21 h 30 Le jeu de l'homme.
- 22 h 30 Le jeu de l'homme.
- 23 h 30 Le jeu de l'homme.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 8 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 9 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 10 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 11 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 12 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 13 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 14 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 15 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 16 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 17 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 18 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 19 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 20 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 21 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 22 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 23 h 30 Les apparitions (Kenneth White).

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

Jeudi 15 juillet

Un film

CHÈRE INCONNUE

Film français de Claude Lelouch (1971), avec S. Signoret, R. Chabrier, D. Berry, G. Fournier, M. Arnaud, M. Gervais.
FR 3, 20 h 35.

Un homme paralysé par une jambe blessée pendant la correspondance avec une jeune fille qui a fait publier une petite annonce matrimoniale. Ce sujet ambigu, ému, est traité avec une belle platitude que seule une scène de Claude Lelouch et de S. Signoret, qui s'embrassent, rend intéressante.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 15 Spécial tour de France.
- 12 h 30 Série : S.O.S. Hélio.
- 13 h 35 Série : S.O.S. Hélio.
- 14 h 30 Sports.
- 15 h 30 C'est la vie.
- 16 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 17 h 30 Émissions régionales.
- 18 h 30 Journal.
- 19 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 20 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 21 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 22 h 30 Des chiffres et des lettres.
- 23 h 30 Des chiffres et des lettres.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Le jeu de l'homme.
- 19 h 30 Le jeu de l'homme.
- 20 h 30 Le jeu de l'homme.
- 21 h 30 Le jeu de l'homme.
- 22 h 30 Le jeu de l'homme.
- 23 h 30 Le jeu de l'homme.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 8 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 9 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 10 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 11 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 12 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 13 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 14 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 15 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 16 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 17 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 18 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 19 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 20 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 21 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 22 h 30 Les apparitions (Kenneth White).
- 23 h 30 Les apparitions (Kenneth White).

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30 Musique de chambre.
- 13 h 30 Musique de chambre.
- 14 h 30 Musique de chambre.
- 15 h 30 Musique de chambre.
- 16 h 30 Musique de chambre.
- 17 h 30 Musique de chambre.
- 18 h 30 Musique de chambre.
- 19 h 30 Musique de chambre.
- 20 h 30 Musique de chambre.
- 21 h 30 Musique de chambre.
- 22 h 30 Musique de chambre.
- 23 h 30 Musique de chambre.

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

- 7 h 30, 12 h 30, 19 h 30, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30, 25 h 30, 26 h 30, 27 h 30, 28 h 30, 29 h 30, 30 h 30, 31 h 30, 32 h 30, 33 h 30, 34 h 30, 35 h 30, 36 h 30, 37 h 30, 38 h 30, 39 h 30, 40 h 30, 41 h 30, 42 h 30, 43 h 30, 44 h 30, 45 h 30, 46 h 30, 47 h 30, 48 h 30, 49 h 30, 50 h 30, 51 h 30, 52 h 30, 53 h 30, 54 h 30, 55 h 30, 56 h 30, 57 h 30, 58 h 30, 59 h 30, 60 h 30, 61 h 30, 62 h 30, 63 h 30, 64 h 30, 65 h 30, 66 h 30, 67 h 30, 68 h 30, 69 h 30, 70 h 30, 71 h 30, 72 h 30, 73 h 30, 74 h 30, 75 h 30, 76 h 30, 77 h 30, 78 h 30, 79 h 30, 80 h 30, 81 h 30, 82 h 30, 83 h 30, 84 h 30, 85 h 30, 86 h 30, 87 h 30, 88 h 30, 89 h 30, 90 h 30, 91 h 30, 92 h 30, 93 h 30, 94 h 30, 95 h 30, 96 h 30, 97 h 30, 98 h 30, 99 h 30, 100 h 30.

Rappel des émissions

Mercredi 7 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Il était une fois la télévision** : les Eaux
Réal. J. Kerschbren, avec G. Segal, C. Brasseur, L. Mikell.
L'implantation d'une famille juive en France.
22 h 30 **Le jeune cinéma français de**
Châteaux de sable, d'E. Clot ; Arns, de Ph. Charigot.
23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : M 2

- h **Téléfilm** : Requiem pour un pigeon.
Réal. P. Krasny, avec S. Winter, B. Prins, M. Constantine, J. Van Ark.
Enquête de Big Rose Winter, propriétaire d'une agence de détectives, et de son associé Ed Mills. Tous deux s'embarquent dans une seule affaire alors qu'ils commencent une enquête sur un crime.
h 55 **Documentaire** : Un homme dans le tourment.
Les malheurs des uns : Beyrouth ; réal. O. Antray.
Un reportage remarquable conçu l'hiver dernier sur la vie syrienne dans un quartier de Beyrouth-Ouest où résident cent cinquante musulmans chétiens qui vivent dans la psychologie de l'attente aveugle.
22 h **Chefs-d'œuvre au péril.**
Passionnés d'archéologie.
à l'Hermitage (Lorraine), à Selongey (Côte-d'Or), à Tours et à l'Hermitage.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** 16 : Une autre femme.
d'après M. Chaput. Réal. H. Minersky, Avec : N. Chazot, F. Girotti, V. Véra, etc.
Une ville de province : un mari volage, une mère qui croit au couple idéal et une maîtresse.
22 h **Journal.**
22 h 30 **Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.**
Une série de C.-J. Philippe (réf.).
N° 5 : Le cinéma et son temps (les années 10).
Les années 10 et la grande vague des fausses baguettes politiques et l'arrivée de Charlie.
22 h 55 **Prélude à la nuit.**
« Fantaisie en la mineur », de Chopin, par J.-B. Fommer.

FRANCE-CULTURE

- h 30, La science au service : Des idées dans la tête aux objets d'un musée, avec J.-M. Kantor.
h 30, La musique et les hommes : L'art des théâtres de la place (réalisés du pianiste Kuo Woo Paik au Théâtre du Ranelagh).
22 h 30, Nuits magiques : Le cirque.

FRANCE-MUSIQUE

- h 30, Équivalences : Œuvres de Franck, Debussy.
h 30, Concert : « Ouverture de concert », « Symphonie n° 4 pour piano et orchestre » de Szymanowski et « Symphonie n° 4 en ré mineur » de Schumann, par l'Orchestre national de Radio-France, dir. : T. Stravinsky, F. Paccini (piano).
22 h, La nuit sur France-Musique : Œuvres de Montemurlo, Strauss, Valt.

Jeudi 8 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h **Feuilleton** : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui.
13 h **Journal.**
13 h 35 **Série** : L'homme qui valait 3 milliards.
14 h 30 **Objectif santé.**
L'été en vacances.
14 h 40 **Histoires sans paroles.**
Les salons dans la maison.
15 h **Tour en France cycliste.**
De Jacques Mény.
17 h 5 **Eurovision** : Football.
Coupe du monde, demi-finale en direct de Barcelone : Pologne-Italie.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Libre expression** : Les formations politiques.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Dramatique** : Le cercle fermé.
De P. Ducrocq, avec J. Sorel, S. Fumey, F. Anglade.
Fabien Moreau, chef d'entreprise dynamique, fait l'expérience du double. Cette situation l'entraîne dans une véritable...
22 h **Tour en France.**
Film d'A. Alot.
Le 29 juillet 1981, la petite ville espagnole de Villagoyosa, située par la plage d'Arca, repoussait l'escalade grâce à un secours de sainte Marthe.
23 h 20 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : M 2

- 10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
11 h 15 **Ces gens du tour.**
12 h **Journal.**
13 h 35 **Série** : S.O.S. Héros.
14 h **Aujourd'hui la vie.**
L'accouchement aujourd'hui.
15 h **Série** : Kojak.
16 h 55 **Sports.**
Basket : Athlétique.
18 h **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
19 h 50 **Jeu** : Des lettres et des lettres.
19 h 55 **Émission régionale.**
19 h 55 **Spécial** : Coupe du monde.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Sport** : Football.
Première demi-finale (résumé) : 20 h 55, deuxième demi-finale en direct de Séville : France-R.F.A.
21 h **Journal.**
Ray Bryant et Milt Jackson.
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h **Tribune libre.**
Rassemblement des usagers des services publics (RUC).
19 h **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 30 **Pour les jeunes.**
Papier, à quel point ; Cite, else ; Les petites.
19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'homme.

Sur les grandes ondes

- VENDREDI 9 JUILLET**
● R.M.C., 12 h 45 : Spécial Festival d'Avignon.
● FRANCE-INTER, 17 heures : Téléscopages, dernière émission de Philippe Meyer.
SAMEDI 10 JUILLET
● R.M.C., 12 h 45 : M. Charles Heru, ministre de la défense (en direct de Lyon).
DIMANCHE 11 JUILLET
● R.T.L., 21 heures : « Symphonie en » Bizet (dir. R. Froment), par l'Orchestre symphonique de R.T.L.

TRIBUNES ET DÉBATS

- MERCREDI 7 JUILLET**
- M. Pierre Mauroy, premier ministre, sur l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.
JEUDI 8 JUILLET
- M. Jean Popere, secrétaire du P.S., et M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., sont invités sur le journal de 12 h 45, sur R.M.C.
- M. Charles Heru, ministre de la défense, est reçu sur France-Inter, à 19 h 20.
- M. Roger-Gérard Schwartzberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, participe à l'émission « La parole aux partis politiques », sur TF 1, à 19 h 45.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourdeau (1944-1968) Jacques Faure (1968-1982)

Imprimerie de « Le Monde » 5, rue de la Harpe PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
© paritaire journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 2037.

LA CONTROVERSE AUTOUR DE « SOIR 3 »

Qui est scandalisé ?

M. Maurice Séveno, directeur de « Soir 3 », répond à nos critiques dont fait l'objet le journal national de FR 3.

Les journaux nationaux naviguent entre deux écueils parfaitement équilibrés. D'un côté, ils ont un contenu, souvent surgit le critique tant de fois lue et entendue : « Le journal de 20 heures d'une chaîne de télé, ce n'est pas l'équivalent d'un journal de la presse écrite » (en fait d'écriture).

Mais pourquoi encourir le reproche inverse si, modestement, on se contente d'être plus ? Il convient de se demander si une première « expérience » est tout responsable du journal national de la télévision. Ce n'est pas la solution de continuité entre le fond et la forme. Elle est, au contraire, le résultat d'une information en spectacle, qui est notre cas, tout en sachant que le « téléjournal » est elle-même spectacle à part entière, par le plus grand nombre, on s'aperçoit que le journal de la télévision est étroit.

Mais, si on convainc, il faut de l'humour. Un humour qui peut paraître comme l'humour mineur, celui du générique. Mais, est-ce la fonction d'un générique d'une chaîne de télévision ? D'évidence, celle de nous dispenser par rapport à la réalité de nous mettre en état de réceptivité, en état de rêve. Quel de plus efficace que le générique, qui est le point de départ d'un « téléjournal » ? Les médias, ces châteaux de cartes, ces constructions de papier, ces édifices de verre ? En quelques secondes, le spectateur baigne dans un monde onirique.

Mais ce qui est bien, c'est ce qui est fondé, sur le plan artistique, sur la manipulation de l'attention, manipulation de la masse quand il s'agit d'annoncer l'actualité, c'est-à-dire la vie de tous les jours, le monde tel qu'il est, et la vie de tous les jours, le monde tel qu'il est, et la vie de tous les jours, le monde tel qu'il est.

Et même si le projet est inconscient, il est en œuvre par les professionnels, il dispose d'une technique précise, il recoupe souvent un même langage, celui des professionnels de la télévision, celui des professionnels de la télévision, celui des professionnels de la télévision.

La prémière chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé le 11 juillet le jugement de la première chambre civile du tribunal, qui avait, le 11 juillet 1981, le partage par M. Amoury, ancien propriétaire de Parisien Libéré, et son fils Philippe, pour ce faire, la cour refuse, comme le tribunal, de prendre en considération l'écrit du 20 mai 1968 qui a été produit en justice par Mlle Francine Amoury, par lequel son père prévoyait qu'après sa mort, elle le remplacerait à la tête de son empire de presse.

Il s'agissait d'un papier rédigé à la main d'Émilien Amoury, daté mais non signé. Sa fille a fait état de l'enveloppe qui le contenait. Elle portait au verso la mention : « Ceci est mon testament » et au verso deux paragraphes. Mlle Amoury a indiqué qu'elle avait trouvé cette enveloppe fermée - dans un coffre du Crédit du Nord, à Chantilly, quelques jours après la mort de son père, survenue le 2 janvier 1977 à la suite d'une chute de cheval.

L'arrêt remarque : « ... Du point de vue de l'expertise en écritures, il n'a été relevé aucun élément susceptible de mettre en doute la sincérité du contenu et de son enveloppe... » mais « les déclarations et témoignages relatifs aux circonstances de la découverte de l'écrit litigieux ont permis de constater des contradictions et des incohérences dans les explications de Mlle Amoury, ainsi que dans les publications de ce groupe de presse ». « nouvelle impulsion ».

(1) N.D.L.R. - Ce article précise qu'un testament à la main n'est pas valide, s'il n'est en entier, signé et daté.

par MAURICE SÉVENO

aucune prise sur un destin qui semble venu d'ailleurs, il a l'air, de loin.

L'idéal serait d'introduire la séquence d'actualité dans le programme, sans aucun effet, simplement par la journaliste présente, mais à coup, sur l'actualité. Nous avons songé pour « Soir 3 », à une séquence d'actualité possible, mais celle de la structure et de l'enchaînement des programmes. C'est pourquoi le générique montre des gens de tous les jours, chacun marchant vers son but, plongé dans ses pensées, confronté à ses problèmes, mais vivant d'espoir. Nous avons ainsi souhaité une solution de continuité avec la vie de tous les jours, et nous regardant.

C'est le rôle du service public que de pouvoir échapper aux contraintes du marketing, à la pression démographique des journaux et du public. Mais, tout naturellement, s'établit une hiérarchie de l'actualité qui ne s'inspire ni du mode, ni des passions du moment. Une hiérarchie de sang-froid et de rigueur justifiée a posteriori quand les journalistes reprennent leur place dans l'histoire.

L'histoire, c'est le maître-mot : qu'est-ce que l'information pour l'histoire au jour le jour ? Mais faut-il croire la version en perspective avec son passé pour expliquer son présent ?

Continuons au chapitre des contradictions avec la plus importante de toutes : la contradiction politique. C'est une supercherie de prétendre que l'on peut entrer en religion tout en s'extrayant du champ politique. Tout nous ramène au contraire, nous ramène au centre de toutes les contradictions. Mais il est de bon ton de feindre en faisant profession d'apolitisme, et en toute bonne foi.

L'apolitisme ? C'est le dernier de tous les dérangements, surtout par le message déformé : celui d'une société humaine à un moment donné. Face à ce constat d'évidence, nous avons pu parler

politique. Chacun avec son style, son style à parfois tout en respectant ce qui est la chaîne de tout journaliste digne de ce nom : la vérité. J'affirme que nous ne sommes pas scandalisés, nous n'acceptons pas d'entendre la parole, les analyses de l'autre. C'est pourtant cela la démocratie.

Mais nous refusons l'actualité télévisuelle comme un « produit » comme un « produit » de la grande consommation, un goût constant en matière de télévision. C'est pourquoi nous refusons l'actualité télévisuelle comme un « produit » de la grande consommation, un goût constant en matière de télévision. C'est pourquoi nous refusons l'actualité télévisuelle comme un « produit » de la grande consommation, un goût constant en matière de télévision.

Nous avons une autre conception de l'actualité d'un journaliste. A la fois plus ouverte et plus professionnelle, chaque accomplissement des tâches : enquêtes, reportages, commentaires, plateau, approfondissant sa technique, se perfectionnant à son tour. Mais ne pas sans cesse déformer. Parce que n'est pas parfait. Mais tout cela ne fait qu'un visage déformé, à strictement parler, un minimum de déformation, un déformé.

La voie/voix naturelle que nous avons choisie, sans prétendre (1) qui n'est que le discours au point de l'appareil à une télévision. Nous travaillons sans filet. Mais nous savons aussi que nous avons choisi l'écrit, un écrit.

Les entreprises nouvelles et sans précédent dans l'histoire de la télévision, nous avons choisi : il serait dommage de ne pas normaliser à « Soir 3 ».

(1) Système de lecture défilant : la lecture de l'écrit des caméras et qui peut donner l'illusion que le présentateur improvise alors qu'il lit son texte.

PRESSE

LA SUCCESSION DE L'ANCIEN PROPRIÉTAIRE DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

Le testament d'Émilien Amoury en faveur de sa fille Francine n'est pas valable

estime la cour d'appel de Paris

La prémière chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé le 11 juillet le jugement de la première chambre civile du tribunal, qui avait, le 11 juillet 1981, le partage par M. Amoury, ancien propriétaire de Parisien Libéré, et son fils Philippe, pour ce faire, la cour refuse, comme le tribunal, de prendre en considération l'écrit du 20 mai 1968 qui a été produit en justice par Mlle Francine Amoury, par lequel son père prévoyait qu'après sa mort, elle le remplacerait à la tête de son empire de presse.

Il s'agissait d'un papier rédigé à la main d'Émilien Amoury, daté mais non signé. Sa fille a fait état de l'enveloppe qui le contenait. Elle portait au verso la mention : « Ceci est mon testament » et au verso deux paragraphes. Mlle Amoury a indiqué qu'elle avait trouvé cette enveloppe fermée - dans un coffre du Crédit du Nord, à Chantilly, quelques jours après la mort de son père, survenue le 2 janvier 1977 à la suite d'une chute de cheval.

L'arrêt remarque : « ... Du point de vue de l'expertise en écritures, il n'a été relevé aucun élément susceptible de mettre en doute la sincérité du contenu et de son enveloppe... » mais « les déclarations et témoignages relatifs aux circonstances de la découverte de l'écrit litigieux ont permis de constater des contradictions et des incohérences dans les explications de Mlle Amoury, ainsi que dans les publications de ce groupe de presse ». « nouvelle impulsion ».

(1) N.D.L.R. - Ce article précise qu'un testament à la main n'est pas valide, s'il n'est en entier, signé et daté.

«Prête-nom» de son père

M. JACQUES HERSANT A ÉTÉ INculpé

M. Jacques Hersant, président-directeur général de Presse-Alliance (France-Soir), et M. Robert Leprieux, directeur général de Paris-Normandie, ont été inculpés, mardi 6 juillet, par M. Claude Grellier, juge d'instruction, d'infraction à l'article 4 de l'ordonnance du 10 mai 1964 sur l'organisation de la presse française.

Cet article réprime le fait d'avoir « prêt son nom » au propriétaire, au copropriétaire ou au commanditaire d'une publication. En effet, M. Jacques Hersant a été, en 1972 à 1976, le directeur de publication du quotidien Libéré et Morbihan, son père, M. Robert Hersant, avait le contrôle. M. Robert Leprieux a été, à la même époque, le directeur de publication de Paris-Normandie, journal libéré, parti du groupe Hersant.

Les deux inculpés ont été cités par M. Albert Benatar, qui assiste déjà M. Robert Hersant depuis son inculpation le 22 novembre 1978. Rappelons que la loi du juge Grellier porte à cinq le nombre des inculpés puisque la loi, déjà, depuis 1979, M. Robert Hersant, son fils Michel et M. Maurice Chénier, autres dirigeants du groupe Hersant.

La Suisse, premier quotidien (70 000 exemplaires), change de mains. M. Jean-Claude Nicole vient, en effet, d'acquiescer à la vente de la Suisse, S.A., société éditrice de la Suisse. M. Jean-Claude Nicole est, d'autre part, l'administrateur majoritaire de Promiform S.A., qui contrôle Radio-Mont-Blanc et qui soutient le projet de la Suisse Télé-Sat. Il vient également de participer au lancement du quotidien Le Temps stratégique.

L'International Herald Tribune sera imprimé à Singapour à partir du 4 septembre prochain grâce à un système de fac-similé, qui permet déjà le quotidien de « sortir » en même temps à Paris, Londres, Zurich et Hongkong. Le journal sera disponible à Singapour, et en vente en Indonésie. Malaisie le jour même, ajoute le communiqué de la direction. Le directeur de l'édition de Hongkong, créée voici deux ans, expliquerait le lancement de l'édition de Singapour.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
273 F 511 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 828 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F

IL - SUISSE, TUNISIE
667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (vrais chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou leurs représentants (deux semaines ou plus) ; les abonnés non invités à formuler leur demande une semaine ou plus avant leur départ.

La dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous l'obligeance rédiger les notes propres à nos capitaux d'imprimerie.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
25, RUE CARDINET - 75017 PARIS
267.31.00
AVENUE JEAN LOLLIVE (N. 3)
93500 PANTIN - 840.40

« DRESSÉ POUR TUER », UN FILM DE SAMUEL FULLER

Comme un être humain

Nuit et brume sur l'écran. On entend un choc, une exclamation, un crissement de freins brutal. Comme une photographie surgissant d'un bain de révélateur, une automobile apparaît, arrêtée sur une route déserte californienne. Une jeune fille en bikini rouge se descend, un précipité vers un objet étendu. C'est un grand chien au pelage blanc, un berger allemand, qu'elle a renversé et blessé.

Alors commence, en quelques images fulgurantes, l'aventure de Julie Sawyer et du « chien blanc ». L'animal est soigné, guéri, mais pour lui faire la fourrière, Julie le garde chez elle et étiquette des petites annonces sur les arbres, pour que ses propriétaires viennent le réclamer. Elle habite une maison un peu hantée. Un soir, pendant que la télévision diffuse un film de guerre, un rôdeur entre chez Julie et cherche à la tuer. Suspense : les bruits de combat, la télévision, l'absence de Julie de la lutte. Le chien, pourtant, arrête un cri, court vers l'agresseur, le mord, sauve Julie. C'est un bon chien, silencieux, prévenant, il faut même dire, quel que soit le danger. Le berger allemand a été dressé à l'attaque. Et lorsque, dans un instant où Julie trouve un film publicitaire, il se met à gémir et se met à raisonner sur la pertinence de la jeune fille, qui a le peu noir, la vérité se révèle : ce chien a été conditionné pour la chasse aux nègres. Il obéit à des pulsions racistes. Il est raciste.

Le nouveau film de Samuel Fuller (titre original : *White Dog*, scénario d'après un roman de William Gary) est construit sur un modèle hollywoodien : un délinquant, recueilli, adopté, inséré dans un milieu normal, reprend ses temps à autre, mais ne peut pas résister. Au lieu de le rejeter, de le livrer à la police, on va chercher à le rééduquer. Fuller lui-même a été comme un être humain, victime d'un racisme persistant. Cet être d'ailleurs réclame à Julie. Mais, au cours de fugues, il lui révèle son passé sanglant, il avait déjà tué des Noirs. Le mal qu'on lui a fait peut-il lui délier la langue ? Peut-on extirper le racisme et l'instinct du meurtre du cerveau de l'homme ? C'est le nom du chien blanc : ce qu'on le fait pour se

Fuller est un grand maître d'Hollywood. Il a réalisé des thrillers sans temps morts et sans faiblesse, où le pouvoir de l'image prime tout sur le scénario ou le dialogue. Il a mêlé l'univers du cinéma (Julie est actrice, son ami scénariste) à celui d'un étrange animal, un chien, pour lequel il a écrit une histoire, une histoire de Key, un noir, ethnologue, associé à Caruthers, le propriétaire, à prendre Hans en main, pour le mener à la raison. Ce n'est pas se

première expérience et l'homme du cinéma qui a une peau noire s'expose volontairement aux coups de la haine raciale, jusqu'au bout, incarné.

Parallèle des racines du racisme (dont une, extraordinaire, dans une église où un égoïsme par le sang se fait au pied d'un vitrail représentant saint François d'Assise entouré de ses proches amis, les animaux), le récit s'élève à une autre dimension, plans moyens, plans généraux, émotion, parfois, d'une beauté portée à la main, la mise en scène d'un « délinquant » et d'un « délinquant » extrêmes. Style « à la poigne » si l'on veut, mais quelle puissance, quelle force de conviction pour dénoncer le poison du racisme, dénoncer l'humanité et la bonne conscience, se référer à des faits qui n'ont rien de métaphorique.

Fuller force dans le noir, avec l'ardeur qu'il a toujours apportée à montrer l'anti-hérosisme de la guerre, la corruption, la brutalité, la cynisme des bas-fonds de la société américaine. Individualiste forcené, il montre l'homme des réactions primitives et animales. Il lui a été fou pour rendre un chien raciste, pourtant, une scène aux États-Unis, Fuller a été l'honneur de ce phénomène de civilisation, esquissant une réaction pour le faire disparaître. Dans la surprenante scène finale, le film reste tendu comme un arc. Et la maîtrise de la direction d'acteurs (Kirsty MacLennan, Paul Winfield, Burl Ives, James Parker et les autres) ne se relâche jamais. — J. S.



scénariste, se méfiait. Par jalousie... Très peu d'hommes, dans la vie, envie de faire l'amour avec une fille lorsqu'il y a un chien dans la pièce. C'est que Julie apprend que Hans est un monstre, elle dit qu'il faudrait le tuer, puis elle se met à le battre de combat pour le protéger. Julie représente des milliers de jeunes gens qui aiment leur chien et font tout ce qu'ils peuvent pour le guérir s'il est malade. C'est normal. Mais ce qui est anormal, c'est que le chien soit raciste. On touche un grand problème de la ségrégation et de la déségrégation, de la société américaine. Keys, l'ethnologue noir, nous donne une nouvelle éducation du chien en montrant ses doigts quand il lui tend un hamburger. Il se met à le regarder en relevant le menton pour lui montrer sa peau. C'est une méthode à la fois psychologique et scientifique. Il faut habituer le raciste à la différence, faire disparaître la haine. Le chien que nous voyons dans ce film est un chien d'attaque mais pas raciste. Nous l'avons loué. Nous ne voulons pas — sauf pour des raccords de plans d'ensemble — les chiens de Hollywood, comme pour le chien dans le « Fidèle Lancelotti ».

— N'y a-t-il pas une note de rapport amoureux entre le chien et Julie, la jeune fille ? Le seul homme blanc qu'il attaque est celui qui a voulu la violer.

— Oui. Julie a une confiance en Hans ; elle l'a nourri, elle lui a fait avaler des pilules de pénicilline. Quand il s'est enfui, elle est allée, plusieurs fois, à la fourrière, pour le reprendre, s'il avait été possible de le récupérer. C'est une relation profonde entre deux êtres. C'est l'histoire d'amour que je voulais faire voir à l'écran. Mais Julie ignorait que Hans était raciste. Quand il l'a défendue, il n'était pas considéré comme un méchant. Seul Roland, le

Quand il me regardait, j'avais l'impression qu'il comprenait. La difficulté venait du temps de manœuvre. Quand un chien d'attaque bouge, saute, il suit ses instincts, et tout le monde s'inquiète, car il faut deux ou trois secondes pour qu'il reprenne le signal et ne mordre. En attendant le hamburger. Paul Winfield a passé l'épaule à Hans, les barreaux de la cage. Il a continué la scène à se rendre compte, tant le réflexe de Hans avait été rapide, qu'il avait été blessé. Après, on a appelé un médecin. Toutes les personnes noires attaquées, toutes, dans le film, étaient des cascadeurs, portant des épaisseurs de caoutchouc sous leurs vêtements. Quand le chien sautait sur eux, on signalait l'entraîneur, il arrivait, mais de même, à déchirer une partie de caoutchouc avant le signal d'arrêt. Les scènes devaient être réglées en conséquence. Trois assistants de l'entraîneur, armés de pistolets avec seringue médicale, surveillaient Hans. Il fallait tourner vite et faire très attention. Hans ne pouvait pas répéter comme un acteur ordinaire, s'il obéissait aussi à des indications, ce dont je n'ai jamais eu à faire sûr ! J'étais dans le temps inquiet pour les acteurs et les cascadeurs. Je ne pouvais pas les laisser à des épreuves répétées. Je n'ai tourné qu'une prise des scènes d'attaque.

— La fin, très dramatique, peut paraître pessimiste : la « guérison » du racisme.

— Non. Une fin pessimiste, c'est de laisser tomber une expérience pour toujours. Il y a une situation de situation, une situation que c'est dangereux de jouer avec le cerveau. Mais l'ethnologue est allé à un autre lieu, jusqu'à ce qu'il arrive à la guérison complète. C'est l'optimisme. Le progrès de la société américaine dans l'antiracisme n'est encore qu'un centimètre, mais je suis sûr que tout va changer lorsqu'on arrivera à donner une éducation convenable aux enfants, dès leur naissance. J'aurais pu l'expliquer, mais je serais allé vers le documentaire social. Or, pour moi, les idées passent par le spectacle, les émotions.

— Comment le propriétaire du chien a-t-il réagi devant le film ?

— Quand l'entraîneur lui a rapporté Hans, il a changé les signaux. Il a changé la combinaison d'un coffre-fort. Il craignait que son chien ne lui fasse plus. Il a vu le film en rushes. Il a aimé. Maintenant, il veut, il doit jouer un film, que son soit un grand, à l'affiche, de la même manière qu'une vedette.

Délicate approche de la violence

— Ce n'était pas du tout facile de le diriger.

— Il était habillé, par son maître, à l'instar de la signalisation d'attaque et d'arrêt. J'avais, sur le tournage, un dresseur, Karl Miller. Il m'a dit : « Faites ce que vous voulez

avec le chien, il suivra vos indications. » Alors, devant le monde, j'ai expliqué à Hans qu'il était un acteur et lui ai indiqué les jeux de scène. Au bout de quelques jours, il travaillait avec attention.

Samuel Fuller pendant le tournage de « l'État des choses », de Wim Wenders, au Portugal. (Photo Sophie Ristelhuber/Rapho.)

Festivals de jazz

Indis Taylor, Vidal/Sylvestre, Stages, expositions, Renseignements : Ad.d.t.m. (Nantes) 42-00-07.

FESTIVAL MEDITERRANÉEN : Di-recteur Lucien (15 juillet, Narbonne) le 16 à Port-Camargue, Narbonne (17-18 à Port-Camargue-Coudalère), Christian Escoudé (19-20 à Port-Camargue-Coudalère), Randy Winfield (21-22 à Gruissan). Renseignements : (43) 86-82-14, 86-84-71.

PORL FINLANDE (15-18 juillet) : Lester Bowie, Ted Curson, Big Band Hot Club de Norvège, M.J.C., Mulligan, George Russell, Martial Big Band, Björkheim, N.H.O.P. Trio, etc. Renseignements : 939-12-24 ou 411-565.

BREST (15-24 juillet) : Ella Fitzgerald, Charles Lloyd, Patrucciani, Art Blakey, John Vaughan, Laveille, Tocanne, McLaughlin, scours Labèque, Griffin, Gillespie, etc. Renseignements : (44) 44-54-04.

VIENNE AUTRICHE (16-18 juillet) : Lester Bowie, McLaughlin, Dollar Brand, Hubbard, etc. Renseignements : 222/72-42-24.

SOUILLAC (16-18 juillet) : Ariston, Ray Scott, Swing Machine, Guy Lafitte, Frank Cobbe, Clark Terry, Frank Foster, etc. Expositions, stages. Renseignements : 37-81-56.

BAGNOLES-DE-L'ORNE (16-18 juillet) : Roger Waters, Big Band, Renaudin, Kenny Clarke, Guy Lafitte, Lou Lumen, etc. Renseignements : (1) 887-74-95 ou (33) 37-24-06.

LA HAYE, HOLLANDE (16-18 juillet) : Hamilton, Mulligan, Mel Lewis, M.J.C., Getz, Hampton, etc. Terry, Gillespie, Brubeck, Griffin, Paul Norvo, Farmer/Goldman, Blakey, Kühn, Pass, Kessel/Byrd/Ellis, Adams/Pullen, Hubbard/Henderson, David Murray, Abbey Lincoln, etc. O'Day, Lester Bowie, Elvin Jones, McCoy Tyner, Giffie, Cecil Taylor, etc. Renseignements : (70) 50-16-04.

ESPACE GAITE, PARIS (16 juillet-15 août) : Michel Devillers, Michel Roques, Roger Guérin, Debarat, Sonny Grey, Loiseau, etc. Renseignements : 327-95-94.

ANTIBES (17-24 juillet) : Lester Bowie, Nina Simone, Rosch, Braxton, Eric Watson, etc. Hubbard, Ray Charles, McLaughlin, Grappelli, Charles, Sun, etc. Petrucciani/Lloyd, McCoy Tyner/Elvin Jones. Renseignements : (93) 33-95-64.

LONDRES, CAPITAL RADIO JAZZ FESTIVAL (17-18, 24-25 juillet) : King, Jimmy Cliff, Farmer/Golson, Jay Norvo, Norvo/Farrow, etc. Renseignements : (93) 33-95-64.

PISE, ITALIE (21-25 juillet) : Perry Robinson, Rusconi/Rutherford, Abbey Lincoln, Max Roach, etc. Lacy, Braxton, Old and New Dreams, David Bailey, etc. Carter, Cecil Taylor, Maarten Altena, Shepp, etc. Renseignements : Arc/Crim 050/48456.

LA SEYNE-SUR-MER (22-31 juillet) : James, Canopée, Levallet, Scarsus, McPhee, Mehalli, Boni, Francioli, Lété, etc. Renseignements : (94) 44-15-15.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE (23-27 juillet) : Rusconi/Rutherford, etc. Philips/Catala, Marmande/Guérineau/Réda, etc.

son/Lindberg, Siracusa/Robert/Montera, Lester Bowie, Irene Schweizer/Joëlle Leandre, Shepp/Dollar Brand, The Lounge Lizards, Grondon, Merata/Boni, Chautemps/Drouot/Didonato/Humair, Swing String System, McPhee/Jaume, etc. Renseignements : (66) 81-14-73, 82-03-80.

SALANCHES (23-31 juillet) : Marion Williams, Laveille, Gourley, Philippe Catherine, Tubapack, Blakey, etc. Renseignements : (93) 33-95-64.

MOLDE, NORVÈGE (26-31 juillet) : etc. et New Dreams, Freeman & File, etc. Renseignements : (072) 53779.

GOUVY, BELGIQUE (7-8 août) : Renseignements : (048) 51-77-69.

CLOUSCLAT (7-8 août) : Caratini/Fosset, Compagnie Lubat, Module, Cossi Anetz, Renseignements : L'Ann Docq, 24270 Loriol.

ANVERS (13-15 août) : Wini Fanfare, Goudbeek, etc. Hove, Marc Chaffin, Maffait, Maggie Kussak, Irene Schweizer, Bennink, Bushi Niebergel, Globokar, Renseignements : King Kong, Keizersstraat, 38, Anvers 2000.

BILZEN, BELGIQUE (14-15 août) : Renseignements : V.Z.W. Markt 17, 4114-31, 4114-31.

ROCHE-JAGU, JAZZ BREIZH (19-22 août) : Kan Di Gor, Caratini/Fosset, etc. Motian, Dietz/Quartet, Tusques, Mossalini, Rave, Tania/Favre, etc. Renseignements : (048) 51-77-69.

CIGURI JAZZ FESTIVAL, ORTHEZ (25-28 août) : Quasar, Alen, Humair Quartet, Gourley, etc. Renseignements : (50) 58-04-25.

Petruciani, Cokalaers, Codona, etc. Cherry, Expositions, films. Renseignements : (69) 38-02-07, 89-94-51.

UZESTE (19-22 août) : Compagnie Lubat, Tonton Quartet, Philippe Pettit, Courtouan Big Band, Lacro/Avenel, Alibaux, Portat/Lubat, Didonato, etc. Me-fano, Louis Pignades, Evan Parker, Quatuor saxophones, Vander, Benedetto, Cullaz, Grailier, Alyce, Richard Borhinger, Yvon Daurin, Vanina Michel, Jean-Claude Vannier, Vassiliu, S.O.S. Tubapack, etc. Renseignements : (56) 25-38-10, 25-37-98, 25-38-01.

Revue des revues

« Tout sur les festivals », annonce chaque année à même époque la couverture de Jazz Magazine, illustrée par Cancell, le magazine de Jazz Magazine, les programmes, etc. complets que possible à l'occasion de l'année, sur les stages, etc. dans une longue rubrique spéciale, sur la manifestation particulière à chaque festival, sur les listes de musiciens, etc. on trouve dans ce numéro un luxe de détails et de renseignements.

Sous la photo de Frank Zappa, Jazz Magazine a mois de la deuxième partie d'une interview de Davis. Au New Morning, récemment, le soutien organisé pour remédier aux difficultés financières de la revue a réuni Siegfried Kessler, Didier Levallet et le Swing String System, Martial Solal, François Jeanneau, etc. Escoudé, Da-nau, Humair, etc.

F. M.

SELECTION

CINÉMA

Dressé pour tuer de Samuel Fuller

(Lire notre article page 19.)

ET AUSSI : le Secret de Veronika Voss, de Rainer Werner Fassbinder (boulvard du Crépuscule d'une nuit à la U.F.A.). Interdit aux moins de treize ans. De Jean-Louis Bertuccelli (un casse à l'amour). Z. de Costa-Gavras (heures de reprise d'un film qui inaugure une série de témoignages politiques). Passion, de Jean-Luc Godard (peinture, lumière, et métaphore).

THÉÂTRE

Festivals

CARPENTRAS (jusqu'au 17 août). — L'Ecole des femmes (30, 31 juillet). Le Livre des morts (6 août). L'Invitation au château (7, 9, 10 août). Rens. : Mairie de la ville, 0431 Carpentras (90). 63-46-35.

MARTIGUES (9 au 12 juillet). — Une soudaine richesse, d'après le film de Schlöndorff (les soudains riches des pauvres gens de Komback) par les Fédérés. Rens. : Mairie Marcelin-Simone, 03190 Hérisson (70). 06-84-66.

MARTIGUES (24 juillet-8 août). — Atelier Pierre Ascaride. La ville à renaitre, par la Carrière (24, 25). Théâtre d'été de la Martinique (25, 26, 30, 31). Compagnie de l'Oiseau-Mouche (28, 29). Troupes régionales. O.M.S.C., 19, quai Paul-Doumer, 0431 Martigues (42) 25-11 et 42-19-29.

SALON-DE-PROVENCE. — Nuits théâtrales de l'Empire (26 juillet au 1 août). Le roi s'amuse (26, 29, 30 juillet, 4, 6, 7 août). Les Voies sacrées (27, 31 juillet, 3, 5 août). La Vieillesse d'Armand de Tardieu (1^{er} août). Rens. : 1, rue de l'Horloge, 13000 Salon-de-Provence. (90) 53-90-00.

MUSIQUE

Mario Bertoncini au Festival de La Rochelle

On n'avait jamais entendu en France la musique de Mario Bertoncini, un compositeur italien (né en

1932) qui expérimente notamment la lutherie solenne. Pour trois semaines, le 9 au 11 juillet, le Festival de La Rochelle l'a invité à présenter les instruments qu'il fabrique lui-même, et qui sont aussi sculptures : cordes, spirales en cuivre, harpes à tige, vibrants, et qui sont aussi amplifiés par des micros contact. Mais il utilise également des instruments plus « ordinaires ».

Festival Hoffnung rue d'Assas

Dessinateur et humoriste musical, Gérard Hoffnung (1925-1959) avait imaginé des festivals toutouques dont le premier, au Festival Hall, à Londres, en 1956, fut... beaucoup de bruit. D'autres suivirent avec le même succès, et des disques perpétuent le souvenir de ces joyeuses soirées. Pour la première fois en France, un Festival Hoffnung aura lieu au grand amphithéâtre de la faculté de droit (rue d'Assas) lors du concours de l'Orchestre philharmonique de Lille. Séries d'œuvres (le 10 juillet, répété le 13 juillet à Hardelot).

ET AUSSI : S. Richter et le Quatuor Borodine (salle Gaveau le 7 juillet). Concert de l'Orchestre national de France dirigé par M. Rostropovitch au Théâtre des Champs-Élysées (9 juillet). Journée de musique française de 17 à 24 heures, à l'Opéra (10 juillet). Tembaoui, de F.B. Mache (les 11, 12, 13, 15, 16 et 17 juillet, à Avignon).

DANSE

L'Ensemble au Festival du Marais

Cette nouvelle troupe, placée sous la direction artistique de Van Hoecke, est exclusivement composée d'artistes de l'Ecole de Moudra International, fondée à Bruxelles par Maurice Béjart. Elle présente Monsieur, monsieur, voyage chorégraphique et poétique, inspiré du recueil de Jean Tardieu : le Fleuve caché. Centre culturel de communauté française de Belgique, rue Quincampoix, 11 h et 22 h 30, jusqu'au 10 juillet.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 11 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, mardi sur dimanche, à 16 h et 18 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

HOMMAGE A GEORGES BRAQUE. — Jusqu'au 27 septembre.

CLAUDE VIALAT. Galeries contemporaines et forum. — Jusqu'au 30 septembre.

YVES TANGUY. Retrospective 1925-1955. — Jusqu'au 27 septembre.

CHOIX DES ACQUISITIONS RECENTES. Parcours des collections permanentes. — Jusqu'au 11 octobre.

CONTRASTES. Acquisitions récentes d'art graphique. — Jusqu'au 6 septembre.

JEAN RENOU. — Jusqu'au 13 septembre.

UN VOYAGE EN ALPHABET. — Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

DAVID HOCKNEY, photographes. — Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE. Acquisitions récentes. — Jusqu'au 13 septembre.

NANTES ET LYON. Au fil des fleuves en France. — Carrousel des régions. Du 9 juillet au 12 septembre.

C.C.L.

PECHES MARITIMES : traditions et innovations. — Jusqu'au 19 septembre.

ENVIRONNEMENT QUOTIDIEN EN CHINE. — Jusqu'au 20 septembre.

REPERES. Images du futur. — Jusqu'au 8 septembre.

VACANCES EN FRANCE 1860-1982. — Jusqu'au 4 août.

IMAGES DE PINOCHETTO. — Salle d'actualité. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE PORTRAIT EN ITALIE au musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (255-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Entrée : 14 F. Jusqu'au 10 août.

AU PAYS DE LA TONSON D'OR. Art ancien de la région de la Touraine. — Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F ; samedi : 11 F. Jusqu'au 26 juillet.

DE L'ÉCRITURE. — Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (255-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Entrée : 14 F. Jusqu'au 10 août.

VERSAILLES, PALAIS D'IMAGES. Photographies 1852-1982. — Grand Palais, avenue de la République (255-12-73). Voir ci-dessus. Jusqu'au 9 août.

J.-H. LARTIGUE. Paysages. — Palais de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (255-12-73). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 10 septembre.

L'INVENTAIRE GENERAL EN PROVENCE. Grand Palais (255-12-73). Sauf sam. et dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 23 septembre.

LA PICHOT ET LAIGUILLE. Grand Palais (espace 404). — Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LE XVI^e SIECLE FLORENTIN au Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaillard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 11 F (gratuite le mercredi et le dimanche). Jusqu'au 6 septembre.

REVOIR DELACROIX. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaillard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 septembre.

DELICES DES ILES, du groupe Jolie. — Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, 12, avenue de la République (255-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 29 août. (Animations pour les groupes, sur rendez-vous au 723-61-27).

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Nouvelles acquisitions du musée d'Orsay : Vases de l'époque : Exposition de monnaies et sculptures à l'initiation des non-royaux ; Picasso, l'atelier du sculpteur ; Stanley et la terre sainte. — Musée d'Art et d'Essai, palais de Tokyo, 13, avenue de la République (723-16-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 30 F.

SURA DJI. Visages et racines du Zaïre. — Musée des arts, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PARIS POSTERS. — Musée de l'affiche, 11, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

LE DESSIN D'ANIMATION FRANÇAIS. — Musée de l'affiche, 11, rue de Paradis (246-13-09). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.

BACCHANALES ET CHIFFES. — Musée de l'affiche, 11, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 septembre.

LEONARD DE VINCI : LE CODEX HAMMER, manuscrit sur les eaux, la terre, l'homme. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 F. Jusqu'au 29 juillet.

MUSICIENNES DU MUSÉE. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

GRAVURES ET PHOTOGRAPHIES. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DURER. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (262-39-94). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 1 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

DANLO ROMERO. — Musée de l'affiche, 11, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 20 h. Jusqu'au 31 juillet.

AVANT LES TROIS COUPS. Sources méconnues de l'histoire du théâtre 1850-1950. — Bibliothèque historique, 24, rue Pavée (272-10-18). Sauf dim., de 9 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 juillet.

L'ALMANACH DU MANGEUR PARISIEN AU XIX^e SIECLE. — Musée de l'affiche, 11, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 20 h. Jusqu'au 31 juillet.

PARIS, CARREFOUR DES MONDES DE COMPOSTELLE. — Mairie annexe du 5^e, 21, place du Panthéon. Sauf le lundi, de 18 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 18 juillet.

LE LOUVRE ET SON QUARTIER : 800 ans d'histoire architecturale. — Mairie annexe du 1^{er} arrondissement, 4, place du Louvre. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Du 9 juillet au 23 septembre.

CHAILLOT-PASSY-AUTEUIL. Promenade historique dans le XVI^e arrondissement. — Trianon de Bagatelle (bois de Boulogne). Sauf lundi, de 11 h à 17 h 30. Du 10 juillet au 15 août.

SOHEIR YOUSSEF. Céramique. — Musée d'Art Moderne, 111, boulevard Saint-Michel. Sauf sam. et dim., de 16 h à 21 h. Jusqu'au 11 juillet.

L'ECOLE PUBLIQUE CENT ANS. — L.N.P.P., 29, rue d'Ulm. Sauf sam. et dim., de 9 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

Galerie

LE RELIEF MURAL EN FRANCE DE 1955 A NOS JOURS. — Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

POUR MON PLAISIR, XIX^e-XX^e siècles. — Galerie Schmitt, 396, rue de la Harpe. Jusqu'au 23 juillet.

CHAT PLUS QUE CHATS. — Galerie Jeanne d'Albion/Delpire, 13, rue de l'abbaye (326-51-10). Jusqu'au 30 juillet.

ARTISTES DE LA DOCUMENTA VII : Boettl, Cragg, Dieler, etc. — Galerie C. Cronel, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 31 juillet.

LES JOLIES VACANCES. — L'imaginaire, 11, rue Dante (325-18-66). Jusqu'au 18 septembre.

L'AUTRE FACE DE L'ART EN SARDAIGNE : Branda, Casella, Cossu, Pissani, Pissani, Roca. — Espace Ca et De, 81, rue Saint-Maur (700-19-34). Jusqu'au 24 juillet.

ANDRÉ CHABOT, un environnement. SUZANNE MAHLMEISTER. Installation. — Art contemporain J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (700-10-94). Jusqu'au 11 juillet.

PIERRE ET TIGRES. — Galerie C. Alvarado-Uribe, 11, rue de la Harpe (325-50-73). Jusqu'au 20 septembre (fermé au soir).

FRANCESCO BONES, 1923-1972. — Artcurial, 9, avenue Maignan (256-32-90). Jusqu'au 31 juillet.

BERNARD BOUTET DE MONVEL 1881-1949. — Centre Y. Planin, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 25 juillet.

BRASQUE ET LA MYTHOLOGIE. — Galerie L. Lefebvre, 47, rue de la Harpe (363-28-83). Jusqu'au 17 juillet.

ABEL CANTU. — Galerie C. Raulé, 6, rue Bonaparte (325-16-49). Jusqu'au 24 juillet.

FRANCESCO CLEMENTE. — Centre Y. Planin, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 25 juillet.

MAX ERNST, œuvre gravé et sculpté. — Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (348-84-28). Jusqu'au 17 juillet.

GERARD GASIOROWSKI, l'écrit et le sculpté. — Galerie A. Margit, 44, rue de la Harpe (222-12-59). Jusqu'au 17 juillet.

KISHIO SUGA. — Centre Y. Planin, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 25 juillet.

ETIENNE MARTIN, sculptures et dessins. — Artcurial, 9, avenue Maignan (256-32-90). Jusqu'au 31 juillet.

MATTA, pastels. — Centre Y. Planin, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 25 juillet.

STAZEWSKI. — Centre Y. Planin, 33, rue de Seine (633-82

FESTIVALS

PARIS

XIX^e FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

OPÉRA
Théâtre des Champs-Élysées (D), 20 h 30 : *File de Tull*

DANSE
Centre culturel de Paris, 20 h 30 : *Ensemble (der. le 10)*

THÉÂTRE
Com. de l'Hôtel d'Anjou, 21 h 30 : *Le Baviard imprudent (der. le 10)*

Essai (D) L. 20 h 15 : le Blanc cassé ; 22 h : Il s'appelle peut-être Dupont. - D.

20 h 30 : la Kathale selon Aboufaria ; 22 h 15 : De quelle faiblesse êtes-vous ?

CAFÉ-THÉÂTRE
Café de la Gare, le 7 à 21 h 15 :

SUR LES PAVÉS DU MARAIS
Pl. du Marché-St-Catherine, 21 h 30 : *Le 8 : Tony Stager, le 10 : la Salamandra, le 12 : Café-Vie, le 20 h 30, les 11 et 13 : Poésies surprises*

FESTIVAL
"MUSIQUE EN SORBONNE"
(251-69-11)

MERCREDI 7
Grand Amphithéâtre, 21 h 30 : *Chœur de chambre de la Sorbonne, dir. J. L. L.*

Paris-Sorbonne (Gastaldi) ; 21 h : M. Damerini (Vastigliani, Berio, Fellini...)

JEUDI 8
Grand Amphithéâtre, 19 h 30 : *Ensemble "Apollon" (Monteverdi)*

Com. de l'Hôtel d'Anjou, 21 h : Orchestre de l'université Paris-Sorbonne, dir. J. L. L.

(Gastaldi, Pergolesi, Salieri)

VENDREDI 9
Grand Amphithéâtre, 16 h 30 : *Ensemble national d'instruments anciens "Apollon" (Monteverdi) ; 21 h : Groupe "Rector Cantando" (Cascini, Frescobaldi, d'India, Monteverdi, Peri)*

SAMEDI 10
Grand Amphithéâtre, 21 h 30 : *Ensemble d'instruments anciens "Apollon" (Cima, Palestrina, Frescobaldi, Gabrieli, Seixas)*

Com. de l'Hôtel d'Anjou, 21 h : Chœur national d'instruments anciens "Apollon" (Monteverdi, Carissimi)

XV^e FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS
(225-22-55)

SAMEDI 10
Faculté de droit Assas, 20 h 30 : *Ensemble philharmonique de Lille, dir. M. Halasz, sol. M. Faw (Hoffnung)*

MUSIQUE À LA DÉFENSE
(979-00-15)

Fountain Agnès, les 9, 10, 12 h : *l'Oiseau (sol. ballet d'opéra)*

JULIET MINIMAL DE L'ESCALIER D'OR
(523-15-10)

MERCREDI 7
19 h : *Ensemble de musique baroque Le Sursum Corda ; 21 h : Ensemble polyphonique de France, dir. M. Bourdon (Monteverdi, Palestrina, Donato)*

JEUDI 8
19 h : *M. Th. Pfeiffer, le 8 : Scottie la Masson (Bardella, Fauré) ; 21 h : Duo Ondine (Mauris, Vivaldi, Haydn)*

VENDREDI 9
19 h : *I. Morane, R. Magnifique (danse et percussions) ; 21 h : A. Hervé Jazz Quartet*

SAMEDI 10
19 h : *Trio Henry (Schubert, Ravel) ; 21 h : Ensemble G. de Machaut, dir. J. Bellard (musique du Moyen Âge)*

LUNDI 12
19 h : *A. Marion, B. Sylvestre (Vinci, Nadermann, Mozart, Donizetti) ; 21 h : F. Boley*

MARDI 13
21 h : *Orchestre de chambre R. Thomas (Vivaldi, Nardini)*

PROVINCE

AQUITAINE
BORDEAUX : le printemps du jazz (54) 44-40-27 : Palais des Sports, les 15 et 16, 21 h : *Court Basile Band*

LANGUAGES : Programme Que Yo (33) 61-05-35 (53) 61-10-12 : *Grande école de Langue, le 7, à 21 h : Concert Jean Malgouyres, quintet à vent (troupe du XVIII^e au XX^e siècle)*

Auvergne
LANGEAC : Festival artistique "Loire (71) 00-24-98 : Maison du Jacquemart, le 10, à 20 h 30 : Soirée café-théâtre et magie

MONTLUCON : Musique en (70) 06-50-17 : *Eplanade ; Vieux-Château, le 12, à 21 h : Danse-musique*

BRETAGNE
LANESTER : *du-Bonhomme (97) 21-51-51 : Cinéma de bateaux du Pont-de-Bonhomme, les 9, 10 et 11, à 22 h : Dos Giovanni et son service Pulcinella*

PILOEAL-RUNAN : *le 10, à 21 h : Chœur de l'Aquitaine*

CORSE
BASTIA : *Troisième Festival (32-41-85) : Salle des Congrès, le 15, à 21 h : Franco Chidi, piano*

LANGUEDOC-ROUSSILLON
CARCASSONNE : Festival de la Cité (47-38-06) : *Cour du Midi, les 11, 12, 13, 14, 15, 16, à 21 h 30 : Les Possédés ; Église Saint-Nazaire, le 10, à 21 h 30 : Ensemble instrumental de Grenoble, chœur de Carcassonne (Vivaldi) ; Grand Théâtre, le 7, à 21 h 30 : Ballet national polonais*

MONTPELLIER : Festival international de danse (67) 66-27-07 : *Cour Jacques-Cœur, les 7, 8, à 22 h 30 : Ballet royal du Danemark ; les 10, à 22 h 30 : Groupe Emilio-Dubois ; les 12 et 13, à 22 h : R&S danseurs ; le 15, à 22 h : Ballet de l'Opéra de Baccarat ; le 16, à 22 h : Compagnie Karine Serrato ; les 13, à 20 h 30, le 14, à 22 h : Geneviève Soria*

CHAMPAGNE-ARDENNES
REIMS : *SAINT-ÉTIENNE : Festival d'été (46) 83-81-81 : Châteauneuf, le 10, à 21 h : Quatuor Salomon*

MIDI-PYRÉNÉES
ALBI : *le Festival (54-22-30) : Cour d'honneur du palais de La Berbie, les 9, 10, 12 à 21 h 45 : Duo Quichotte*

JEAN HARLOW contre Billy the Kid
The Beard, de Michael McClure
Atelier Robert Cordier
Théâtre du Rex
5, bd Poissonnière, 75002 Paris, M^o Bonne-Nouvelle
Tél. : 245-28-12
JUSQU'AU 31 JUILLET

GRAND REX : UGC NORMANDIE - UGC ERMITAGE VO - UGC OPÉRA - BRETAGNE
UGC DANTON - UGC MISTRAL - UGC GODELINS - MAGIC CONVENTION
UGC DE LYON - UGC MURAT

CYRANO Versailles - C21 St-Germain - MELES Montreuil - CARREFOUR Pantin
ARTEL Nogent - ARTEL Grévil - ARTEL M... La Vallée - PLANADES Sarcelles
LES PÉRAY Ste-Geneviève-des-Bois - UGC COMRAINS - DOMINO
VELIZY 2 - MAUX 1.2.3.4 - ARCEL Corbeil - 9 DEFENSE - 4 TEMPS

LE SOLDAT
(THE SOLDIER)

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

LE SOLDAT

UN FILM DE JAMES M. GLUCKENHAUS

NORD

FESTIVAL DE LA COTE D'OPALE
(21) 36-40-33

CALAIS : *le 10 à 21 h : Ibanes, J. Florencie*

CONDETTÉ : *Château d'Hardelot, le 11 à 21 h : A. Lagouge-G. Prouzet ; le 13 à 21 h : concert Hoffmann, Orchestre national de Lille ; le 15 à 21 h : Maurice Ravel, « M&S-Mélomane »*

LE PORTEL : *Cinéma Casino, le 15 à 21 h : Y. Dania, J. L. L.*

OUTREAU : *le 11 à 21 h : A. L. L.*

SANGATTE : *V.V.F., le 11 à 21 h : A. L. L.*

WIMEREUX : *Salle de la mairie, le 15 à 21 h : A. L. L.*

XX^e FESTIVAL DES SOUS-BOIS
(31) 86-27-45

BAVEUX : *Carthage, le 8 à 21 h : Louis Thiry, orgue (Mélomane)*

CAEN : *Salle de l'Écluse, le 7 à 21 h : A. L. L.*

BONNEFOL : *le 10 à 21 h : C. L. L.*

MONTREUX : *Château d'Or, le 10 à 21 h : Hugues et Martine G. L. L.*

PAYS DE LA LOIRE
SARRE-SUR-SARTHE : *Festival de la Loire (43) 95-04-17 : Centre culturel, le 9 à 21 h : Ballet polonais de Parys*

POTIEN-CAUVIN

LA ROCHELLE : *Festival de La Rochelle (40) 41-93-35 : Rencontres internationales d'art contemporain ; Maison de la culture, le 7 à 20 h 30 : Vain et l'écriture enfantine ; les 8, 9 et 10 à 20 h 30 : Mario Bertolacci ; le 7 à 18 h : Noël Claude ; le 8 à 18 h : Lila Crocena-Mark Tompkins*

SAINTES : *le 7 à 18 h : Nigel Rogers, Christopher Hogwood (Haydn, J.F. Bach, J.L. Rousseau) ; le 8 à 18 h : Collège vocal de Gand (Bach) ; le 11 à 18 h : Guy Rabel et un ensemble de solistes (M. Ohana, G. Agoridis, H. Pousset et G. Rabel) ; le 12 à 18 h : Récital de Stanley Hoogland, pianoforte (C.F. Bach, Haydn, Dussak, Mozart) ; le 13 à 18 h : Anna Bijlman*

Eglise abbaye. - Le 7 à 21 h : D. Vermeulen, Christopher Cots, P. Cohen (Berthelin) ; le 8 à 21 h : Quatuor de Lucy Van Duyl (Mozart, Haydn) ; le 9 à 21 h : Amos Bijlman, violoncelle, et Stanley Hoogland, pianoforte ; le 10 à 21 h : Orchestre de la Chapelle, dir. Philippe Hervé, avec A. Bijlman et K. Ebbinge ; le 12 à 21 h : Barbara Schlick, René Jacobs, Klaus Linder ; le 13 à 18 h : A. L. L.

SAINTES-MARIES-DE-LA-MER : *Eglise, le 10 : Andros et Ch. Marmon (guitare flamenco) ; Valérie Duchéne (guitare) ; (Villa-Lobos, Sor, Giuliani)*

CAP D'AGDE : *Salle de la Clape, le 11 : Katia et Marielle Labèque, piano (hommage à Gershwin)*

SAINT-CYPRIEN : *Eglise de la place, le 12 : Katia et Marielle Labèque (hommage à Gershwin)*

LA GRANDE-MOTTE : *Théâtre de la Verdure, le 13 : Baden Powell (guitare), musique brésilienne*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h, 24 h : Journée de musique continue, de Daniel Lestur ; Cloître Basilique, le 12 à 21 h 30 : Motets et Madrigaux Ensemble vocal et instrumental*

SAINT-MAXIMIN : *Soirées de musique française (94) 78-01-93 : Basilique cloître chapelle, le 10, à 17 h,*

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OBC

BANQUE ODIER BUNGNER COURVOISIER
(total bilan : 1,5 milliard - 240 personnes)
quartier ÉTOILE

Nous mettons en place une nouvelle génération d'applications
informatiques : bureautiques bancaires, et proposons à des

COLLABORATEURS HF

de rejoindre notre Service Organisation et Informatique.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront une
expérience (comptabilité, fiscalité, gestion) complétée par
une formation informatique.

Ils seront en création d'équipe et auront un fort potentiel. Ils offrent de larges
possibilités d'évolution. Esprit d'équipe indispensable.

Envoyer C.V. et lettre de motivation sous 300 M. J. PARQUEY
O.B.C. BP 195 75115 PARIS CEDEX 16

Financer les investissements
des entreprises

Telle est la mission de notre société, premier
organisme de crédit à l'investissement auprès des entrepreneurs
d'ouvrage de BTP et Transports.

Nous recrutons pour nos délégations de
GRENOBLE - LILLE - LYON - MARSEILLE - PARIS - STRASBOURG des

Cadres Financiers

Leur rôle : analyser les besoins des entreprises, promouvoir les crédits
(crédit-bail, crédit-vente, etc.), gérer les dossiers de financements.
De formation supérieure (Sciences Po, ESC, etc.) et équivalent, ils justifient
de 2 à 5 ans d'expérience, une solide expérience financière et dans les BTP et
Transports.

D'autres postes sont disponibles dans nos mêmes unités pour des
débutants.

Il est impératif pour le poste de Strasbourg de connaître l'alsacien.

Merci d'adresser votre candidature motivée au préalable à l'attention de M. J. PARQUEY
4193 DESSEIN - 69, rue de la République - 67000 STRASBOURG.

Les entretiens auront lieu localement à votre siège.

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

recherche pour le développement du
réseau national de l'Union Nationale du Crédit Agricole

Ingénieurs Réseaux

pour faire connaître toutes les possibilités techniques du réseau aux différents
partenaires, analyser les besoins spécifiques de chacun et coordonner les
opérations de mise en place. Ces postes conviendront à des ingénieurs possédant
des connaissances en logiciels télé-informatiques (systèmes
frontaux) ainsi que la pratique de la mise en place de systèmes informatiques. Réf. D13

Ingénieurs Informaticiens

pour concevoir et organiser le contrôle qualité du réseau. Les postes
conviendront à des ingénieurs possédant une expérience de 3/5 ans des mini-
ordinateurs et de la mise en place de systèmes informatiques. La
pratique des télécommunications serait très appréciée. Réf. D14

Adresser C.V., photo, salaire et prêt. en précisant la réf. du poste à CNCA
Recrutement Carrières - 75711 Paris 13ème

Filiale d'un groupe multinational fournissant les produits de grande consommation
et des biens d'équipement, réalisant un chiffre d'affaires de 1,5 milliard
F.F., recherche :

1 Chef du service comptabilité-trésorerie

Intégré dans le département comptable, en liaison avec le trésorier de la société,
il devra assumer les fonctions suivantes :

- Gestion de la trésorerie journalière en date d'opération et date de valeur.
- Contacts avec les différents services de la société.
- Passation des écritures comptables journalières et justification des écritures des comptes financiers.

Une formation nécessite de bonnes connaissances des techniques comptables et
comptables, l'utilisation de logiciels informatiques.

Responsable d'un service de 3 personnes, ce collaborateur devra faire preuve :

- d'un esprit de méthode, d'organisation et de synthèse,
- des capacités à gérer des mouvements de fonds nombreux et importants.

Il devra pouvoir justifier d'une première expérience similaire dans une
société.

Envoyer C.V., photo récente et prétentions sous réf. 5012/JT à : A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
PARIS

UN RESPONSABLE « EXPORT » BIENS DE CONSOMMATION

- Pratique du Commerce international.
- Formation : Sup. Co. ou équivalent.
- Anglais, allemand indispensables.

Il devra diriger et animer une équipe de six personnes, élaborer des objectifs
commerciaux, négocier avec de nombreux partenaires français et étrangers.

Ecrire avec C.V. et indiquer prétentions à
FINECO - GESTION
168, rue du Temple, 75003 PARIS.

Le dossier sera traité confidentiellement.

Ensemble d'enseignement
supérieur privé

CHARGÉS
DE COURS

Dans le cadre de son développement, l'ensemble d'enseignement supérieur privé recherche pour les années 1982-1983 des chargés de cours dans les domaines suivants :

- Organisation
- Gestion
- Économie
- Techniques
- Informatique
- Langues

PROFESSEURS
RESPONSABLES
PÉDAGOGIQUES

Pour :
• Faculté, droit, compt. ;
• Économie, marketing, organisation des entreprises.

Envoyer C.V. et lettre de motivation sous 300 M. J. PARQUEY
O.B.C. BP 195 75115 PARIS CEDEX 16

MAIRIE DE VILLEPRITE

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

diplômée du C.A.P.S.
option jeunesse.

Envoyer candidature et C.V. à
M. le Maire, 93240 Villeprits.

Service de Médecine du Travail
Interentreprises

NANTERRE

recherche
INFIRMIÈRE D.E.

Pour remplacement
Tél. 01.30.71.725-48.

LA COMMUNICATION EN MATIÈRE D'EMPLOI

chef de publicité pour
grand quotidien national

La Régie des Annonces "Emploi-carrières" d'un grand quotidien national recherche une jeune
femme CHEF DE PUBLICITÉ.

Dans ce domaine, le rôle d'un chef de publicité est de tenir informée en permanence une clientèle
d'entreprises, de Conseils en Recrutement, d'Agences de Publicité spécialisées dans les offres
d'emploi.

Hors la mission d'information, il assure la promotion-vente de la rubrique et pour cela participe
aux études faites par le quotidien lui-même ainsi qu'aux études Presse en général.

Le poste tel qu'il est défini conviendrait à une jeune femme, âgée de 26 ans minimum, possédant
une FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, susceptible de s'intéresser à l'évolution des
méthodes de communication en matière d'emploi et d'exercer une activité
sur le terrain (avec d'éventuels courts déplacements dans toute la France). Elle posséderait une
première expérience l'ayant sensibilisée aux procédures de travail des professionnels ayant
recours aux annonces d'emploi ou aura travaillé dans le secteur Emploi.

Le poste, lié à la compétence doit déboucher sur un poste d'ASSISTANTE au DIRECTEUR
COMMERCIAL ; cette évolution ne diminuera pas l'importance de la partie "terrain" de la fonction.

Le salaire est à la hauteur des exigences demandées et lié partiellement à la connaissance du
marché.

Les dossiers de candidature - sous réf. 2471 N à préciser sur l'enveloppe - seront traités
confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

UN GROUPE DE SOCIÉTÉS DE PRESTATIONS
DE SERVICES SOLIDE ET DEVANT ENCORE PROGRESSER
AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES, NOTAMMENT
DANS LE CADRE DE DIVERSIFICATIONS EN COURS,

CHEF DES
SERVICES COMPTABLES
(COMPTABILITÉ GÉNÉRALE, ANALYTIQUE,
TRÉSORERIE, CONSOLIDATION)

Ce poste convient à un titulaire de plus de 30 ans, avec
ou expertise, disposant d'une riche expérience d'un poste
similaire en entreprise.

De formation supérieure de l'informatique et une bonne pratique
du contrôle budgétaire sont indispensables.

Le poste est situé à PARIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + date de
disponibilité + rémunération actuelle à : No 1037,
CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

AIR INTER
LIGNES AÉRIENNES INTÉRIEURESUN INGÉNIEUR
DE SÉCURITÉ

- Formation Supérieure du Travail : C.N.A.M.,
DUT... complétée par une solide expérience
professionnelle du milieu industriel.
- Connaissances des opérations sol et aéronautique
très approfondies.

Lieu de travail : ORLY

Adresser C.V., photo, prétentions au département
Effectif Recrutement Orientation
1 avenue du Maréchal De Gaulle
91550 PARAY VILLE D'ORLY

médecin (phase IV)

CONSEIL DE LA DIRECTION MARKETING

La division WANDER PHARMA DES LABORATOIRES SANDOZ à
Rueil, dont les principaux produits appartiennent aux domaines thérapeutiques
suivants : pneumologie, cardio-vasculaire, neurologie, cherche un
médecin.

Intégré à la Direction du Marketing, il a pour principale mission de réaliser
des cliniques phase 4.

Il est par ailleurs, pour ses produits, conseil médical et Marketing, participe
à la formation des visiteurs médicaux, répond au courrier.

Vous êtes médecin, homme ou femme, 30 ans minimum. Vous avez déjà
l'expérience de cette fonction depuis 2 ou 3 ans dans l'industrie pharmaceutique
ou une pratique de la clientèle en cabinet ou une expérience hospitalière.

Homme de rigueur et de communication, vous souhaitez une carrière
dans l'industrie pharmaceutique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à notre conseil, sous la
référence 255 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 paris

membre de syntec

philelec

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

Clorin

professionnels
de la vente

avant de présenter une expérience réussie dans
le domaine de la vente de services auprès des
agents immobiliers.

Il assurera la proposition et le développement
de la vente de notre répertoire de charges de crédit
immobilières.

Une formation est prévue, mais il sera surtout
catalyseur d'une activité opérationnelle.

La rémunération est composée d'un
fixe + prime + fixe, devant intéresser des candidats
de valeur. Statut V.P.P. Poste à pourvoir fin
septembre prochain.

Envoyer C.V. au siège :
PHILELEC s.a. 98, rue de Lyon
Département Comptable Immobilier
13015 MARSEILLE

Importante société sud Paris
recherche pour ses
PROJETS ET DEVS

INGÉNIEURS
D'AFFAIRES

Ingénieurs en communications
automatiques de maintenance,
charges liées au contrôle et
à l'entretien inter-machines.
Connaissances en calcul de
prix indispensables.

Adresser C.V., détail et
prétentions à : SETAB 101, 11971,
av. du Père-Henri,
91170 VERTY-CHATELAIN.

Service Central des Comptes
45, boulevard Bonaparte
75017 PARIS.

Administration
de Cléry,

RÉDACTEUR

contrôle et régulation
des machines, Niveau méd.
en droit ou équivalent.
Connaissances en droit
appréciables.

Adresser C.V. et lettre de motivation
à : SETAB 101, 11971,
av. du Père-Henri,
91170 VERTY-CHATELAIN.

Service Central des Comptes
45, boulevard Bonaparte
75017 PARIS.

Administration
de Cléry,

RÉDACTEUR

contrôle et régulation
des machines, Niveau méd.
en droit ou équivalent.
Connaissances en droit
appréciables.

Adresser C.V. et lettre de motivation
à : SETAB 101, 11971,
av. du Père-Henri,
91170 VERTY-CHATELAIN.

Service Central des Comptes
45, boulevard Bonaparte
75017 PARIS.

Administration
de Cléry,

RÉDACTEUR

contrôle et régulation
des machines, Niveau méd.
en droit ou équivalent.
Connaissances en droit
appréciables.

Adresser C.V. et lettre de motivation
à : SETAB 101, 11971,
av. du Père-Henri,
91170 VERTY-CHATELAIN.

Première chaîne
de télévision française
recherche son

CORRESPONDANT
INFORMATIQUE

RÉSEAU TÉLÉMATIQUE
50 TERMINAUX
TRANSMISSION COMMANDES
INFORMATIQUE DE GESTION

Postes autonomes
Salaire : 100.000 F.

Relation directe avec le directeur
de la chaîne, en collaboration
permanente avec les services
sous-traitants, assure l'exploitation,
fait évoluer les chaînes
et propose les développements.
Expérience 5 ans société services
informatiques.

POSTE STABLE A
MONTREUIL-93-9015 (93100).

Envoyer C.V. avec photo à :
LIBRAIRIE DE L'ÉTOILE,
8, place Bellecour, 69002 Lyon.

Société électronique région
Paris - La Défense, recherche

INGÉNIEUR
ÉLECTRONIC

expérience contrôle et/ou
méthodes, poste évolutif.

Envoyer C.V. avec photo à :
ECOP, 100, avenue Lénine,
92000 NANTERRE
(chargé de la sélection).

ENTREPRISE DE NETTOYAGE
à Paris recherche un

CADRE DIRIGEANT

devenir ASSOCIÉ. Expér. indus-
trielle, réputation importante.

Envoyer C.V. et lettre de motivation
à : MAZET, 188-75062,
Cité de la Défense, 92
qui transmettra.

Raymond Poulin Consultants
S'agrandit...
à compter du 1^{er} Juillet,
nouveaux bureaux,
74, rue de la Fédération,
75015-Paris - Tel : 734.16.16

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
spécialisé dans les équipements électroniques
et électromécaniques
recherche pour
son Département Informatique de
Paris (50 personnes), ordinateurs IBM 14-41

JEUNE
DIPLOME(E)

d'Ingénieur d'Informatique ou MIAGE.

MISSION : Chef de Projets.
Responsable des applications financières et
comptables de la Société.

Adresser C.V., photo et prétentions à
No 41261 CONTEXTE Publ. 20, avenue
Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Représentations

ENTREPRISE EUROPÉENNE D'OUTILS
POUR L'ÉLECTRONIQUE

recherche

REPRÉSENTANT

marque déjà introduite dans le marché avec un rapide
rythme d'expansion, de qui garantit d'intéressants revenus.

Adresser : M. + R.

Les personnes intéressées peuvent diriger leurs offres à :
SOCIÉTÉ MOESA, B.P. 21, 92600 ASNIÈRES.

SCAP FRANCE

PARIS-REGION PARISIENNE

AGENTS COMMERCIAUX
OU

V.R.P. CONFIRMES

Dans fourniture de bureaux,
Tél. pour R.V. au 547-50-34.

à domicile

J.F. 26 ans, excellente dactylo.
Très bonne réf., cherche ou-
vrage scientifique ou littéraire à
taper. Réfection impeccable
et rapide. Téléphoner le matin :
787-64-63.

travaux

à domicile.

à domicile.

à domicile.

à domicile.

à domicile.

à domicile.

à domicile.

TRANSPORTS

A PROPOS DE...
Des propositions pour la défense des voies navigables

SUPPLIQUE POUR LA VOIE D'EAU

Au terme de l'assemblée générale de l'Association pour le développement et la connaissance de la voie d'eau, le 5 juillet à Conflans-Sainte-Honorine, M. Michel Rocard a cédé la présidence de cet organisme à M. Jacques Mellick, député (PS) du Pas-de-Calais, maire de Béthune « afin que l'association, a précisé le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, puisse disposer d'une liberté de manœuvre totale dans ses contacts avec les pouvoirs publics ».

En avril 1981, l'association présente l'originalité de compter parmi ses membres aussi bien des organismes publics, des villes, des entreprises, des représentants de la plaisance, des syndicats, des conseils régionaux, des ports autonomes et une agence de l'eau. Elle prétend donc jouer un rôle fédérateur des multiples (et divergents) intérêts qui concourent à la promotion des voies d'eau et du transport fluvial. L'association ne se veut pas plus qu'elle souhaite être un moyen de pression sur le gouvernement pour que la voie d'eau ne soit plus la « Cendrillon » du budget de l'Etat. On constate en effet que, depuis cinq ans au moins, les crédits publics consacrés aux canaux diminuent régulièrement et sont insuffisants.

L'association a adopté, à l'unanimité, une plate-forme commune qui sera présentée aux pouvoirs publics et qui devrait servir de base - parmi d'autres études - aux travaux de la « commission Grégoire », installée il y a quelques jours par M. Charles Fiterman, qui a préparé le schéma directeur des voies navigables.

Cette plate-forme insiste sur les avantages de la voie d'eau par rapport au fer ou à la route (économie d'énergie) et fait sept propositions :
- l'entretien (voire la restauration) du réseau constitue une impérieuse nécessité ;
- l'aménagement des voies de grande gabarit doit être poursuivi (liaisons entre grands bassins fluviaux et interconnexion avec les réseaux des pays voisins) ;
- le transport fluvial doit être pris en compte plus que par le passé ;

- tout projet d'aménagement doit être systématiquement articulé avec les autres projets de la voie d'eau (irrigation, énergie hydro-électrique) ;
- effort pour moderniser les bateaux ;
- le transport, quel qu'en soit le mode, doit être évalué à son coût économique et social réel (allusion aux privilèges budgétaires, notamment, dont jouissent la S.N.C.F. et les transporteurs fluviaux) ;
- création d'un Centre culturel de l'eau.

Le futur schéma directeur des voies navigables, une peine de rester un vœu pieux (et combien de vœux pieux ont été prononcés dans ce domaine depuis les décennies, notamment pour Rhin-Rhône ?), s'intégrera à la reprise des plans quinquennaux, une loi-programme et les lois de finances successives.

Dans l'immédiat, l'association estime que, dès l'an prochain (et chaque année), il faudrait dégager 150 millions de francs pour l'entretien des canaux, ce qui est prioritaire, et un milliard de francs pour les investissements, notamment sur les voies à grand gabarit.

1,15 milliard ! Cette enveloppe représenterait une multiplication par trois du budget actuel... Les membres de l'association eux-mêmes ne sont pas assez naïfs pour croire à ce miracle. Ils se contentent de dire que, si le budget de 1982 était reconduit, en l'état, l'an prochain, il y aurait déjà vraiment quelque chose de changé - ce bien - dans les cercles gouvernementaux.

F. GROSCHARD.

P.T.T. UNE DÉCISION DE LA COMMISSION INFORMATIQUE ET LIBERTÉS Feu vert pour les factures téléphoniques détaillées

Les abonnés du téléphone recevront bientôt, à leur demande, des factures téléphoniques détaillées leur permettant de vérifier que celles-ci correspondent bien aux communications qu'ils ont effectivement données.

Cette disposition, demandée par les P.T.T. et leurs usagers, va devenir effective après l'avis favorable qui vient d'être donné par la commission Informatique et Libertés, dont la mission était de vérifier si l'opération ne portait pas atteinte à la vie privée.

Les nouvelles factures comporteront la liste de toutes les communications données par l'abonné avec le jour, l'heure et le numéro de la circulaire de destination. En revanche, les quatre derniers chiffres, qui sont ceux du numéro de l'abonné, ne paraîtront pas sur la facture. Il s'agit, explique M. Pierre Bracque, membre de la commission Informatique et Libertés, de pouvoir reconstituer, à partir des factures, le « profil téléphonique » d'un abonné et de le comparer avec les données fournies par les correspondants. Cette mesure a été prise pour éviter les risques de

violation d'une famille, le cas échéant, les correspondants de la liste de ses membres.

Si, cependant, l'abonné, malgré cette note détaillée, conteste toujours la facture des P.T.T., il pourra consulter les numéros exacts des communications qui lui sont imputées en se rendant à son agence commerciale où il pourra visionner la bande magnétique qui conserve, pendant six mois, le détail complet de ses communications. Passé ce délai, les bandes seront obligatoirement détruites.

L'objectif du service est de satisfaire à la fin de 1983 les dix mille abonnés qui ont déjà demandé la facture et qui ont reçu un central électronique. Le service exact de la fourniture de ce nouveau service n'a pas encore été défini, mais il sera en service à 30 F pour deux mois.

Faits et projets

CENTRALE DE GRAVELINES : REJETS GAZEUX INTERDITS
Après les grèves qui ont paralysé la centrale de Gravelines (Nord), l'usine électrique est à nouveau menacée. A la requête du comité anti-pollution de Dunkerque, le tribunal administratif de Lille vient d'annuler l'autorisation de rejets gazeux délivrée à l'entreprise par les ministères de l'Industrie, de l'Environnement et de la Santé, en mai 1979. Les juges ont estimé que l'étude d'impact présentée par E.D.F. à l'occasion de la construction de la centrale était « insuffisante » et ne permettait pas de juger des effets à long terme des rejets radioactifs sur l'environnement et la santé de la région.

Théoriquement, la centrale devrait être interrompue ses émissions gazeuses, ce qui la condamnerait à stopper progressivement ses réac-

teurs. C'est la première fois qu'un tribunal annule l'autorisation de rejets gazeux délivrée à une centrale nucléaire.

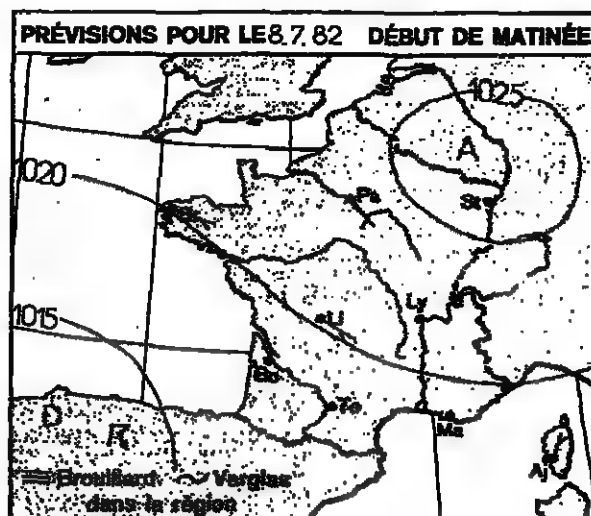
PAYS DE LA LOIRE : OUI A LA CENTRALE DU CARNET

Par 71 voix (opposition des communistes) et 11 abstentions (socialistes) les conseillers régionaux des Pays de la Loire ont exprimé leur préférence pour le site du Carnet (Loire-Atlantique) comme lieu d'installation d'une centrale nucléaire.

Le groupe socialiste a exprimé son opposition par le fait que « provisoirement, la Basse-Loire a besoin d'emplois et d'énergie » et qu'il conviendrait avant toute décision d'élaborer un plan régional articulé sur un plan national. Selon les socialistes, la centrale utiliserait au mieux, en 1989, 500 emplois locaux et les emplois induits seraient « inexistant ».

INFORMATIONS SERVICES

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 juillet à 0 heures et le jeudi 8 juillet à 24 heures :

Des masses d'air chaud et sec circulent sur la France tandis que le minimum centré à l'ouest de l'Espagne se déplacera lentement vers le nord-est et apportera une évolution orageuse près des côtes atlantiques.

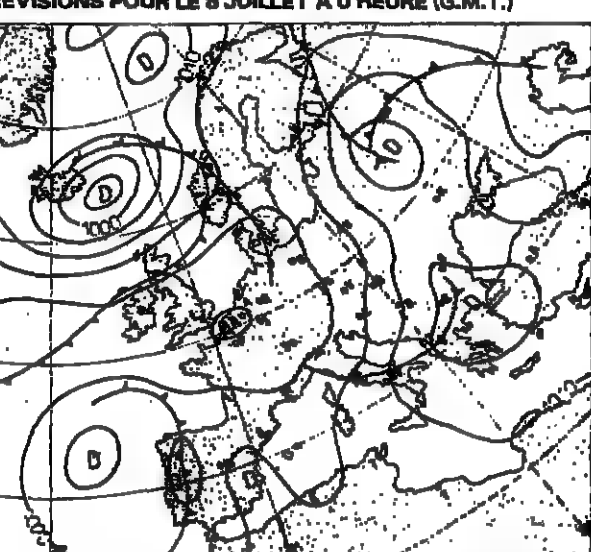
Jed, on observera le matin des nuages bas sur les régions du nord-est, mais ils se dissipent rapidement, et un beau temps ensoleillé et chaud prédominera sur la France. Cependant, des

élevés seront observés sur la façade atlantique, et quelques orages isolés éclateront de la Vendée à l'Aquitaine et aux Pyrénées occidentales. Les vents seront faibles, et les températures, toujours très élevées, pour la saison, seront voisines du matin de 16° à 24° à l'ouest, et de 14° à 16° à l'est.

La pression atmosphérique (niveau au niveau de la mer) sera à Paris, le 7 juillet à 8 heures, de 1 015,2 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 juillet) : Ajaccio, 30 degrés ; Biarritz, 24 et 17 ; Bordeaux, 36 et 18 ; Bourges, 31 et 16 ; Brest, 22 et 15 ; Caen, 25 et 13 ; Cherbourg, 21 et 14 ; Clermont-Ferrand, 39 et 15 ; Dijon, 30 et 16 ; Grenoble, 34 et 17 ; Lille, 20 et 15 ; Lyon, 31 et 16 ;

PRÉVISIONS POUR LE 8 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



Marseille-Marianne, 34 et 22 ; Nancy, 25 et 13 ; Nantes, 30 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 22 ; Paris-La Bourget, 26 et 13 ; Pau, 33 et 18 ; Perpignan, 35 et 23 ; Rennes, 29 et 14 ; Strasbourg, 26 et 15 ; Toulon, 30 et 13 ; Toulouse, 39 et 22 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 19 degrés ; Amsterdam, 19 et 7 ; Athènes, 31 et 20 ; Bâle, 20 et 12 ; Bonn, 21 et 16 ; Bruxelles, 21 et 14 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LA MAISON

Bricolage d'été

Les vacances sont le moment privilégié pour mener à bien des travaux d'aménagement. Et, partant, pour acquérir, ou compléter, l'outillage nécessaire.

Pour des travaux de bricolage importants, les nouvelles perceuses ont une puissance de 1500 W, grâce à l'électronique. La modèle D 310 E, de Black et Decker, associée à trois vitesses mécaniques ou électroniques, donne une « pique » de 500 F environ. Sur la perceuse PC 988 E, de Peugeot, un module réduit la sélection des vitesses à la rotation de la vis. Le perceuse à percage, celle-ci s'effiche en lumineux sur le dessus de l'appareil (prix moyen 875 F environ).

Une gamme d'outillage électrique sans fil, produite par la firme japonaise Makita, permet de travailler au jardin, sur un bateau ou une caravane. Chacun des outils - perceuse-visseuse, visseuse seule, scie circulaire, ponceuse, meuleuse - est vendu avec une batterie et un chargeur (temps de recharge limités à une heure). La capacité de travail sans recharge, de la perceuse-visseuse est de trois cent cinquante trous de 5 millimètres dans du bois mi-dur ; la scie circulaire effectue une découpe de 20 mètres de long en continu dans un bois mi-dur de 9 millimètres d'épaisseur. Selon les outils, les prix vont de 690 à 890 F environ, avec batterie et chargeur.

Pour des travaux de soudage, le nouveau chalumeau « Chelugaz » de Camping-Gaz International a un brûleur à flamme enveloppante, réglable par volant ; une bague de réglage d'air permet le soudage à 1400 °C ou le braseage à 1850 °C. Ce chalumeau fonctionne au butane ou au propane, 150 F environ. L'Air liquide présente un nouveau petit poste de soudage automatique, vendu à moins de 2845 F. Ce poste consomme du butane dans l'oxygène sous pression, ce qui permet des travaux de plomberie et de réparation sur tous les métaux. Les performances sont égales à celles de l'« Oxy-pack 2845 », sorti précédemment par l'Air liquide, mais avec un peu moins d'autonomie.

Les travaux du bois sont facilités par les machines à bois « Flo », Peugeot présente une nouvelle toupe, pour éliminer les moulures, des

trous et des fautes de coupe, des pièces droites ou courbées. Cette toupe à moteur intégré a un ptiement repliable (prix moyen 2 000 F environ). La machine à bois « K 5 », de Kity, groupe sur une table pliante ; une scie sauteuse, une morseuse et une toupe. Un seul moteur actionne tous les éléments de ce petit atelier de menuiserie, le passage d'une machine à l'autre se fait par un déplacement de la courroie d'une poulie à l'autre (15 500 F environ).

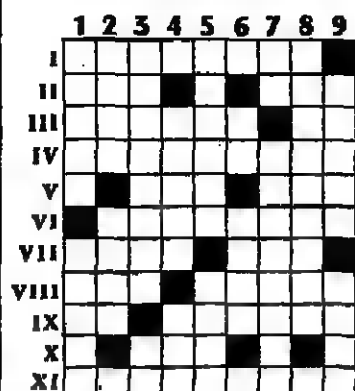
Dans le domaine des accessoires, deux produits peuvent intéresser les bricoleurs. Le premier est un détecteur, la fois de métaux et de courants électriques ; il permet de savoir, sans percer, un trou dans un mur ou l'emplacement d'un câble d'eau, d'un câble électrique (« détecteur 1 »), d'une conduite électronique, 150 F environ). Le second appareil est un découpeur thermique (Black et Decker, 300 F environ) ; ressemble à un sèche-cheveux, il souffle un air à 580 °C qui permet de découper par ramolissement des surfaces revêtues de peinture à l'huile. Cet air chaud ramollit également le mastic des peintures.

JANY AUJAME

Pour obtenir les points de vente des appareils cités, on peut s'adresser aux fabricants :
- Black et Decker, Le Palsy, 69570 Darbilly. Tél. : (7) 835-70-70.
- Peugeot, 66, avenue François-Arago, 92003 Nanterre. Tél. : 788-72-17.
- Makita-France, 2, allée des Performances, Z.I. des Richardets, 93162 Noisy-le-Grand. Tél. : 304-96-10.
- Camping-Gaz International, 16, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 343-04-09.
- L'Air liquide, 75, quai d'Orsay, 75321 Paris Cedex 07. Tél. : 555-44-30.
- Kity, R.P. 39, 67240 Bischwiller. Tél. : (88) 62-06-66.
- Bother électronique, Nidettes Tresserre, 66300 Thuir. Tél. : (68) 83-13-62.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3227



HORIZONTALEMENT

I. Femme étonnée. - II. Amateur de vin en émettant un autre dont personne n'est amateur. Où le prix de l'été s'élève. - III. Infinitif évoquant le présent d'un futur passé. Personnel. - IV. Étoile de la grande parodie à l'œil, nue. - V. Telle une œuvre consommée. Peigne. - VI. Ce n'est pas une bécotie qu'il échange des larmes. - VII. Sa main. - VIII. Artère frappée d'oblitération. Quand on a subi leur que, il faut songer à sauver sa peau. - IX. Couleur dominante de l'automne. Un pain à l'ail. - X. C'est celui qui se livre à l'été. - XI. Séparent l'entrée de la pièce principale.

VERTICALEMENT

I. Trouble parfois les hommes quand ils se tournent. Meuble pour grande famille. - II. Épouse. - III. Épa. - IV. Épa. - V. Épa. - VI. Épa. - VII. Épa. - VIII. Épa. - IX. Épa. - X. Épa. - XI. Épa.

Solution du problème n° 3226

Horizontalement

I. Pileurs. - II. Épousseté. - III. Épa. - IV. Épa. - V. Épa. - VI. Épa. - VII. Épa. - VIII. Épa. - IX. Épa. - X. Épa. - XI. Épa.

Verticalement

I. Pileurs. - II. Épousseté. - III. Épa. - IV. Épa. - V. Épa. - VI. Épa. - VII. Épa. - VIII. Épa. - IX. Épa. - X. Épa. - XI. Épa.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 7 juillet 1982 :

DES DÉCRETS

Le décret n° 12 mai 1981 relatif au décret du 28 août 1969 portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés et du décret du 12 mai 1981 reportant la date d'entrée en vigueur.

Le décret n° 12 mai 1981 relatif à l'organisation et au fonctionnement des comités institués par le titre I^{er} de la loi du 6 janvier 1982 portant dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés.

Le décret n° 12 mai 1981 relatif au conseil supérieur du médicament.

Le décret n° 12 mai 1981 relatif à la commission départementale de l'environnement et relatif à la commission supérieure des eaux et du décret du 12 août 1981 reportant la date d'entrée en vigueur.

PARIS EN VISITES

VENDREDI JUILLET

« Musée de la Chasse et de la Nature », 15 heures, 60, rue des Archives, Mme Baccard.
« Musée de la Chasse et de la Nature », 15 heures, 47, rue Raynouard, Mme Bouquet des Chaux.
« La Maison de Marie Trévisan », 15 heures, 15, rue Saint-Paul, Mme Huet.
« L'île de la Cité », 15 heures, métro Cité, Mlle Lecerq.
« La Basilique Saint-Denis », 15 heures, métro Saint-Denis, Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
« Musée des jardins du Marais », 15 heures, métro Ligne XIII, place des Voies (Approche de l'art).
« Palais de Justice », 15 h 30, métro Cité, M. Czorny.
« Le Panthéon », 15 heures, devant l'entrée, Mme Moutard.
« La Franc-Maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet, Mme Raguenne (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Les Impressionnistes », 15 h 15, entrée Musée du Jeu-de-Paume, M. Jaslet.
« Musée du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul (Loire-Visites).
« La campagne parisienne », 15 heures, métro Marais (Paris et son histoire).
« Du cloître des Billettes à l'église des Blancs-Manteaux », 14 h 30, 24, rue des Archives (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels du Marais, place des Voies », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).
« Village de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, 2, rue de la Harpe (Le Village Paris).

VIVRE A PARIS

DES TOUTES RENSEIGNEMENTS LES

TOURISTES. - L'Office de tourisme de Paris, 127, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 723-61-72. Informations touristiques en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en japonais, en russe, en chinois, en vietnamien, en portugais, en grec, en espéranto, en arabe, en hébreu, en polonais, en tchèque, en slovaque, en hongrois, en roumain, en bulgare, en serbo-croate, en yougoslave, en macédoine, en albanais, en roumain, en bulgare, en serbo-croate, en yougoslave, en macédoine, en albanais.

Un autocollant sur les numéros de téléphone sur lesquels vingt-quatre heures sur vingt-quatre, l'Office de tourisme de Paris, 127, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 723-61-72. Informations touristiques en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en japonais, en russe, en chinois, en vietnamien, en portugais, en grec, en espéranto, en arabe, en hébreu, en polonais, en tchèque, en slovaque, en hongrois, en roumain, en bulgare, en serbo-croate, en yougoslave, en macédoine, en albanais.

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES PENDANT LES VACANCES. - La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne informe les familles qui résident en zone d'habitat social, jusqu'au 18 septembre inclus, d'être à disposition pendant la période des congés d'été.

Cette mesure concerne les services d'accueil, les guichets du siège des unités de gestion, ainsi que les centres de diagnostic et de soins et les cliniques dentaires.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

L'investissement est étouffé par le niveau des taux d'intérêt

souligne l'O.C.D.E. dans ses Perspectives économiques

« Une reprise de l'activité économique paraît actuellement s'amorcer en Europe... Japon et semble devoir intervenir prochainement en Amérique du Nord... mais la reprise risque de ne pas être durable... l'investissement ne lui emboîte pas le pas... sans tarder... indiquent les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leurs « Perspectives économiques » pour les dix-huit prochains mois.

Le produit national brut des vingt-quatre membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (O.C.D.E.) pourrait s'accroître de 2,3 % au cours du deuxième trimestre de 1982, après avoir augmenté de 0,5 % au premier trimestre. Cette reprise, provenant pour l'essentiel d'un redressement de la consommation, ne confirmerait l'an prochain, le P.N.B. pouvant augmenter de 2,5 % durant les six premiers mois de 1983 et de 3 % de juillet à décembre.

Ainsi, la croissance serait de 0,5 % pour l'ensemble de l'année, et de 2,5 % l'an prochain. Des différences importantes d'évolution sont toutefois enregistrées entre les pays : en Europe, le P.N.B. progresserait de 1,5 % en 1982, et de 2 % en 1983 ; aux Etats-Unis, il diminuerait de 1,5 % cette année pour augmenter de 2,3 % l'an prochain ; au Japon, il s'accroîtrait respectivement de 2 % et 4 %.

Cependant, la hausse des prix, le seul chiffre (13 % en 1981 et 11 % en 1982), de 9 % au premier semestre de 1982 à 7,5 % au deuxième semestre de 1982, avec des écarts très faibles d'un pays à l'autre, (de 1 à 3 % pour les sept grandes nations industrialisées). En revanche, le chômage s'aggrave probablement, indiquent les experts, touchant près de 32 millions de personnes durant les

premiers mois de l'an prochain (29,3 millions de janvier à mars 1982) à 24,4 millions pour la même période (1981) pour maintenir ce niveau pendant le reste de l'année.

Le taux de chômage se situera à la fin de l'année prochaine à 9 % de la population active contre 7,5 % à la fin de 1981. En Europe, ce taux, qui a augmenté tous les ans depuis 1974, atteindrait même 10,5 % (12,5 % Royaume-Uni, 10 % Italie, 8,5 % en France, 7,3 % R.F.A.), soit 17,5 millions de per-

sonnes. Les prévisions ont été établies avant le 24 mai 1982 (sources O.C.D.E.) avant le réajustement au sein du S.M.E.

La politique économique, peut-être, aujourd'hui d'améliorer les perspectives des entreprises... Il s'agit de créer des conditions d'un réveil de l'investissement... qui n'a guère cessé jusqu'à présent de se situer d'un redressement suffisant pour que la reprise économique puisse se poursuivre...

Ces prévisions sont fondées sur une hypothèse de changement des po-

litiques économiques, des taux de change et des prix au début de l'année 1983. Ayant été établies avant le 24 mai 1982, elles n'incorporent pas les effets de l'appréciation du dollar et du réajustement des monnaies européennes.

Face à la menace du chômage, liée en grande partie à une série de rigidités structurelles accumulées au cours des précédentes décennies, les experts de l'O.C.D.E. estiment dans leur préface que la « tâche prioritaire » des responsables

politiques économiques est de réduire le chômage, et de créer des conditions d'un réveil de l'investissement... qui n'a guère cessé jusqu'à présent de se situer d'un redressement suffisant pour que la reprise économique puisse se poursuivre...

Ces prévisions sont fondées sur une hypothèse de changement des po-

litiques économiques, des taux de change et des prix au début de l'année 1983. Ayant été établies avant le 24 mai 1982, elles n'incorporent pas les effets de l'appréciation du dollar et du réajustement des monnaies européennes.

Pour réduire le nombre des billets en circulation

UN « MONTESSQUEU » DE 200 FRANCS

Le nouveau billet de 200 F à l'effigie de Montesquieu (1689-1758), destiné à remplacer en partie celui de 100 F, est l'abondance est jugée trop importante par la Banque de France, est mis en circulation à partir du mercredi 7 juillet.

Ce billet, d'un format intermédiaire entre les coupures de 100 et 500 F, et de couleur vert-jaune, comporte au recto un portrait de l'écrivain, ses armoiries, une représentation allégorique de la Loi, et des armoiries imaginaires symbolisant la justice et les sciences. Au verso, sont reproduits le même portrait qu'au recto, la statue de Sylla, rappelant une œuvre de l'écrivain, Dialogue de Sylla et d'Eucrate, et le château de Labrède, sur un fond de style persan.

Cette coupure, limitée à quarante millions d'exemplaires pour 1982, et dont le coût de fabrication unitaire est de 80 centimes, sera également disponible aux distributeurs automatiques de billets : à partir de septembre et d'ici à la fin de l'année, 60 % des trois mille sept cents appareils actuellement en service seront adaptés.

L'UNAF pour le relèvement de 7,5 % des allocations familiales au 1^{er} novembre. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) a demandé, mardi 6 juillet, que l'augmentation de 7,5 % des prestations familiales prévue pour le 1^{er} janvier 1983 soit avancée au 1^{er} novembre, à la sortie de la période du blocage.

M. DELORS : sans stratégie de sortie le blocage ne sert à rien

M. Jacques Delors a affirmé mardi qu'un blocage des prix ne constitue pas une stratégie de sortie de la crise. C'est seulement au bout d'un processus de dix-huit mois que le gouvernement peut espérer retrouver le pouvoir d'achat de la grande majorité des Français. Cette stratégie, a expli-

En ce qui concerne les prix, le ministre rencontrera à partir du 15 juillet les organisations professionnelles.

S'exprimant devant la commission sénatoriale des finances, M. Delors a, d'autre part, estimé que la sortie de la crise dépendra en grande partie de la capacité de la nation à



qu'il faut de l'investissement social, le Conseil économique et social, viendra à l'automne à la fin de l'été des salaires et celle des prix.

Pour les salaires, M. Delors compte sur une préférence pour les salaires publics au privé grâce à des négociations qui associeront l'Etat à celle de la productivité et au progrès du travail.

Il a souligné que l'effort de solidarité par une croissance rapide des prestations sociales ne pourrait pas être poursuivi au même rythme. La solidarité, a-t-il ajouté, devra donc se manifester sous des formes nouvelles et devra prendre appui sur une croissance nationale pour la compétitivité et contre l'inflation.

Le déficit du budget de l'Etat. Apportant une précision au déficit du budget de l'Etat tel qu'il a été enregistré depuis le début de l'année (le Monde du 7 juillet), le ministre du budget souligne que le déficit se situait « autour de 34,1 milliards de francs » au 31 mai dernier, compte tenu des avances aux recettes que l'Etat a obtenues en vertu de la loi de finances de 1982, qui s'élève à plus de 34,1 milliards de francs.

L'AGENCE D.D.B. ÉLUE « AGENCE DE L'ANNÉE ». M. André DELELIS, Ministre du Commerce et de l'Artisanat a remis le 25 mai au Salon Paul-Ricard à M. Pierre de Plas, Président de l'Agence D.D.B. le trophée de la « Meilleure Agence de l'année ».

L'indice des prix calculé par la C.G.T. s'est accru de 0,5 % en juin, ce qui représente depuis le 1^{er} janvier 1982 une augmentation de 6,7 %. En un an, par rapport au mois de juin 1981, la hausse a atteint 15,1 %, indique la C.G.T.

Les critères de choix ont été : - La plus forte progression (volume de la production, l'évolution du C.A.) ; - Le nombre de nouveaux clients ; - La fidélité des clients ; - La créativité.

Ralentissement de la croissance en France

La reprise économique, amorcée en France en 1982, semble se poursuivre à un rythme moins élevé en 1983, estime l'O.C.D.E. : le taux de croissance, qui se situait à 2,3 % en 1982, est estimé à 2,25 % en 1983.

Dans les projections qui ont été établies avant le 24 mai dernier, l'Organisation prévoit une modération de la progression de la consommation privée, un ralentissement progressif des investissements privés et une intensification du chômage à un niveau de 9,5 % de la population active en 1983 (il était de 8,5 % au 1^{er} janvier).

Les prévisions sont marquées par trois facteurs négatifs : la persistance du taux d'intérêt élevé, la modération des résultats des entreprises et la faible progression de la demande intérieure. Le déficit commercial de la France, en légère régression, pourrait atteindre 45 milliards de francs en 1983. Enfin, le rythme de la hausse des prix devrait être supérieur à 11 % en 1983.

Toutefois, la modification des taux d'intérêt risque d'être incertaine, l'inflation ne sera une moindre préoccupation de l'O.C.D.E.

AFFAIRES

NÉGOCE DES VINS

La maison bordelaise Calvet est rachetée par les brasseries britanniques Whitbread

Le groupe britannique de brasseries Whitbread a racheté la maison Calvet, bien connue dans le négoce du vin de Bordeaux et, également, de Bourgogne. Cette maison, avec ses 150 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, est la première exportatrice de vins de France, vient au quatrième rang des grands négociants bordelais, après Castel (le plus gros, 800 millions de francs d'affaires), Barton et Gaudet ; Cordier, La Bergerie (baron Philippe de La Bergerie) et mouton-cadet ; il est également Dourthe-Kressmann. Premier exportateur français de vins au Japon, elle est également bien implantée au Canada, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

C'est l'un des derniers bastions du négoce familial et familial, établi depuis longtemps par des Charentais à Bordeaux, qui passe ainsi en des mains étrangères. Avant lui, la maison et Guéret fut racheté par le groupe Seagram, tandis que les Britanniques John Whit et Bass-Charington (autre brasseur) prenaient le contrôle des maisons Liching et Alexis Liching, ce qui a permis depuis lors de développer la maison de Lutz au papeter britannique Bowater.

La grande crise de 1973-1974, qui vit la chute des cours des vins, exagérément gonflés par les années précédentes, avait en 1978, avait déjà fortement ébranlé le négoce tradi-

tionnel. La célèbre famille Cruse, venue du Danemark au début du dix-neuvième siècle, affectée, au surplus, par un incendie sur le coupage des vins blancs dans un procès pour fraude, dut vendre l'ensemble de son domaine, puis, en 1969, la maison de commerce à la Société Calvet de France. La maison Ginetet, le cousin sous la gorge avec un découvert bancaire de 60 millions de francs, finit par mettre aux enchères Château-Margaux, acquis par André Mentzelopoulos, pour le compte de la Société Felix-Potin, puis se vendit elle-même à M. Jacques Merlant (maison Bernard Tailhan).

Quant à la maison Calvet, son chiffre d'affaires de 150 millions de francs, avec ses 8 millions de clients, est un chiffre d'affaires, en châteaux de « pubs » et son réseau international, n'est pas considéré par ses dirigeants, MM. Jean et Hubert Calvet, comme uniquement une opération financière. Les capitaux familiaux ne suffisant plus à financer les stocks, le vieillissement des vins, la promotion des marques à l'étranger et les coûts élevés de la prospection, notamment aux Etats-Unis, il convenait de se faire relayer par un groupe puissant. Tel est le sens de cette opération, initiée par Drouot Etudes Financières et Investissements, et qui montre qu'en France l'industrie agro-alimentaire ne sait pas toujours, ou parfois ne peut pas valoriser ses produits à l'étranger, faute de moyens ou faute de réseaux.

FRANÇOIS REMARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|---------|----------------|----------------|
| | + base | + base | Rep. + en Dég. | Rep. + en Dég. |
| S.E.-U. | 6,9750 | 6,9800 | - 60 | - 100 |
| S.S. | 5,3865 | 5,3915 | - 135 | - 240 |
| Yen (100) | 2,6879 | 2,6910 | + 175 | + 250 |
| DM | 2,7720 | 2,7765 | + 130 | + 145 |
| Flors | 2,5135 | 2,5160 | + 120 | + 130 |
| F.B. (100) | 14,5130 | 14,5255 | 80 | 230 |
| E.S. | 3,2524 | 3,2580 | + 280 | + 380 |
| L. (1 000) | 4,9454 | 4,9510 | - 240 | - 280 |
| E. | 11,9063 | 11,9280 | + 175 | + 240 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 1/8 | 3/8 | 5/8 | 9/8 | 11/8 | 13/8 | 15/8 | 17/8 | 19/8 | 21/8 | 23/8 | 25/8 | 27/8 | 29/8 | 31/8 |
|-------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| DM | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 |
| S.E.-U. | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 |
| Flors | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 | 11/8 |
| F.B. (100) | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 |
| E.S. | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 | 21/8 |
| L. (1 000) | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 | 15/8 |
| F. | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 | 12/8 |
| F. français | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 | 14/8 |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués par une grande banque de la place.

REGARD SUR LA FISCALITÉ

De nombreux ouvrages traitent ou maltraitent déjà de la fiscalité. Les uns rédigés par les universitaires jouent avec les grands principes et les articles du code général des impôts. Les autres, écrits par des praticiens, s'adressent à des initiés et apparaissent comme un outil de travail difficile de maniement pour les fiscalistes non avertis.

Dès lors, il est apparu intéressant de faire partager l'expérience de l'auteur, à la fois praticien et enseignant, qui porte un regard amusé et original.



Édition SA
16 rue Spontini - 75116 PARIS

M. Mme
Adresse

désire recevoir _____ exemplaires 72 F TTC

REGARD SUR LA FISCALITÉ

Règlement ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

Adresser à l'ordre de Édition S.A.

16 rue Spontini - 75116 PARIS

C.G.T. demande l'ouverture des négociations chez P...

Le syndicat C.G.T. a demandé l'ouverture des négociations avec la direction de l'entreprise... (Text continues with details of the demand and the context of the industrial dispute.)



SOCIAL

La C.G.T. demande l'ouverture de négociations chez Peugeot

En adressant un avertissement très clair à Peugeot, le leader cégétiste de la métallurgie, M. Sainjean, a démontré notamment qu'après les conflits Renault à Flins, Citroën à Aubray, Talbot à Poissy, c'est bien tout le secteur de l'automobile qui est visé par l'action de la C.G.T. pour le changement.

Quatre enjeux de taille sont lancés : les salaires, les cadences, la formation et le droit d'expression des salariés.

La recommandation de M. Dupeyron chez Citroën puis chez Talbot modifie le système d'évolution des salaires et place Peugeot dans une position délicate. A la différence du professionnel P1, qui peut espérer devenir P2, de l'employé ou du cadre qui peut gravir les échelons de la grille des rémunérations, la majorité des O.S. n'ont aucune garantie de promotion salariale, et même d'informations sur la feuille de paie de voisin. En décidant d'accorder des promotions à l'ancienneté au bout de cinq à huit ans, selon les sociétés, les accords Renault puis les recommandations Citroën et Talbot ont en fait donné à l'ouvrier robot une petite chance de ne pas rester O.S. à vie. Sur 2 200 ouvriers classés à l'indice 160, plus de la moitié passeront à l'indice 165 à l'automne chez Talbot. Cette modification bouscule le jeu de quilles de Peugeot puisque à Sochaux, 16 321 ouvriers sont à l'indice 155. La C.G.T. a donc mis les points sur les i : « Si la direction n'est pas de discuter, elle peut connaître des difficultés sérieuses car les ouvriers de Peugeot ne peuvent pas avoir moins que chez Talbot. » L'avertissement est donc net : en cas de refus de négocier, rendez-vous est donné en septembre. Il concerne la firme automobile, mais aussi de nombreux chefs d'entreprise et le gouvernement. Car les revendications justifiées de la C.G.T. sur la promotion des O.S. pourraient remettre en cause, si elles ne sont pas maîtrisées, la politique de régulation des salaires et la nécessité de protéger les fragiles équilibres financiers des sociétés.

Deuxième enjeu : les cadences. En réclamant l'affichage des cadences dans les ateliers, les prévises de Renault-Flins, puis de Citroën, voulaient certes un droit à l'informa-

tion, mais aussi le pouvoir de ralentir la chaîne, dont le rythme est jugé trop élevé. Là encore, la revendication est justifiée, mais peut-elle être satisfaite tout de suite alors que la concurrence internationale se durcit ? Toujours est-il que la C.G.T. et ses délégués ont imposé chez Citroën à Aubray depuis la reprise du travail, une baisse de 30 % des cadences. Mais cette réduction des cadences, si elle devait devenir une règle et s'étendre à d'autres firmes comme le craint la direction Talbot, où très peu de voitures ont été assemblées lundi et mardi (à peine 15 % de la production normale), risque de mettre en difficulté les firmes automobiles. La C.G.T., assure M. Sainjean, est prête à faire des propositions pour maintenir la productivité. Encore faut-il que des mots on passe aux actes. Chez Citroën, mais aussi chez Talbot, où une reprise trop lente du travail pourrait remettre encore en question l'application de la recommandation, il est urgent que, là aussi, des négociations s'engagent et que les cégétistes acceptent de lier productivité, salaires et emplois.

Troisième enjeu, la formation des O.S. La nouveauté introduite par la recommandation chez Talbot, insiste, au-delà des promotions salariales, sur la nécessité d'offrir enfin aux ouvriers la possibilité d'acquiescer une formation qui leur donnerait une véritable polyvalence puis le droit à d'autres formations. Un tel processus devrait aussi faciliter leur participation à l'application de nouvelles technologies. Là encore, il s'agit d'un objectif ambitieux et déterminant si l'on veut à la fois mettre fin à la condition des O.S. et rendre les entreprises plus rentables. Mais Talbot peut-il se lancer seul dans cette opération ?

Quatrième enjeu : le droit d'expression des salariés. Devançant les lois Auroux et même les recommandations de M. Dupeyron, la C.G.T., mais aussi la C.F.D.T., a mis en place chez Citroën et Talbot plusieurs dizaines de délégués d'atelier ou de chaîne.

Faut-il parler d'une génération spontanée ou au contraire réfléchie ? Pour une part, il s'agit de reprendre, au bénéfice de la C.G.T., les acquis de la C.S.L., qui disposait,

selon les cégétistes, d'un nombre important d'heures de délégation et de collecteurs de cotisations - jusqu'à trois pour deux cent cinquante personnes. Mais le risque est grand de voir ces délégués, qui ont subi pendant des années pressions et violences, entretenir, en réaction, un « enthousiasme musclé ». Le risque est grand aussi de voir les immigrés et tous les O.S., quelle que soit leur nationalité, faire confiance à un seul syndicat (2), comme jadis ils le faisaient à la C.S.L., et de transformer le délégué de chaîne en simple et unique agent revendicatif contrainant l'ascendant du « petit chef ». Mais faut-il comme chez Talbot nier cette réalité ? La mise en place des délégués de chaîne peut être une occasion inespérée, comme le souhaitent certains cégétistes et d'autres syndicats, influencés par les expériences italiennes, d'organiser sur le tas un nouveau dialogue entre les O.S. et le maître. Les expériences menées à l'étranger n'ont certes pas toujours été probantes. Adapté au tempérament français, cet essai pourrait cependant être transformé, mais il suppose que dans les firmes automobiles, les syndicats fassent preuve de réalisme, que la C.G.T. intègre dans son plan - si plan il y a - les données économiques et que les directions se dépêchent d'aider la maîtrise à s'adapter à cette nouvelle situation. Les propositions que constituent les recommandations chez Citroën et Peugeot pourraient être jetées à la poubelle ou aux oubliettes si les directions boudent le changement ou encore si les syndicats se contentent des seules majorités de salaire et réclament tout, tout de suite, en niant la crise ou en refusant d'en expliquer les contraintes aux salariés et en priorisant aux immigrés. Nuancées et programmées, les modifications obtenues par les grévistes peuvent constituer une chance pour un secteur condamné au déclin s'il n'améliore pas sa productivité.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Seul refus sorti d'ici à jeudi soir, exprimé par les syndicats ou la direction, la recommandation sera considérée comme acceptée et ayant la valeur d'un accord.
(2) « Il n'y a pas de place pour deux syndicats - C.G.T. et C.F.D.T. », avait déclaré un cégétiste.

Poursuivent ses manifestations

Le S.N.P.M.I. annonce un rassemblement de « dix mille patrons » en septembre

Les petits patrons continuent de manifester leur colère contre le blocage « injuste » des prix et des salaires. « Au blocage nous répondons par le blocage », a déclaré mardi 6 juillet M. Jacques Tessières, président national délégué du Syndicat national des petites et moyennes industries (S.N.P.M.I.).

Après le blocage des trains à la gare de Bellegarde (Ain), lundi 5 juillet, le blocage des cotations à la Bourse de Paris le lendemain, retardant d'une heure les opérations sur le marché à terme, et le blocage, le même jour, à la gare de Noyal (Ille-et-Vilaine) de la voie ferrée Paris-Rennes, le S.N.P.M.I. poursuivra ses interventions jusqu'au jeudi 8 juillet dans les pays de Loire, la Picardie, le Midi-Pyrénées, la région Rhône-Alpes et le Nord, près de Saint-Quentin (Aisne), pour aboutir le 13 septembre à une manifestation à Paris de « dix mille patrons ».

Mercredi, une quarantaine de manifestants ont bloqué la circulation des trains en gare de Noyon (Oise), interrompant le trafic entre Paris, Lille, Bruxelles et l'Europe de l'Est.

Le syndicat va encourager ses adhérents à ne pas acquiescer le point de T.V.A. supplémentaire afin, selon M. Tessières, de constituer « un trésor de guerre ». « Nous ne sommes plus des vaches à lait mais des fauves blessés qu'il est dangereux d'attaquer », a-t-il déclaré. Dans un communiqué, le S.N.P.M.I. souligne qu'« il manifeste pour obtenir une véritable négociation et qu'il continuera ses actions tant qu'il n'aura pas obtenu satisfaction ».

« Détente parmi les cheminots de la Manche, qui observaient depuis six jours une grève à l'appel de la C.G.T., au départ du centre de Saint-Lô (le Monde du 7 juillet). Mardi soir 6 juillet, ils ont en effet décidé de libérer la gare et les trois postes d'aiguillage de Folligny (Manche) qu'ils occupaient, et la ligne Paris-Granville a recommencé à fonctionner normalement à partir de 0 heure mercredi.

NEUBAUER

VENDE
SES PEUGEOT ET SES TALBOT D'EXPOSITION (0 KM)
et SES VOITURES DE DIRECTION
Conditions exceptionnelles jusqu'au 31 juillet
M. GÉRARD : 821-60-21

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires

Programme International de Gestion Générale

7 semaines : du 24 Octobre au 10 Décembre 1982

« Que fait l'INSEAD pour le cadre supérieur, expérimenté et avec un haut niveau de responsabilité dans un secteur fonctionnel de l'entreprise ? »

Notre réponse : le Pl2G ou le Programme International de Gestion Générale.

Il s'agit d'un programme intensif et résidentiel de sept semaines, conçu pour des hommes et des femmes possédant de 10 à 15 ans d'expérience professionnelle qui seront amenés à contribuer, dans un avenir assez proche, aux réflexions et aux problèmes de la direction générale.

Un programme de perfectionnement de mi-carrière, le Pl2G a le double objectif d'accroître l'efficacité du cadre supérieur aussi bien professionnellement que personnellement, tout en lui apportant une préparation pour des responsabilités plus étendues.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez écrire, téléphoner ou envoyer un télex à : Philip Marchand

Directeur Education Continue

INSEAD

77305 Fontainebleau Cedex France

Tél : (6) 422.48.27 - Telex : 690389 F

TÉLEX PARTAGÉ

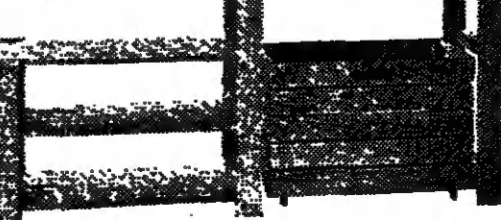
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Faites vos devoirs de vacances.



En Suède, nous aimons bien les vacances
studieuses qui préparent les bonnes rentrées.
C'est notre côté élève appliqué.
C'est pour cela qu'Ikea vous propose

859 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.



des séances de travaux manuels à réaliser chez vous.

Mais si nous vous faisons travailler, c'est pour vous faire faire des économies.

Regardez notre combinaison Sten, par exemple ; elle vous coûtera moins cher chez Ikea, que si vous vouliez la concevoir vous-même, acheter votre bois et la construire de toute pièce. C'est tellement plus simple quand Ikea a pensé à tout.

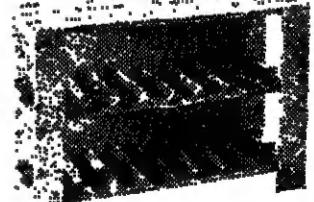
Quant au montage, il est tellement facile que même vos enfants peuvent vous aider.

Votre problème sera plutôt de faire votre choix.

C'est le cas de notre combinaison Sten ; elle offre tellement de possibilités, avec ses étagères à bouteilles, ses étagères de rangement, les caisses sur roulettes, ... que vous hésitez sûrement devant le parti à prendre.

Rassurez-vous, il y a une solution. C'est de revenir nous voir pour pouvoir compléter vos armoires de rangement. Vous pourrez enfin tout

ranger, et même vos souvenirs de vacances, car chez Ikea, la qualité est à de tels petits prix qu'il vous restera de quoi vous offrir de belles vacances.



177 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.

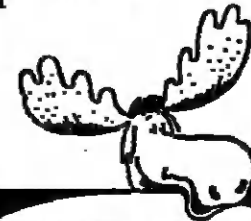
372 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.

372 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.

372 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.

372 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.

372 F
Simple, solide, facile à monter, vite et facilement installé.



Ils sont fous ces Suédois

PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.
Tél. : 852.82.89. (A 5 min de la Porte de Pantin.)
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE. VALU-X-EN-VELIN.
Tél. : 879.23.28.
Chaque magasin propose des services, des horaires, des horaires, des horaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le résultat consolidé de l'exercice 1981 s'élève à 586 millions de francs, au lieu de 556,5 millions de francs en 1980, après prise en charge de 72 millions de francs de fait des provisions constituées pour la cinquième semaine de congés payés. Sans cette charge supplémentaire, la progression du résultat consolidé par rapport à l'année précédente aurait été d'environ 18 %.

Ces chiffres ne comprennent pas les plus et moins-values à long terme de cession d'actifs, d'un montant net de 55,5 millions de francs (contre 61 millions de francs en 1980).

Du fait de l'augmentation de la provision pour congés payés, le résultat consolidé par groupe ne trouve pas de sensibilité au même niveau que l'exercice précédent, soit 403 millions de francs, au lieu de 404 millions de francs.

L'impôt sur les sociétés pris en charge au titre de 1981 par les sociétés intégrées s'est élevé à 770 millions de francs - impôt sur les plus-values non compris (contre 691 millions de francs l'année précédente).

Les amortissements se sont élevés à 1.629 millions de francs (contre 1.565 millions de francs) - non compris la fraction convertie par prélèvement sur les provisions spéciales de réévaluation.

Le total du résultat consolidé global et des amortissements s'élève ainsi à 2.215 millions de francs, contre 2.121 millions de francs en 1980.

La distribution externe prévue au titre de l'exercice représente 55 % du résultat consolidé global, au lieu de 49,5 % l'année précédente.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1981 s'élève à 68.217 millions de francs, en augmentation de 15,5 % par rapport au 31 décembre 1980.

Après affectation des résultats de l'exercice, la situation nette par groupe ressort à 3.288 millions de francs, représentant 746,50 F par action.

Les capitaux permanents s'élèvent à 17.075 millions de francs, en regard de valeurs immobilisées d'un montant total de 10.077 millions de francs.

La dette à long terme - obligations convertibles incluses - représente les deux tiers de la situation nette globale.

Les actifs d'exploitation (affectés à recevoir inclus) sont couverts à 94 % par les dettes d'exploitation.

Les disponibilités, prêts à court terme et placements représentent sensiblement le double de la dette financière à court terme.



Cofacredit

Dans sa réunion du 23 juin 1982, le conseil d'administration de Cofacredit a nommé M. Michel Aussavy président et M. Jean Leuyer directeur général (respectivement directeur général et directeur général adjoint de Factofrance Heller).

Cofacredit, établissement financier dont le capital est réparti entre Factofrance Heller, Coface, B.F.C.E., C.I.C., Crédit du Nord, C.C.B.P. et B.U.E., est spécialisé dans l'affacturage à l'exportation ; sa vocation repose sur deux principes : la spécialisation et l'association de partenaires puissants et représentatifs.

Dans cet esprit, la Coface, dont le rôle est primordial dans le soutien des entreprises exportatrices, a réaffirmé, lors de ce conseil, sa volonté de faire de Cofacredit un instrument efficace au service des P.M.E.-P.M.L.

TESTUT-AEQUITAS

L'assemblée générale ordinaire de Testut-Aequitas, tenue le 29 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Le résultat déficitaire s'élève à 9 671 245 F après dotation de 12 323 855 F aux comptes d'amortissements et aux comptes de provisions.

Cette perte a été affectée par imputation : sur le report à nouveau créditeur de 438 388 F, sur les réserves de 1 500 000 F, sur les primes d'émission d'actions de 668 040 F et le solde, soit 7 064 817 F, à un compte de report à nouveau déficitaire.

Dans son allocution, M. Robert Perrier, président de Testut-Aequitas et Trayvou, a rappelé la conjoncture économique malséante qui affecte particulièrement l'industrie du pesage.

Le groupe Testut-Trayvou a décidé d'accroître sa mutation vers le pesage électronique. Les orientations suivantes ont été retenues :

- Un schéma d'évolution du groupe impliquant une accentuation du regroupement des grandes fonctions techniques, administratives et financières aboutissant à une structure opérationnelle comme celle des sociétés Testut-Aequitas et Trayvou avec le maintien des spécificités des deux marques dont la réputation est incontestable ;
- Un programme d'investissements pour l'adaptation et la rationalisation des unités de fabrication, le maintien de l'effort de recherche, la sortie de nouveaux matériels, le développement de l'exportation.

La mise en place de ce plan industriel exige naturellement un renforcement des moyens financiers mis à la disposition de l'entreprise.

A cet égard, un plan de financement établi en coopération étroite entre les actionnaires, les organismes publics et bancaires est actuellement négocié. Il comprend un ensemble cohérent de ressources financières nouvelles : apport en capital des actionnaires, réalisation d'actifs, prêts participatifs, crédits à long et moyen terme. Dès l'aboutissement des négociations, les investissements nouveaux seront décidés et graduellement réalisés, complétant les mesures déjà progressivement appliquées.

Les impulsions données par les disponibilités financières, par le plan industriel orienté vers le pesage électronique, créeront un effet bénéfique. L'outil forgé avec persévérance durant la dernière décennie renforcera son efficacité, les sociétés étant dotées des moyens pour atteindre les objectifs.

En ce qui concerne l'activité du groupe en 1982, il a été constaté, après examen des comptes de l'exercice, que les commandes en début d'année, une certaine reprise sur le deuxième trimestre.

A fin mai 1982, par rapport à fin mai 1981, l'enregistrement des commandes du groupe est en progression de 12,7 %, le chiffre d'affaires de Testut-Aequitas s'élève à 91 159 000 F contre 81 739 000 F, soit plus 11,5 %, et la facturation consolidée des sociétés Testut-Aequitas et Trayvou représente une augmentation de 10 %. Mais cette amélioration du chiffre d'affaires obtenu en partie aux dépens des marges bénéficiaires apparaît insuffisante en volume pour couvrir les charges financières et les frais exceptionnels qui pèsent le premier semestre.

Les prévisions sur le deuxième semestre sont réservées. La faiblesse persistante du marché des biens d'équipement et l'impact de la concurrence continuent à entraver l'expectative. L'application rapide de l'ensemble des dispositions que le président a exposé devrait néanmoins ouvrir, à court terme, des perspectives encourageantes.

L'assemblée générale extraordinaire réunie à la suite de l'A.G.O. a autorisé le conseil d'administration à augmenter, sur ses seules décisions, le capital social jusqu'à 40 millions de francs.

Cette assemblée a également autorisé le conseil à contracter des emprunts participatifs auprès du F.D.E.S. ou autres organismes publics ainsi qu'auprès des banques jusqu'à un maximum de 30 millions de francs.

Ces deux autorisations sont demandées en prévision d'une révision profonde de la situation financière de la société dans le cadre d'un plan de développement important.

BTP

Banque corporative du bâtiment et des travaux publics

M. Alain Trepoze, nommé administrateur général de la Banque corporative du bâtiment et des travaux publics par décret pris en conseil des ministres le 30 juin 1982, a confirmé dans ses fonctions, avec le titre de directeur général délégué, M. Paul Bernard qui était directeur général depuis 1970.

M. Alain Trepoze a, par ailleurs, renouvelé les pouvoirs précédemment délégués par les mandataires de la société.

Le Carnet des Entreprises

MERLIN-GÉRIN

Le président et les membres du comité de direction du groupe Merlin-Gérin ont le regret de faire part du décès dans sa cinquante-deuxième année, des suites d'un accident de la route, de

RENÉ HEINGUEZ
ingénieur E.E.C., directeur de la division distribution basse tension terminale du groupe Merlin-Gérin.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

Mobil Oil Française

Société anonyme au capital de 470 988 000 F
Siège social : 20, avenue André-Prothier, 92400 Courbevoie
R.C.S. NANTERRE B 342 031 117
N° de gestion 80 B 299

MM. les actionnaires propriétaires d'actions sous la forme au porteur sont informés que en application de l'article 94-1 de la loi de finances n° 81-1160 du 30 décembre 1981, leurs titres devront revêtir la forme nominative avant le 1^{er} octobre 1982.

Une résolution mettant les statuts de la société en harmonie avec la loi a été soumise au vote des actionnaires et adoptée lors d'une assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1982.

MM. les actionnaires pourront faire procéder dès maintenant à l'échange de leurs titres en les présentant aux guichets de leur banque ou de la Banque NATIONALE de Paris, établissement chargé du service des titres de Mobil Oil

française et qui procèderont à leur mise sous forme nominative.

Selon les dispositions de la loi, à compter du 1^{er} octobre 1982, les actionnaires ne pourront exercer les droits attachés à leurs actions que si celles-ci ont été présentées en vue de leur mise sous forme nominative.

Un décret d'application précisera ultérieurement les conditions et délais dans lesquels les titres qui n'auront pas été convertis seront revendus par la société, le produit de la vente en étant consigné jusqu'à restitution éventuelle aux ayants-droit.

Le conseil d'administration.

MOBIL OIL NORD-AFRICAINE

Société anonyme au capital de 9.922.500 francs
Siège social : 20, avenue André-Prothier, 92400 Courbevoie
R.C.S. NANTERRE B 722 014 859
N° de gestion 80 B 119 32

Messieurs les actionnaires propriétaires d'actions sous la forme au porteur sont informés qu'en application de l'article 94-1 de la loi de finances n° 81-1160 du 30 décembre 1981, leurs titres devront revêtir la forme nominative avant le 1^{er} octobre 1982.

Une résolution mettant les statuts de la société en harmonie avec la loi a été soumise au vote des actionnaires et adoptée lors d'une assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1982.

Messieurs les actionnaires pourront faire procéder dès maintenant à l'échange de leurs titres en les présentant aux guichets de leur banque ou de la Société marseillaise de crédit, établissement chargé du service des titres de

Mobil Oil Nord-Africaine et qui procèderont à leur mise sous forme nominative.

Selon les dispositions de la loi, à compter du 1^{er} octobre 1982, les actionnaires ne pourront exercer les droits attachés à leurs actions que si celles-ci ont été présentées en vue de leur mise sous forme nominative.

Un décret d'application précisera ultérieurement les conditions et délais dans lesquels les titres qui n'auront pas été convertis seront revendus par la société, le produit de la vente en étant consigné jusqu'à restitution éventuelle aux ayants-droit.

Le conseil d'administration.



Degremont

Le conseil d'administration s'est réuni le 2 juillet pour faire le point en cours d'exercice sur la marche de la société.

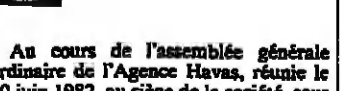
Au cours du premier semestre, certains glissements de délai au niveau des expéditions se sont produits et ont pesé sur les résultats, qui sont néanmoins restés à 13,5 MF et seraient même chiffrés à 27 MF sans la généralisation à l'ensemble des affaires de la méthode de prise en compte au prorata de l'activité.

Mais il apparaît que le deuxième semestre viendra corriger et probablement compenser ces retards. En sorte que le résultat d'exploitation, avant toute provision nouvelle sur les affaires de Riyad, devrait être proche de l'équilibre en 1982/83 et se trouver bénéficier de la bonne évolution du carnet de commandes se poursuit dans les prochains mois, ce qui n'est pas d'espérer. Les performances commerciales ont été en effet comparables à celles de l'an dernier pendant le premier semestre et d'importantes affaires à l'exportation sont susceptibles d'être finalisées avant la fin de l'année.

Malheureusement, le règlement des affaires de Riyad se prolonge pour des raisons diverses et entravera à la fin de l'exercice, qu'il s'agisse de l'arbitrage du litige avec les sous-traitants ou de l'instruction administrative des dossiers par le client, et cette situation pèse lourdement sur la trésorerie. Malgré l'importance des prêts participatifs de 8 consentis par les principaux actionnaires, le montant des frais financiers reste encore à un niveau trop élevé qui freine le rythme du redressement financier.

C'est pourquoi le conseil a décidé de convoquer prochainement une assemblée générale extraordinaire pour solliciter l'autorisation de procéder à un renforcement des fonds propres de la société.

A la clôture de l'exercice, le conseil examinera avec soin le montant de la provision qu'il lui apparaîtra opportun de faire pour lever dans la suite toute incertitude nouvelle en provenance des affaires de Riyad. Ainsi l'exercice en



AGENCE HAVAS

Au cours de l'assemblée générale ordinaire de l'Agence Havas, tenue le 30 juin 1982, au siège de la société, sous la présidence de M. Pierre Nicolay, les actionnaires ont pris connaissance des comptes du groupe : le chiffre d'affaires consolidé a atteint 6,477 milliards de francs (soit + 13,7 % par rapport à l'année précédente).

Le bénéfice net (part du groupe) ressort à 111,2 millions de francs, contre 96,8 pour l'exercice 1980 (+ 14,9 %).

Le chiffre d'affaires de l'Agence Havas est de 1 366,59 millions de francs (+ 9,59 %) et le bénéfice net est de 58,47 millions de francs contre 36,93 millions de francs pour l'exercice précédent (+ 58 %).

L'assemblée générale ordinaire a voté la distribution d'un dividende de 12,50 F assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 6,25 F (soit + 25 % à structure comparable) qui selon la décision du conseil d'administration sera mis en paiement le 30 juillet 1982.

COFACE

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 29 juin 1982 sous la présidence de M. Francis Grangette a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui se soldent par un bénéfice d'exploitation de 41 878 802 francs contre 27 362 707 francs pour l'exercice précédent. Ces chiffres ne se rapportent qu'à l'activité privée de la compagnie, qui s'exerce sur les exportations de biens de consommation, de semi-produits ou d'équipements de série qu'elle garantit pour son propre compte au titre du risque commercial d'insolvabilité. Il y a lieu de noter que ces résultats sont imputables dans leur quasi-totalité (39 796 883 francs) aux produits financiers des réserves et provisions constituées antérieurement par la COFACE.

Dans son allocution à l'assemblée générale, le président a précisé que le montant des exportations de marchandises assurées a progressé à un rythme plus rapide (23 %) que celui de l'ensemble des exportations françaises (17 %) et que la gestion de l'assurance-crédit pour le compte de l'Etat s'est rapprochée de l'équilibre, après plusieurs années de déficit. Il a par ailleurs indiqué les objectifs prioritaires qu'il assignait à la COFACE : intensifier sa présence régionale, améliorer son information et simplifier ses procédures et sa gestion afin de mieux répondre au nombre et surtout à la complexité croissante des opérations de garantie qu'elle doit traiter.

L'activité du court terme, y compris les procédures gérées pour le compte de l'Etat, a été marquée par une augmentation de plus de 6 % du nombre des polices, la progression la plus marquante étant celles des polices A.C.S., formule plus particulièrement destinée aux P.M.E. Le montant total des exportations garanties par polices court termes en 1981 s'élève à 8,5 milliards de francs contre 6,9 milliards en 1980.

Leur répartition géographique fait apparaître, comme les années antérieures, la prédominance du Marché commun et de l'Europe occidentale, qui représentent 51 % du total.

Leur ventilation sectorielle place en tête la branche de la sidérurgie et des métaux, avec 18,2 % des exportations de garanties, suivie de l'automobile (17,4 %), de la chimie-pharmacie (10,3 %) et du matériel mécanique et de fonderie (8,5 %).

Les règlements nets d'indemnités sur polices court terme (recupérations déduites) ont diminué de 37 %, revenant à 223 millions de francs en 1981 contre 327 millions en 1980.

En moyen et long terme, la compagnie gère pour le compte de l'Etat les garanties individuelles accordées aux exportateurs de biens d'équipement hors série, de grands ensembles, de marchés de travaux publics et de services. Le montant des nouveaux contrats conclus en 1981 (part transférable seule) s'est élevé à 139 milliards de francs contre 90 milliards en 1980, soit une augmentation de 43 %. Quatre secteurs ont principalement à l'origine de cette évolution : les ensembles industriels, les installations énergétiques, l'aménagement du territoire et le matériel naval et aéronautique.

L'analyse de la répartition géographique des nouveaux contrats garantis au cours de l'année 1981 met en évidence la prépondérance habituelle des pays en voie de développement, avec toutefois une augmentation de la part des pays industrialisés (grâce en particulier aux progrès réalisés en Amérique du Nord), un accroissement sensible des garanties sur l'Extrême-Orient et une diminution de la part des pays de l'Est.

Le montant des encours garantis, c'est-à-dire le montant restant dû sur les contrats conclus bénéficiant d'une police ou d'une promesse de garantie, est passé de 290 milliards de francs à 380 milliards.

Les règlements nets d'indemnités versées au titre de l'assurance-crédit et des garanties annexes sur les polices moyen et long terme se sont élevés (recupérations déduites) à 1 764 millions de francs contre 2 314 millions en 1980.

Si l'on considère l'ensemble des activités d'assurance-crédit, le montant des livraisons effectuées dans l'année au titre de contrats garantis par la COFACE s'élève à 178 milliards de francs, ce qui représente 32 % des exportations françaises de 1981, soit un taux de couverture voisin de celui des années précédentes. Pour apprécier ce taux, il y a lieu de remarquer que la moitié des exportations françaises sont effectuées au comptant.

Le taux de couverture est de l'ordre de 22 % pour les contrats garantis en court terme, qui représentent un montant d'exportations de 85 milliards de francs. Il atteint 60 % pour les contrats garantis en moyen terme. Les livraisons effectuées au titre de ces contrats ont atteint en 1981 un montant de l'ordre de 93 milliards de francs auquel il convient d'ajouter environ 12 milliards de prestations non reprises en statistiques douanières et correspondant à des services ou marchés de travaux à l'étranger.

EURODIF

SA au capital de F.1.000.000.000 - 116, avenue Aristide Briand, 92220 Bagneux



PREMIER FOURNISSEUR MONDIAL d'URANIUM ENRICHIE À DES APPLICATIONS ÉNERGÉTIQUES

EURODIF : Une réponse européenne au défi énergétique. Née en 1973 de la volonté de divers pays européens concourir à la nécessité de réduire leur dépendance énergétique, EURODIF est une Société dont le capital est réparti entre SOGEM (Belgique), AEP (M.C.E.), ENEL (Italie), ENISA (Espagne), COGEMA (France) et SOGEM (Société Franco-Italienne).

EURODIF a pour but de mettre en œuvre un processus industriel d'enrichissement de l'uranium, étape capitale entre l'uranium naturel et la production d'énergie. A cette fin, EURODIF a élaboré le complexe industriel du TRICASTIN, exclusivement destiné à des applications énergétiques.



Un grand pari technologique. En janvier 1974, le défi de la construction d'un tel complexe industriel était immense. EURODIF a commencé à livrer en 1979 les premiers composants d'uranium enrichi à ses clients et l'usine a atteint en 1982 sa pleine capacité de production. Actuellement, le combustible qui alimente les réacteurs nucléaires en fonctionnement dans le monde entier est enrichi par EURODIF. Avec sa capacité annuelle, EURODIF donne accès au gisement équivalent à 150 millions de tonnes de pétrole, ce qui en fait un élément majeur de la carte des sources d'énergie.

La Société a obtenu en 1981 un résultat bénéficiaire de 262 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5 759 millions de francs. Les exportations se sont élevées à 2 800 millions de francs.

L'usine du TRICASTIN : Un complexe industriel exceptionnel. Il couvre une superficie d'environ 250 hectares dans une zone s'étendant du sud de la Seine au nord du Val de Seine. Il comprend quatre unités de diffusion gazeuse et leurs installations annexes.

Le procédé de diffusion gazeuse utilisé est le seul à avoir démontré sa maturité industrielle et économique. En effet, en application de plus de trente ans dans le monde, il assure 98 % de la production mondiale d'uranium enrichi.

Actuellement, avec une capacité de production de 10,8 millions d'UTS (uranium tri-sulfure) par an, EURODIF peut fournir l'uranium enrichi nécessaire à 90 centrales nucléaires de 900 MW.

SOUSCRIVEZ À L'EMPRUNT 1982 de 800 millions de francs.

Visa C.O.B. N° 82-110 en date du 29 juin 1982 - BALO du 5 juillet 1982

MARCHÉS FINANCIERS

| Marché des actions | | Marché des obligations | | Marché des changes | |
|--------------------|------------|------------------------|------------|--------------------|------------|
| Indice | Différence | Indice | Différence | Indice | Différence |
| 10 120 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 130 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 140 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 150 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 160 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 170 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 180 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 190 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 200 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 210 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 220 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 230 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 240 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 250 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 260 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 270 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 280 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 290 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 300 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 310 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 320 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 330 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 340 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 350 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 360 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 370 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 380 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 390 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 400 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 410 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 420 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 430 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 440 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 450 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 460 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 470 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 480 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 490 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 500 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 510 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 520 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 530 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 540 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 550 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 560 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 570 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 580 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 590 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 600 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 610 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 620 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 630 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 640 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 650 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 660 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 670 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 680 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 690 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 700 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 710 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 720 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 730 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 740 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 750 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 760 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 770 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 780 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 790 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 800 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 810 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 820 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 830 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 840 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 850 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 860 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 870 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 880 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 890 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 900 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 910 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 920 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 930 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 940 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 950 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 960 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 970 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 980 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 10 990 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |
| 11 000 | + 10 | 100 | + 0,2 | 100 | - 0,5 |

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

6 juillet

Les P.M.L. manifestent et retardent les cotations

« Le blocage des prix = faillites = chômage. » De grandes banderoles portant cette inscription ont été déployées mardi sur les grilles de la Bourse vers midi, tandis qu'une centaine de manifestants se ruèrent à l'intérieur du bâtiment pour y lancer des pétards et y allumer des bombes fumigènes. En même temps, des milliers de tracts ont été distribués faisant valoir les droits des patrons et accusant les pouvoirs publics d'ingérence dans l'entreprise, d'être « porteurs de crises irrationnelles », d'irresponsabilité et d'intolérance. De ce fait, la séance n'a pu commencer à l'heure dite. Les manifestants s'étant retirés vers 13 h 10, les premières cotations n'eurent lieu qu'à 13 h 30 et furent en baisse. La plupart des offres n'ayant pas été enregistrées et les investisseurs institutionnels se trouvant à peu près seuls en selle, d'assez nombreuses baisses furent enregistrées, et, à 14 h 20, dix minutes en principe avant l'heure de la clôture habituelle, l'indicateur instantané enregistrait une progression voisine de 0,7 % mais sans grande signification.

La devise-titre s'est traitée entre 8,44 F et 8,48 F, contre 8,39 F-8,50 F. Baisse de l'or à Londres : 313,10 dollars l'once, contre 315,25 dollars.

A Paris, le lingot s'est traité à 68700 F (inchangé) et le napoléon à 599 F (-1 F).

NEW-YORK

Hésitant

Reprenant son activité après un long week-end consacré à l'« Independence Day », le marché est resté très hésitant. La séance a été marquée par de nombreuses baisses, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, de l'automobile et de la chimie, et l'indice Dow-Jones des valeurs industrielles s'est redressé peu avant la fin de la séance pour valider une hausse (1,91 point) et s'établir à 798,90 points.

Les perspectives peu encourageantes, en termes de taux d'intérêt, continuent à peser sensiblement sur la cote et, à cet égard, les économistes de « Dow Jones and Co » estiment que les taux ne devraient pas varier sensiblement pendant le restant de l'année en cours. Pour l'instant, seule l'U.S. Trust Co a pris la décision d'abaisser son taux de 15 3/4 % à 15 1/2 %.

Conséquence directe de la contraction de la masse monétaire annoncée par la Réserve Fédérale (2,2 milliards de dollars pour la période du 17 au 23 juin), les taux de rendement des bons du trésor ont marqué un fléchissement lors de la dernière adjudication en date intervenue mardi 6 juillet. Les 5,3 milliards de dollars de bons à trois mois ont été placés à un taux de rendement moyen de 12,806 % contre 13,269 % lors de la mise aux enchères du 28 juin dernier, tandis que le volume des bons à six mois, d'un montant identique, a été assorti d'un taux de 12,976 % contre 13,419 %.

| VALEURS | Cours du 2 juillet |
|--------------------|--------------------|
| | 22 1/4 |
| | 50 1/2 |
| | 15 3/8 |
| International Bank | 40 1/8 |
| des Reunions | 33 |
| en Koflet | 72 3/8 |
| | 22 1/4 |
| | 63 1/2 |
| Electric | 37 3/8 |
| Food | 43 7/8 |
| Motors | 24 3/8 |
| er | 60 |
| | 21 1/2 |
| | 21 3/4 |
| | 54 5/8 |
| berger | 25 1/2 |
| | 38 3/4 |
| | 17 3/8 |
| | 40 1/2 |
| | 35 3/8 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | 25 1/4 |
| | 25 1/2 |
| | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **DIPLOMATIE FRANÇAISE :** « François Mitterrand en contact des réalistes africains », par Jean-Marie Rousch ; « Salvador, Liban, même combat », par Marc Heurteaux ; « La politique de tendresse », par François Puzos.

ÉTRANGER

3-4. **L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN**
5. **EUROPE**
6. **AFRIQUE**
— La Guinée assagie (11), par Jean-Claude Pommot.
7. **DIPLOMATIE**
— La première visite d'un gouvernement français en Hongrie.
8. **AMÉRIQUES**
— ÉTATS-UNIS : les candidats démocrates se préparent déjà à l'élection présidentielle de 1984.

POLITIQUE

8. Le débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale.
9. Le Sénat adopte le projet sur les compétences de la région Corse.
10. **LA POLEMIQUE SUR LE STATUT DE LA CAPITALE :** les personnels de la Ville de Paris : plus de quarante mille fonctionnaires.

SOCIÉTÉ

11. Le 9^e congrès mondial de psychiatrie sociale.
— JUSTICE : l'aide aux victimes de la délinquance ; l'échec d'une certaine politique pénale.
12. **SPORTS :** au Tour de France cycliste, les dangers de la course en tête.
— DÉFENSE : les difficultés de recrutement à Saint-Cyr.
13. **PRESSE :** M. Jacques Hérault a été incriminé ; la succession d'Emilien Amery.

ARTS ET SPECTACLES

13. Paul Chemetov et les logements sociaux ; Broque et la mythologie ; Dubuffet à la Bibliothèque nationale.
14. La portique rénovée de Ferrare ; Le palais Farnèse et l'École française de Rome ; Pour les J.O. de 1984, la méthode américaine de Robert Fitzpatrick.
15. « Dressé pour tuer », un film de Samuel Fuller ; entretien avec le réalisateur. — Festivals de jazz.
16. Une sélection. — Programmes, expositions.
17. 18. **RADIO-T.V.**
15. Un entretien avec Anna Sclaire.
16. La controverse autour de « Soir 3 » : « Qui est scandalisé ? », par Maurice Séverin.

ÉCONOMIE

28. **CONJONCTURE :** les perspectives dans les pays membres de l'O.C.D.E.
— AFFAIRES.
— SOCIAL.

RADIO-TELEVISION (18)

INFORMATIONS - SERVICES - (27) :
— Journal officiel ; Mé-téorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (24 à 26), Carnet (12), Programmes spectacles (21 à 23), Bourse (31).

IPESUD

INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
— MÉDECINE ET PHARMACIE
— Étude pré-universitaire pour bacheliers
— Préparation intensive par cours du soir ou du jour
— PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX
— Écoles de médecine
— Écoles d'odontologie
— Écoles d'architecture
— Écoles normales primaires
— É.T.S. TOURISME (à option)
— SÉCRÉTARIAT MÉDICAL
Renseignements et inscriptions
IPESUD
Le Parc de Bellevue 844, D
R. Marquis-Carlier, R. du Belvédère
34100 MONTPELLIER
Tél. 54.72.20

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1982 a été tiré à 498 023 exemplaires.

A B C D E F G

Gazoduc euro-sibérien

LES SOVIÉTIQUES ADOPTENT UNE ATTITUDE DE FERMETÉ À L'ÉGARD DES INDUSTRIELS EUROPÉENS.

Moscou (Reuters). — Déroulées pour fournir dans les délais prévus, ou payer les indemnités de retard. Tel est en substance le discours tenu par les autorités soviétiques aux entreprises européennes qui ont enlevé le contrat pour la construction du gazoduc euro-sibérien. Ces sociétés doivent donc trouver les moyens de tenir l'engagement décidé le mois dernier par Washington et frappant les équipements, essentiels au projet, fabriqués sous licence américaine, prêtes-t-on de source commerciale à Moscou. Une importante délégation du groupe ouest-allemand A.S.G.-Telefunken, dont le contrat de 200 millions de dollars prévoit la fourniture de turbines, a entamé le 6 juillet à Moscou, des négociations avec les responsables soviétiques. La firme italienne ENI poursuit des discussions séparées. Les sociétés John Brown (Grande-Bretagne), Mannesmann (R.F.A.), Cernost-Lore et Alstom-Atlantique (France) ont envoyé des délégations à Moscou. Les soviétiques ont fait savoir aux industriels occidentaux qu'ils étaient prêts à utiliser du matériel fabriqué en U.R.S.S. pour terminer le gazoduc dans les délais prévus, soit avant la fin de l'année prochaine. Ils ont également laissé entendre qu'ils pourraient acheter des turbines à d'autres firmes européennes n'utilisant pas de technologie américaine.

Elf-Aquitaine n'entend pas financer la restructuration de la chimie lourde

« Compte tenu des plans de développement dans nos secteurs traditionnels, nous ne voyons pas comment nous pourrions participer plus activement à l'industrie chimique. » Huit jours après son propos devant l'Assemblée générale des actionnaires d'Elf-Aquitaine, M. Chalaud a été plus loin encore dans la remise en cause du rôle de pôle de regroupement de la pétrochimie que voulait lui impartir les pouvoirs publics.

La S.N.E.A. (Société nationale Elf-Aquitaine) a fait ses comptes. Dès lors que la formule de fixation des prix pétroliers est déjà modifiée, le moins de deux mois après son entrée en vigueur — pour faire supporter à l'industrie pétrolière le point supplémentaire de T.V.A. — et que l'on ne croit plus guère dans la volonté du gouvernement de repousser entièrement l'effet dollar sur les prix des produits pétroliers, la mois d'août, le secteur raffinage-distribution d'Elf-Aquitaine va perdre plusieurs milliards (peut-être 8,2 milliards) en 1982.

La participation — comme leader — du pôle de regroupement de la chimie lourde « n'est plus compatible avec nos prévisions de ressources », affirme donc M. Rutman, vice-président-directeur général, qui doute « de la possibilité pour l'entreprise d'investir un milliard de francs dans la chimie ».

Il ne s'agit donc plus tant de l'indemnisation de Total — l'autre compagnie pétrolière demande 2,8 milliards de francs pour ses actifs dans Elf et Elf-Aquitaine lui propose les siens pour 1 F. — mais

LA GRÈVE A AIR FRANCE ET A U.T.A.

Pas de réduction automatique de la durée du travail des navigants déclare le ministère des transports

Le Syndicat des personnels navigants commerciaux (hôtesses et stewards) a confirmé le grève qui affectera les vols d'Air France, les jeudi 8, vendredi 9 et samedi 10 juillet prochains. Il a ce mercredi matin informé, sans préavis, la direction de la compagnie aérienne U.T.A. d'une grève qui a débuté ce 7 juillet à 7 heures et se terminera le 9 juillet à 4 heures.

La direction d'Air France déclare qu'elle pourra assurer environ les deux tiers de ses vols long-courriers et 80 % de ses vols moyens-courriers. Elle a déclaré à l'U.T.A. l'indique, elle, qu'elle « a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer la totalité de ses vols ».

Dans un communiqué publié le 6 juillet, le ministère des transports « regrette » que le syndicat « ait cru devoir prendre l'initiative de mouvements de grève sans préavis et, dans le cas d'Air Inter, en période de départ en vacances ». « Permettre dans une telle attitude », ajoute le ministère, « serait d'autant plus critiquable qu'aucun moment le dialogue n'a été interrompu et que les directions des compagnies ont fait des propositions satisfaisantes ».

Reprenant une des principales revendications des navigants, le ministère ajoute sur le fond : « On ne peut considérer comme automatique la diminution de la durée du travail pour des personnels qui bénéficient déjà de

dispositions particulières. Même si des améliorations à la situation de ces personnels peuvent être étudiées avec les intéressés, il est clair que la revendication ici avancée ne tient pas compte de ce qu'il est possible de faire, au delà de l'effort de solidarité qui est demandé à chacun ».

Le ministère avoue ainsi la référence faite par les directions des compagnies à l'article 30 de l'ordonnance du 18 janvier 1982 sur la durée du travail, qui dit ceci : « Il ne peut être prévu par voie réglementaire ou conventionnelle une diminution automatique, en fonction de l'abaissement de la durée légale du travail, des durées de travail spécialement applicables à certains salariés soumis à des conditions d'emploi particulières. Les dispositions contraires cessent d'être en vigueur ».

« Renseignements Air France : 320-15-53. À Paris, ou le service de réservation le plus proche du domicile (pour Paris, voir l'annuaire, les 535-61-61). — U.T.A. : 775-75-75, 775-41-52.

VIVES REACTIONS DES SYNDICATS CONTRE LE « PLAN ACIER »

Les trois syndicats des aciéries de Pompy (C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C.) ont présenté, mardi 6 juillet, au ministère de la recherche et de l'industrie, une nouvelle hypothèse pour l'avenir de leur société, compromis, on le sait, par l'une des données du nouveau plan acier, qui prévoit la fermeture de la plus grande partie des installations et la suppression de deux mille emplois sur trois mille cinq cents. Le conseil d'administration de l'acier, le mardi 6 juillet, se réunira, vendredi 9 juillet, et ne devrait pas arrêter une position définitive sur ce point précis.

Le conseil d'administration d'USINOR a adopté mardi 6 juillet le plan d'investissement de 8 à 9 milliards de francs prévu d'ici à 1986, avec plus de 4 000 suppressions d'emplois à Longwy. Des représentants de l'industrie, les cinq administrateurs laus des syndicats ont voté contre ce plan.

M. GEORGES FILLOUD EST CHARGÉ D'UN RAPPORT SUR LA QUATRIÈME CHAÎNE

Le Conseil des ministres de ce mercredi 7 juillet devait entendre une communication des ministres de la culture et des P.T.T. sur les chaînes de télévision directe et la quatrième chaîne.

Aucune décision n'aurait été prise avant mardi, mais lors du comité interministériel réuni autour de M. Pierre Mauroy pour examiner l'ensemble d'un dossier de la télévision de demain. Les participants à ce comité avaient estimé qu'il convenait de procéder à un examen approfondi des problèmes posés par le contenu de cette nouvelle chaîne de télévision, qui entrainera le canal V.M.F. (S.T. 100).

Il a donc été demandé à M. Georges Filloud, ministre de la communication, de préparer, pour le mardi 13 juillet, un rapport sur les programmes de cette quatrième chaîne et leur mode de financement. Apparemment, le gouvernement n'a donc tenté de choisir la voie d'un comité de cette chaîne. Selon une source « pédagogique » on ces programmes seront-ils plus éducatifs ? Un nouveau comité interministériel devrait se réunir en septembre pour réexaminer, à la lumière du rapport de M. Filloud, l'ensemble du dossier.

LES QUATRE PERSONNES FAUCHÉES PAR LE T.G.V. AURAIENT VOULU SE DONNER LA MORT

(De notre correspondant.)

Méhus — Un couple et ses deux enfants ont été tués mardi 6 juillet vers 23 h. 30 par le T.G.V. Lyon-Paris. L'accident, qui pourrait être un suicide, s'est produit à proximité de la gare du Méus (Seine-et-Marne). Les victimes sont Gilles Coquelin, vingt-quatre ans, employé de la B.N.F., son épouse Denise, vingt-neuf ans, et leurs enfants Nathalie, dix ans et David, deux ans. On ignore pour l'instant les raisons de ce drame. C'est une lettre trouvée dans le pavillon des Coquelin, 10, rue Lyre, au Méus, qui incite les enquêteurs à pencher pour l'hypothèse d'un suicide. Sans faire état de son intention de se donner la mort, le couple y évoque les difficultés financières qu'il rencontrait ces derniers temps.

A PROPOS DU STATUT DE LA CAPITALE

La majorité sénatoriale appelle les maires à s'adresser à M. Mitterrand

Les présidents des quatre groupes sénatoriaux de l'opposition, majoritaires au Palais du Luxembourg, ont adressé une lettre ouverte aux maires de France. Ce texte, que nous publions ci-dessous, est signé de MM. Adolphe Chavois, président de l'inter-groupe U.D.F., président du groupe de l'Union centriste ; Jean-Pierre Cantegrit, président du groupe de la Gauche démocratique ; Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. et Philippe de Bourgoing, président du groupe des républicains et indépendants.

« Monsieur le maire,

« Vous avez appris par la presse, comme nous, comme tous les Français, comme les élus parisiens représentant la majorité de la population, l'intention du gouvernement de faire éclater Paris en vingt communes de plein exercice.

« Cette mesure prise sans aucune concertation, cet acte arbitraire montre le peu de cas que font désormais ceux qui nous gouvernent des libertés locales et du droit des communes.

« Certes, le problème concerne avant tout les Parisiens. Mais Paris est la capitale de la France. Rien de ce qui la touche ne peut laisser les Français indifférents, rien de ce qui la touche ne laisse le monde indifférent !

« Paris, capitale de la liberté et exemple pour le monde, Paris, phare de la pensée et de la culture, Paris millénaire, ne saurait être rabaisé à une multiplicité de communes artificiellement créées.

« Les habitants de Paris se sentent parisiens. Il n'y a qu'un Paris, ses habitants, les provinciaux et les étrangers le savent bien : l'Arc de triomphe et à Bastille, la tour Eiffel et le Louvre, les Invalides et le Mur des Fédérés, le Sacré-Cœur tant de hauteurs de notre histoire et

de notre culture, se trouvent dans un seul et même Paris.

« Si le gouvernement veut décentraliser réellement Paris, qu'il commence donc par renoncer aux pouvoirs qu'il détient sur la ville !

« Faisant droit à la légitime requête des Parisiens et de leurs élus, la République a fait de Paris une commune de droit commun, dotée depuis 1877 d'une assemblée communale, d'une municipalité et d'un maire qui ont assumé pleinement leurs responsabilités. Après un siècle de régime d'exception, la liberté communale était rendue à Paris.

« Ne vous y trompez pas. C'est cette liberté qui est en cause.

« Vingt maires à Paris, parce que les socialistes et les communistes savent qu'ils n'ont plus aucune chance de conquérir la majorité dans la capitale qu'ils portent l'abandon du système et la balkanisation de Paris. Qu'importe qu'un côté d'une avenue soit dans une commune et l'autre dans une autre. Qu'importe l'impossibilité de poursuivre dans le domaine social, dans le domaine culturel, dans le domaine de l'aménagement et dans tant d'autres une politique cohérente et d'avant-garde, qu'importe !

« Ce qui importe, en revanche, c'est d'empêcher l'opposition nationale de montrer qu'elle peut faire mieux pour les hommes et les femmes que le pouvoir en place. Voilà pourquoi on veut balkaniser Paris.

« On invoquera la nécessité de rapprocher l'administration municipale des Parisiens. Pollicieux présente : si l'on veut sincèrement à la volonté de décentralisation, alors on appliquera les mêmes mesures à toutes les grandes métropoles, dont Lille, Lyon et Marseille, dont la superficie est supérieure à celle de Paris.

« Lorsque les problèmes généraux de gestion d'abordent le cadre d'une commune pour toucher le regroupement autour de cette commune dans une communauté urbaine. À Paris, on veut d'abord morceler la commune existante, puis regrouper les morceaux éclatés en une communauté urbaine.

« C'est en réalité chercher à rétablir la tutelle du pouvoir central sur la ville, au nom même de la décentralisation. C'est un détournement de l'esprit de la loi.

« Si nous laissons faire sans réagir, nous représenterons de la majorité du Sénat, gardien des libertés locales, nous faillirons à notre devoir. Voilà pourquoi nous avons décidé de vous lancer cet appel.

« Il est encore temps d'empêcher le coup de force qui se prépare. Il est encore temps de faire réfléchir le gouvernement et de l'amener à respecter les libertés locales.

« Nous vous suggérons, monsieur le maire, d'adresser à M. le président de la République une motion demandant que Paris reste une seule et même commune. »

Sté Paris Rénov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres Rénov S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures
• S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts.

10 ANS DE GARANTIE
Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 11/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F.T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

La lutte contre

les prix et l' resteront sou pendant dix-

Le dirig

11 JUILLET 1982

Aide

Les de



Flan